

**L'évolution
de l'idée d'organisation professionnelle
chez les Catholiques sociaux en France**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le lundi 4 janvier 1932, à 2 heures ½.

PAR

M^{lle} Marcelle IZAURE

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

1931

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

**L'évolution
de l'idée d'organisation professionnelle
chez les Catholiques sociaux en France**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le lundi 4 janvier 1932, à 2 heures ½.

PAR

M^{lle} Marcelle IZAURE

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

—
1931

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. SAUVAIRE-JOURDAN, , I.; BARDE, , , I.; LESCURE, , I., ;
DE BOECK, , , I.; NOAILLES, , A.

MM. FERRON, , , I., *Doyen*, Professeur de *Droit commercial*.

BENZACAR, , I., professeur d'*Economie politique*.

FERRADOU, , I., *Assesseur du Doyen*, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit privé* (Diplômes d'études supérieures).

MARIA, , I., professeur de *Droit romain*.

MARGAT, , I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

BONNECASE, , I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

PALMADE, , A., , professeur de *Droit civil*.

VIZIOZ, , I., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).

BONNARD, , I., , professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).

POPLAWSKI, , I., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

BOYÉ, , A., , professeur de *Droit romain*.

MOUNIER, , I., professeur d'*Economie politique*, chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).

BIBIÉ, , , professeur de *Droit international public*.

RÉGLADE, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

GARRIGOU-LAGRANGE, agrégé, chargé d'un cours de *Législation financière* (3^e année), d'un cours d'*Economie politique* (Diplôme d'études supérieures) et d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).

LABORDE-LACOSTE, , I., professeur à la Faculté de droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.

ROUSSEAU, chargé de cours (*Droit public*).

M. ARTIGUELONG, *Secrétaire*.

M^{me} COSTES, *Secrétaire adjointe*,

M^{me} SOUBIE, *Bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. VIZIOZ, professeur	Président.
MOUNIER, professeur	} Suffragants.
GARRIGOU-LAGRANGE, agrégé	



A MON PERE

INTRODUCTION

L'idée d'organisation professionnelle a toujours fait partie de l'enseignement des catholiques sociaux, elle en constitue même un des thèmes les plus caractéristiques; « dans l'ordre social chrétien tel qu'ils l'envisagent, elle occupe une place de choix, mieux encore, elle est une des caractéristiques du programme catholique social, avec trois ou quatre autres idées maîtresses telle la primauté de la famille, l'éminente dignité du travailleur, la fraternité humaine, conséquence de la fraternité divine et la nécessité de l'intervention tutélaire de l'Etat dans l'organisation du travail, elle en fait la forte et saine originalité » ¹.

Elle est une des pièces maîtresses du programme de reconstruction sociale des catholiques sociaux qui doit se faire sur une base professionnelle. « L'organisation professionnelle n'a pas sa fin en elle-même, elle n'est qu'un moyen, un moyen d'ordre, de justice et de civilisation. La société professionnelle doit s'intégrer harmonieusement dans la société politique, laquelle doit à son tour s'intégrer dans un ensemble infiniment plus complexe qui la dépasse et dont elle dépend, dans cette société *sub rectore Deo* dont parle

(1) COIRARD, Chronique Sociale de France. Septembre 1922.

Leibnitz. Impossible donc de bâtir un plan idéal de la société professionnelle sans une doctrine d'ensemble sur l'Etat, le droit, l'autorité, le bien commun et les fins supérieures à toute organisation sociale » ². C'est cette organisation professionnelle qu'il faut essayer de réaliser pour amorcer cette tâche énorme de reconstruction. « Elle est la tâche la plus urgente, elle est en quelque sorte la préface du grand travail de refonte sociale à laquelle il va falloir procéder » ³.

Qu'entend-on exactement par cette expression de profession organisée ? Pourquoi doit-elle être organisée ? Quels sont les éléments essentiels de cette organisation ?

Et tout d'abord, pourquoi la profession doit-elle être organisée ? La réponse est très simple. Il faut reconnaître l'existence d'une société professionnelle ; le fait pour les hommes d'exercer le même métier, de faire partie d'une même profession « crée nécessairement entre eux un ensemble complexe de rapports et de dépendance mutuelle qui les constituent naturellement à l'état de société comme le fait d'habiter un même territoire » ⁴. Comme toute société, la profession a besoin, pour vivre, d'être aménagée suivant certaines règles. En premier lieu, elle doit être érigée en société de droit, sous peine de voir le désordre et l'anarchie régner en maîtres ainsi qu'il est advenu sous le règne du libéralisme et « dans le

(2) E. GOUNOT. Semaine Sociale de Strasbourg. 1922, p. 146.

(3) MARTIN. St-Léon. Semaine Sociale de Metz, p. 152.

(4) E. GOUNOT. Semaine Sociale de Strasbourg, p. 130.

triomphe de l'individualisme sauvage qui a détruit les organismes, l'on pourrait dire les cellules sociales qui composaient le corps vivant de la Nation » ⁵.

La profession ne peut pas vivre et se développer dans l'anarchie; naturellement elle cherche à s'organiser; il faut l'y aider. Pour cela, en premier lieu, il faut lui donner une véritable existence juridique, faire « ...de ce groupement, au lieu d'une collectivité amorphe, à contours indéterminés et flous, une société légalement définie »; en un mot, lui donner un cadre officiel, un état civil.

Quels sont les éléments essentiels d'une société organisée? Comment se représenter l'organisation professionnelle?

On dit d'une société qu'elle s'organise lorsque on y voit s'établir « des institutions et un droit approprié » : tout d'abord, des services d'intérêt général créés pour satisfaire les besoins communs de la société, tels que les services de l'enseignement, de l'hygiène, de l'assistance. Mais l'élément principal est l'existence d'un statut, d'une loi commune émanant d'une autorité établie. « Dans ces conditions là, dire que la société professionnelle est en travail d'organisation, c'est dire que l'on y voit apparaître et se développer ces deux éléments caractéristiques de toute société organisée. De fait, si nous parcourons l'abondante littérature relative au problème de l'organisation professionnelle, nous remarquons que par profession organisée ou en voie d'organisation, on désigne, suivant les auteurs ou suivant les circonstances, tantôt une profession où s'instituent certains services

(5) Association catholique, 15 février 1904.

d'utilité collective... tantôt une profession où des conseils ou commissions mixtes se font reconnaître comme organes d'autorité et où des conventions collectives s'efforcent de définir et d'imposer à tous les professionnels une loi commune issue de la profession elle-même » ⁶.

En résumé, la règle et l'autorité constituent les éléments essentiels de l'organisation professionnelle.

C'est la règle qui permet d'assurer le bien commun. Dans la société professionnelle comme dans toute société, la justice ne résulte pas automatiquement du libre jeu des forces en présence. Les rapports entre les divers éléments de la profession impliquent pour jouer normalement, sans heurt, une règle commune à tous. Cette règle doit être spéciale à chaque profession et varier même à l'intérieur de chacune d'elles suivant les régions. C'est pour cela qu'elle devra en émaner, plus ou moins directement. Cette dernière condition est essentielle à un autre point de vue, pour donner à la profession une certaine autonomie, indispensable pour qu'il y ait vraiment organisation professionnelle et non réglementation du travail; c'est la réglementation de la profession par la profession.

On voit combien l'existence de la loi professionnelle est intimement liée à la création au sein de la profession d'un organe d'autorité, qui, non seulement dirigera les services administratifs, mais collaborera à l'établissement des règlements professionnels, les fera appliquer, les sanctionnera.

(6) GOUNOT, *idem*, p. 130.

Lorsque la profession possèdera ainsi un cadre fixe, un statut particulier et une autorité, on pourra dire alors qu'elle sera organisée.

C'est à étudier cette théorie d'organisation professionnelle, à essayer d'en dégager les principes directeurs et les applications pratiques que les catholiques sociaux employèrent une grande part de leur activité. On voit aisément la difficulté de cette tâche. « S'il est facile de construire un système abstrait, il est plus difficile de construire un système réellement approprié aux circonstances et au milieu où il doit fonctionner, un système applicable et qui, sans impliquer une transformation radicale des êtres et des choses, parvienne à en tirer un meilleur parti, à réaliser un progrès économique et social, moral et matériel » ⁷.

Ainsi s'explique l'évolution qu'a subie la pensée des catholiques sociaux sur cette question d'organisation professionnelle; cependant s'ils ont parfois hésité sur la route à suivre, sur les moyens à préconiser pour la réaliser, ils n'ont jamais hésité sur le but à atteindre.

Il est intéressant d'assister à cette évolution, de voir l'idée d'organisation se débarrasser peu à peu de ce qu'elle a au début d'imprécis, d'insuffisamment adapté à la vie moderne.

Nous étudierons d'abord le réveil de l'idée corporative, la conception du régime corporatif chez La Tour du Pin, Albert de Mun, et toute l'école de l'Asso-

(7) MARTIN St-Léon. Association Catholique. 15 octobre 1904.

ciation Catholique, puis, avec l'apparition de la loi de 1884 sur les syndicats, comment, tout en continuant leur étude, les catholiques sociaux vont essayer de se servir du syndicat pour réaliser leur idéal corporatif. A ce sujet vont s'élever entre eux des divergences qui finiront d'ailleurs par s'atténuer et disparaître, ce qui permettra l'élaboration d'un programme unique d'organisation professionnelle. Enfin dans la conclusion, nous verrons qu'en fait ce programme est encore à réaliser et qu'il reste beaucoup à faire pour obtenir l'*Organisation légale* de la profession.

I

RENAISSANCE DE L'IDEE CORPORATIVE LA CORPORATION

Dans l'histoire des doctrines catholiques sociales, en France, l'idée de corporation reste attachée à l'Œuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers. Toutefois, avant d'étudier leur conception de l'organisation corporative qui fut, avec quelques variantes, celle « des Catholiques Sociaux », il convient de faire une place à quelques précurseurs qui, dès la Monarchie de Juillet, entrevirent le rôle que pouvait jouer la corporation.

CHAPITRE PREMIER.

Les Précurseurs.

Le régime corporatif, aboli par la Révolution au nom de la Liberté individuelle, avait disparu; mais l'idée, basée sur le droit d'association naturel à l'homme, n'était pas morte. « L'on a pu supprimer les institutions corporatives, l'idée que représentait le principe corporatif lui-même, c'est-à-dire ce grand devoir d'union et de solidarité des travailleurs d'une même profession ou d'un même métier, est demeurée

au fond même de l'âme de notre nation, moins encore comme un legs du passé que comme une espérance pour l'avenir » ¹.

Elle devait naître, en effet, sous le grand souffle de pitié qu'inspirait aux sociologues et aux économistes, la misère des classes laborieuses.

De 1830 à 1848, on commence à s'émouvoir de la situation faite à l'ouvrier par l'organisation moderne du travail; on le voit, seul en face de puissants employeurs, victime de la loi de l'offre et de la demande, véritable machine humaine, instrument dont se servent les combattants dans la lutte de la concurrence.

« Placé entre ces deux époques dont la première semble avoir ignoré la question sociale à laquelle la seconde a subordonné toutes les autres, le règne de Louis-Philippe vît pour la première fois se manifester sous des formes diverses, cette pitié pour la souffrance humaine qui n'est le monopole d'aucune école et d'aucun parti, l'ardent désir d'y porter remède et de rétablir entre les heureux et les déshérités de ce monde, entre les classes dirigeantes et les classes laborieuses, une harmonie fondée sur la fraternité et sur la justice » ².

On cherche particulièrement des remèdes aux deux grands maux qui séparent les classes, instabilité du travail, isolement du travailleur, et naturellement certains se tournent vers l'association, vers la corporation. C'est à cette classe d'économistes que se rat-

(1) MARTIN St-Léon. Histoire des Corporations de métiers (Paris 1909), p. 620.

(2) MARTIN St-Léon. Histoire des Corporations de métiers, p. 634.

tachent les catholiques, avec l'école de l'Avenir, Buchez et Villeneuve-Bargemont.

SECTION I.

L'ÉCOLE DE L'AVENIR.

Il ne faut pas chercher chez Lamennais et ses disciples immédiats l'exposé d'un système complet de réorganisation de la Société; au point de vue social comme au point de vue politique ne s'y révèlent que des tendances. C'est dans les articles sociaux de leur journal l'Avenir (1^{er} oct. 1830-1^{er} octobre 1831) que nous pourrons voir leur attitude en face de la question sociale.

Le Comte de Caux (1787-1865), auteur de ces articles, est l'économiste le plus marquant de l'école de l'Avenir. Nommé en 1834 premier titulaire de la chaire d'Economie politique créée à l'Université de Louvain, il essaie de constituer en un corps de doctrine les solutions apportées par les catholiques aux problèmes sociaux.

Critique sévère de l'école libérale et de ses erreurs, il indique la voie pour trouver le remède au mal social aggravé par l'individualisme « qui est pour la France le plus grand de ses maux, la cause première de ses souffrances »³ et par l'industrialisme.

Il faut revenir à l'étude de l'Economie politique,

(3) Cte DE CAUX. Avenir. 21 mars 1830.

trop délaissée jusqu'ici par les chrétiens. « Les questions qui dépendent de l'Economie politique ont été toutes résolues dans un sens anticatholique. Comme elle est en réalité la théologie des intérêts matériels, les chrétiens l'ont ou dédaignée ou délaissée » ⁴.

C'est contre cet état d'esprit qu'il faut réagir car on trouve dans le catholicisme, ainsi qu'il le déclare en 1832 dans le discours d'ouverture du cours d'Economie politique « le plus admirable système d'Economie sociale qui ait été donné à la terre ».

En ce qui concerne plus particulièrement la question de la réorganisation corporative, si les membres de l'école de l'Avenir ne l'ont pas étudiée à fond, ils ont cependant entrevu quel était son rôle; ils voient dans l'Association et le rétablissement de la corporation, les deux moyens de lutter « contre ce petit nombre d'hommes qui trafiquent de sa sueur (de l'ouvrier) et spéculent sur sa faim » ⁵.

Aussi commencent-ils dans l'Avenir une campagne pour obtenir l'abrogation des articles 414-415-416 du Code Pénal interdisant les coalitions. « Après la liberté de conscience, la plus inviolable est la liberté du travail, et, cependant, si le Code pénal ne la refuse pas explicitement à l'ouvrier, il le gêne du moins dans l'usage qu'il veut en faire, puisque les artisans ne peuvent ni s'associer, ni s'entendre, ni résister en masse aux exigences du capitalisme sans

(4) Avenir. 29 déc. 1830.

(5) Avenir. 22 juin 1831.

se rendre passible d'une amende et d'un emprisonnement » ⁶.

SECTION II.

BUCHEZ (1796-1865).

Venu du Carbonarisme et du St-Simonisme au catholicisme, Joseph Benjamin Buchez prêchait avec la même fougue qu'un Lamennais, la souveraineté du peuple et la fraternité humaine.

C'est dans un article du Journal des Sciences morales et politiques (27 décembre 1827) que se trouve développé tout un plan d'organisation corporative du travail pour la grande industrie. L'organe le plus important sera formé par les syndicats mixtes qui ont dans leurs attributions :

- la fixation d'un taux minimum de salaire;
- la surveillance de l'apprentissage et de l'éducation professionnelle;
- les institutions de prévoyance;
- la conciliation des litiges entre patrons et ouvriers.

Ceci pour la grande industrie. Dans la petite industrie, dans l'artisanat, il serait préférable, selon lui, d'arriver à la fusion du capital et du travail sous la forme d'association coopérative. Dans son journal « l'Atelier » fondé en 1840, il développe tout un

(6) Avenir. 19 oct. 1830 « Des associations d'ouvriers ».

plan d'organisation de ces associations ouvrières. véritable essai de réorganisation des métiers. Ces associations instituées en vue de l'intérêt général doivent remplir certaines conditions :

1° la durée de la société n'a pas de limite;

2° le capital social ne peut jamais être partagé entre ses membres;

3° le capital social est fondé et s'accroît continuellement par l'abandon, de la part des associés, du 1/5 des bénéfices annuels.

4° le nombre des associés est limité.

Idées intéressantes, comme on le voit, qui attendront longtemps encore pour entrer dans le domaine des réalités.

SECTION III.

VILLENEUVE-BARGEMONT (1784-1850).

Le Vicomte A. de Villeneuve-Bargemont, préfet sous Charles X, s'était beaucoup occupé de rechercher les causes du malaise que commençait à ressentir la classe ouvrière. La révolution de 1830 vint arrêter ses tentatives de réformes. Il continua son œuvre par ses écrits. Dans son *Economie politique chrétienne* parue en 1834, recherchant les causes économiques de l'extrême misère des ouvriers, tant en France qu'en Europe, il trouve l'accroissement de l'industrie manufacturière et, parmi les mesures législatives propres à y remédier, il préconise « l'ins-

titution de corporations d'ouvriers qui, sans gêner l'industrie et avoir les fâcheuses conséquences des anciennes maîtrises et jurandes, favoriseraient l'esprit d'association et de secours mutuels, donneraient des garanties d'instruction et de bonne conduite et remplaceraient la déplorable institution du compagnonnage » ⁷.

Ces associations s'occuperaient entre autres choses, d'assurer l'instruction professionnelle, de former des caisses de secours mutuels et de prévoyance. Cependant, elles ne pourraient pas s'occuper de la fixation des salaires, car selon lui « intervenir dans la fixation des salaires serait porter une atteinte grave à la liberté de l'industrie et aussi aux intérêts que nous voulons garantir ».

Voilà donc ces associations, privées d'une de leurs attributions considérées aujourd'hui comme les plus importantes; mais pouvait-on attendre d'un haut fonctionnaire de la Restauration, déjà si en avance sur ses contemporains, toutes les vues de notre époque ?

Nous n'insisterons pas davantage sur les précurseurs, car du point de vue particulier qui nous occupe, ils ne paraissent pas avoir eu d'influence appréciable sur les premiers catholiques sociaux.

Comment comparer leurs vagues associations professionnelles à droits restreints, avec la corporation, base et pivot de tout un système de réorganisation sociale.

(7) VILLENEUVE-BARGEMONT. « Economie politique chrétienne », t. III, chap. III, p. 156.

CHAPITRE II.

Les premiers catholiques sociaux. L'œuvre des Cercles.

Les évènements de 1870-71, guerre, défaite, insurrection de la Commune, désastres économiques, furent l'origine d'un réveil d'énergie et d'efforts considérables parmi les catholiques.

Ce ne sont plus seulement quelques théoriciens qui cherchent des remèdes : aux économistes, aux sociologues viennent s'ajouter des hommes d'action ; ils surgissent de toutes les classes de la société pour s'attaquer au mal, chacun avec ses moyens, au nom de la doctrine catholique.

C'est alors qu'on voit apparaître « l'Œuvre des Cercles ».

Leur programme peut se résumer en un mot : la corporation, étendard levé pour lutter contre le libéralisme économique et les principes de la Révolution. A leur 11^e Assemblée Générale de l'Union, parlant du caractère inséparable de la pensée et de l'action, dans leur programme, ils déclarent : « la pensée, c'est l'idée corporative vers laquelle se tournent les aspirations générales et qu'il s'agit d'élucider, d'approfondir, de scruter, en en dégagant la vérité de toutes les erreurs qui tendent à l'étouffer, aussi bien que

de toutes les illusions qui peuvent la fausser et l'obscurcir c'est-à-dire de l'Economie libérale, de l'Economie socialiste et de l'Economie philanthropique » ¹.

Le développement de cette idée va se faire au sein de l'Œuvre des Cercles. Aussi nous paraît-il bon de rappeler brièvement la genèse de cette œuvre.

Parmi les maux causés par la liberté illimitée du travail et le nouveau régime économique, le sort des enfants, employés dans les ateliers et les usines avait particulièrement frappé un homme de cœur, Maurice Maignen, des frères de St-Vincent-de-Paul. Il recueille d'abord ces enfants dans des patronages. Bientôt il trouve ce palliatif insuffisant : il veut se faire leur protecteur contre l'avarice des parents, les brimades des ouvriers, les exigences des patrons. Il s'intéresse à l'existence professionnelle des apprentis, leur cherche des places, discute les conditions du travail, contrôle l'exécution des clauses.

Il est ainsi amené à étudier l'organisation des métiers dans l'ancienne France et c'est pour lui une révélation; désormais, il sera hanté par cette idée : nécessité de rétablir les corporations. Il se rend bien compte que c'est là une tâche énorme; qu'auparavant il est nécessaire de reprendre par la base toute l'éducation sociale; « prendre l'enfant dès son entrée à l'atelier, le suivre dans le développement de son intelligence et de son travail, le conduire jusqu'à l'âge d'homme, lui ménager l'appui de la famille professionnelle, établir des institutions corporatives

(1) A. C., août 1883.

appropriées aux différents besoins de la vie de l'ouvrier : voilà ce que M. Maignen voulait réaliser par une succession d'œuvres distinctes mais dirigées dans un même esprit et vers un même but » ².

En exécution de son programme, il fonde une « Association de Jeunes Ouvriers de Notre-Dame de Nazareth » qui devient en 1865 « Le Cercle Montparnasse ». Pour M. Maignen, le Cercle était l'acheminement vers la Corporation.

En décembre 1871, M. Maignen cherche des conférenciers pour son cercle, il s'adresse à deux jeunes officiers d'état-major, le futur marquis de la Tour du Pin Chambly et le comte Albert de Mun, à qui les tristesses de la captivité et les désastres de la Commune avaient ouvert les yeux sur l'urgence d'une action sociale parmi le peuple révolté; ils cherchaient précisément sous quelle forme exercer leur nouvelle vocation. Ils se rendent au Cercle Montparnasse et décident bientôt, avec quelques amis, de fonder partout des cercles dans Paris.

Le 7 avril 1872, le premier cercle s'ouvrait à Belleville. Ce jour-là, rappelant l'histoire des anciennes corporations, A. de Mun déclare pour la première fois qu'il faut « renouer la chaîne brisée, en reconstituant dans le monde du travail les associations chrétiennes..... qui seules peuvent rétablir dans le monde du travail, la concorde au lieu de la haine » ³.

Tel est le but, tel est l'idéal, il va se précisant par

(2) M. DE MAROLLES. « Maignen » cité par R. P. Mainage. « Mouvement de la Jeunesse Catholique au XIX^e s., p. 138.

(3) Discours d'A. de Mun. t. V.

le contact de plus en plus fréquent avec la jeunesse ouvrière et par l'étude. « La révélation des souffrances, des misères, des fatalités qui pèsent sur les travailleurs, raconte A. de Mun, éveillait dans nos cœurs un irrésistible besoin de dévouement et de justice. Nous désirions, de toutes nos forces, apaiser ces souffrances, diminuer ces misères, conjurer ces fatalités. L'instinct des réformes sociales naissait dans nos âmes. Le passé corporatif, vaguement entrevu nous ravissait; nous aspirions à sa reconstruction comme au moyen de réconcilier, dans l'harmonie chrétienne, les maîtres et les ouvriers » ⁴. Ainsi pensaient les deux nobles missionnaires au début de leur apostolat; cette idée d'organisation corporative ne fera que s'ancrer davantage dans leur esprit. « Elles (nos idées) étaient, dès cette année 1873, parfaitement arrêtées. La désorganisation que la suppression des corporations avait jetée dans le monde du travail m'apparaissait comme la cause très nette du trouble social et, de toutes les aspirations qui m'agitaient, la conception d'une société chrétienne, donnant aux travailleurs l'abri d'une constitution corporative, se dégageait avec précision » ⁵.

Le rêve des premières ébauches tend donc à devenir chez eux, un système nettement défini : sociologues et théologiens vont d'ailleurs s'y employer. En 1872, l'Œuvre des Cercles avait créé un « Conseil d'Etudes » chargé de dresser le plan de la Société

(4) DE MUN. *Ma vocation sociale*, p. 172.

(5) DE MUN. *Ma vocation sociale*, p. 194.

chrétienne; ce conseil était formé d'hommes d'Eglise comme le P. Monsabré, l'Abbé de Pascal, de savants et d'hommes d'action comme le comte de Bréda, Léon Gauthier, de Roquefeuil, H. Lorin, de Voguë et surtout le Marquis de la Tour du Pin Chambly qui en fut vraiment l'âme. En 1875, le Comité de l'Œuvre crée *l'Association catholique*, revue fondée pour répandre les idées du Conseil d'Etudes, et servir d'organe à l'Œuvre des Cercles elle-même.

C'est dans ce conseil, c'est par ses publications, ainsi que par les discours d'A. de Mun, que nous pouvons suivre l'évolution de l'idée corporative. Nous voyons ainsi se constituer peu à peu tout un plan de réorganisation sociale basé sur la corporation qui restera l'idéal des catholiques sociaux et, selon eux, le seul remède à l'anarchie et à la misère résultant des principes de 1789. « Nous repoussons comme impuissants et malfaisants tout le système, toutes les théories du libéralisme, et nous affirmons comme au premier jour qu'en dehors de l'idée chrétienne et du retour au régime corporatif, approprié aux conditions actuelles du travail, il n'y a pas de solution » ⁶.

Mais avant de passer à l'étude de ce régime, il nous faut répondre à une question :

Pourquoi les catholiques sociaux se sont-ils ainsi tournés vers la corporation, comme vers le remède qui va guérir la société des maux dont elle souffre ? Plusieurs raisons, semble-t-il, peuvent nous aider à le comprendre.

(6) H. BAZIRE. *Association Catholique*, 15 juin 1883.

En premier lieu, les catholiques se sont rendu compte qu'une des principales causes de la crise ouvrière était, sans contredit, l'isolement du travailleur en face du patron capitaliste; or, quel peut être le remède à cet isolement, sinon l'association ? Ils ont tout naturellement tourné leurs regards vers les organisations sociales de l'ancienne France, où leurs intimes convictions politiques et religieuses voyaient, sous certaines réserves, le modèle à reproduire pour le salut de la société.

A ces préférences personnelles venaient s'ajouter d'ailleurs des influences étrangères. Dès 1864, Mgr Ketteler, évêque de Mayence, dans son ouvrage sur la *Question Ouvrière et le Christianisme*, prenait parti contre ce qu'il appelait après Lassale, « le marché aux esclaves de l'Europe libérale ». Parmi les remèdes possibles, il indiquait l'esprit des anciennes corporations : « Les maîtrises, disait-il, sont une restriction de la liberté appliquée aux professions, elles représentent donc pour ainsi dire l'autorité voulant empêcher les abus de la liberté » ⁷. Il préconisait les associations de compagnons fondées par Kolping en 1818 et les associations d'apprentis; il entrevoyait même la possibilité de remplacer, un jour, par des associations ouvrières de production, le régime du salariat. En Autriche, son disciple et ami le baron Charles de Vogelsang acceptait volontiers le surnom de « féodal » que ses adversaires lui décochaient

(7) G. LIONNET « Un évêque social, Ketteler ». Paris 1905, p. 65.

à cause de son enthousiasme pour le moyen âge où le travail, disait-il, « était roi dans la personne des souverains ».

Comment de pareilles vues, quelque peu romantiques, n'auraient-elles pas eu les suffrages de jeunes paladins partant parmi le peuple pour une vraie croisade.

SECTION I.

LA CORPORATION.

A) *Ce qu'elle n'est pas :*

Corporation ! On imagine aisément le scandale que ce terme allait soulever parmi les libéraux et les générations imbues des principes de 1789, pour qui l'œuvre de la Révolution était chose intangible et sacrée. Ressusciter les corporations, n'était-ce pas vouloir anéantir la liberté du travail, ramener les abus les plus criants de l'Ancien Régime et rétablir des cadres étroits et périmés dans lesquels la société moderne ne pourrait qu'étouffer ?

C'est pour combattre toutes ces préventions que les catholiques sociaux se défendirent avec insistance de vouloir revenir aux anciennes formes corporatives. Ils voulaient simplement un retour à l'esprit corporatif. Comme le fera remarquer plus tard Louis Milcent, « il est utile de bien indiquer qu'il s'agit

d'appliquer un principe et non de faire survivre dans sa forme dégénérée une institution disparue presque partout »⁸.

A l'assemblée générale de l'Œuvre du 4 juin 1879, le Comte A. de Mun dit très clairement : « Comme nous avons parlé avec honneur des vieilles traditions du travail national, on nous a accusés de vouloir retourner à l'Ancien Régime; comme nous avons condamné très hautement la liberté illimitée du travail, on s'écria que nous voulions rétablir les corporations d'autrefois avec leur monopole..... L'Ancien Régime ! c'est-à-dire cette époque de décadence où les traditions nationales amoindries, dénaturées, ne soulevaient déjà plus la société chancelante, où, comme les autres institutions, les corporations étaient dégénérées et corrompues, cet état de choses enfin où tout annonçait et préparait la révolution, nul n'en a répudié le souvenir plus hautement et plus énergiquement que nous ne l'avons fait, nul n'a condamné plus sévèrement les abus et les vices dont nous portons aujourd'hui la peine et dont nous poursuivons encore dans la société moderne l'ineffaçable empreinte »⁹.

De même qu'ils voient nettement les défauts des anciennes corporations, de même ils se rendent bien compte qu'il serait absurde de prétendre enfermer le travail moderne dans ces cadres anciens qu'il a débordés depuis longtemps.

« La production, l'outillage, le mode de vente, ont

(8) L. MILGENT « Association Catholique », février 1887, p. 115.

(9) A. DE MUN, 15 juin 1879, « Association catholique ».

bien changé depuis le Moyen Age; les applications de la science à la création de l'utile ont donné à l'homme une puissance et à la société une richesse dont il était bien difficile de prévoir l'essor. Il n'est donc pas étonnant que le régime du travail au point de vue des moyens employés par la fabrication se soit modifié profondément; il n'y a pas lieu de réagir contre cette tendance ni de regretter ce progrès » ¹⁰.

Ces transformations, toutefois, n'empêcheront pas que les ouvriers ne soient toujours des hommes, et que leur besoin de s'unir, de s'associer, pour remédier à leur faiblesse, ne soit toujours le même.

B) Ce qu'est au juste la Corporation.

En feuilletant les écrits des catholiques sociaux, nous trouvons plusieurs définitions de la corporation qui vont nous permettre d'en dégager les caractères principaux.

« Notre Corporation, dit de Mun, est une communauté formée entre les patrons et les ouvriers d'une même profession, rapprochés d'abord par l'acceptation de ces principes de justice sociale qui imposent aux uns et aux autres des devoirs réciproques : voilà le lien moral; et réunis par un patrimoine commun, par une propriété corporative formée de sacrifices consentis par les uns et par les autres; voilà le lien matériel » ¹¹.

(10) RONDELET. Association Catholique. 15 mars 1876, p. 377.

(11) A. DE MUN. 6 mai 1882, cité par l'Association Catholique du 15 mai 1882.

C'est bien là le retour à l'idée fondamentale de la corporation chrétienne, la solidarité chrétienne des patrons et ouvriers de la même profession, unis par un lien moral et un lien matériel. La corporation représente alors vraiment le métier, elle unit dans son sein, en faveur du bien général, tous les efforts, toutes les énergies isolées.

Cependant, dans cette corporation, les ouvriers sont placés sous la tutelle morale des patrons.

Dans le titre B. du rapport présenté le 8 juin 1878 au Comité central de l'Œuvre, il est bien dit : « B. L'Association professionnelle doit réaliser l'union des patrons et des ouvriers. Un des éléments essentiels de sa réorganisation est le patronage des classes supérieures qui, loin d'entraver l'exercice des droits légitimes des ouvriers, leur procure les garanties de protection propres à assurer le développement et la sécurité » ¹².

Tel est le premier caractère, le caractère fondamental de la corporation. Dans son « Manuel d'une Corporation Chrétienne », Léon Harmel donne une autre définition qui fait ressortir le second caractère, le caractère religieux. Il la définit ainsi : « Une Société religieuse et économique formée librement par des chefs de familles industrielles et dont tous les membres sont groupés dans diverses associations de piété » ¹³. Voici renouvelées les confréries du Moyen Age, à côté de la corporation. Ceci est d'ailleurs

(12) Association Catholique. Août 1878.

(13) L. HARMEL. Mai 1882. Cité dans le Manuel d'une Corporation chrétienne, p. 193.

une conception particulière à L. Harmel qui l'a magnifiquement réalisée dans ses usines du Val des Bois. Mais selon tous, la corporation doit être chrétienne afin que ses membres trouvent dans les principes du christianisme, la force de vaincre l'égoïsme et de se dévouer les uns aux autres. En effet, le premier article du rapport déjà cité déclare :

« A. L'association professionnelle doit être catholique, c'est la condition indispensable de sa vitalité et la garantie la plus certaine qu'elle ne deviendra pas une arme révolutionnaire ».

Cependant, si la corporation chrétienne reste l'idéal, les ouvriers non chrétiens doivent profiter aussi de cette institution et, par la bouche d'A. de Mun, les catholiques sociaux se défendent d'être exclusifs.

« Si convaincu que je sois de l'excellence et de la supériorité de la corporation chrétienne, je ne crains pas cependant d'appeler tout le monde à la vie corporative, et d'essayer, par une impulsion décisive, d'y entraîner tous les éléments du Corps social » ¹⁴.

C) *But de la Corporation.*

Il faut distinguer soigneusement la corporation, société formée par l'effet de la solidarité morale et matérielle existant entre personnes qui exercent la même profession, de tout autre organisation, atelier, groupement, ayant pour but la production, la formation d'un produit donnant des bénéfices.

(14) A. DE MUN. Discours, t. V, p. 54.

La corporation, elle, présente un caractère général d'intérêt professionnel.

« Le bien commun, l'intérêt professionnel, voilà la fin véritable de la corporation » ¹⁵.

Elle a pour fin tout ce qui est utile à l'avantage commun, tout ce qui peut procurer et accroître le bien moral et matériel des divers éléments dont elle se compose et, par là même, des personnes qui lui appartiennent.

L'intérêt qui vient en tête de liste est la loyauté du métier. La corporation doit surveiller la bonne qualité des produits, poursuivre les malfaçons, perfectionner les méthodes. Elle doit, en outre, s'occuper de l'assistance, des caisses de secours, d'assurances, organiser l'arbitrage pour régler les conflits, l'instruction professionnelle des apprentis, lutter contre le chômage, la trop grande concurrence et la baisse des salaires.

SECTION II.

LE RÉGIME CORPORATIF.

Nous venons de voir ce qu'étaient les corporations des catholiques sociaux. Si les formes de cette organisation varient avec les industries et les métiers envisagés, nous voyons se détacher certaines règles

(15) DE MAROLLES. Association Catholique. Avril 1895, p. 330.

générales. C'est le Marquis de la Tour du Pin qui se fit, si l'on peut dire, le théoricien de la corporation.

Pour lui, la corporation repose toujours sur un triple droit : « Le principe du régime corporatif nous paraît consister dans la reconnaissance d'un droit propre, tant à chaque membre de l'association qu'à celle-ci dans l'Etat et à l'Etat envers celle-ci » ¹⁶.

A) Le droit de l'individu.

Dans les anciennes corporations, chacun des membres, maître, apprenti, compagnon, avait un droit propre à un travail fixe, à une existence assurée lui permettant de faire vivre sa famille; ce droit était garanti par les statuts de la corporation et protégé par sa magistrature.

Or, quelle est aujourd'hui la situation de l'ouvrier ?

« Aujourd'hui, sous le régime du Libéralisme, qu'est devenu le droit incontestable de l'ouvrier à un travail fixe, à une existence assurée, à un foyer où préside la mère de famille, libre désormais d'élever ses enfants ? Tous ces biens lui seront garantis par les statuts de la corporation, ils seront protégés par une magistrature prise dans son sein. Une juste limitation du travail, si universellement réclamée, si nécessaire à une époque où l'industrialisme a poussé le travail au delà des justes bornes, n'est possible que par chaque corporation » ¹⁷.

Dans l'état actuel des choses, les patrons ne peuvent

(16) LA TOUR DU PIN. Association Catholique. 15 août 1883, p. 130.

(17) L. MILCENT. Association Catholique. 15 février 1887.

individuellement leur reconnaître de tels droits; ils sont eux-mêmes harcelés par la libre concurrence et en arrivent à faire dépendre le sort de l'ouvrier du jeu de l'offre et de la demande; une seule chose importe dans cette bataille, c'est la victoire. « L'ouvrier est une des armes dont se servent les combattants ou pour parler plus exactement les ouvriers ne comptent pas pour des hommes : ils sont la denrée travail, dont le prix se règle exclusivement d'après les besoins et les accidents de la lutte »¹⁸.

Ni le patron, ni l'Etat ne peuvent intervenir d'une façon efficace et faire cesser la situation lamentable de l'ouvrier; il nous faut donc recourir à un autre remède, à l'association qui a déjà fait ses preuves. « Le régime corporatif seul a pu assurer un droit propre à chaque individu, non pas un droit unique sans doute, puisqu'il provenait de fonctions diverses dans l'association, mais un respect égal de droits divers et c'est là le fondement de tout ordre social digne de ce nom ».

B) *Le Droit de l'Association.*

La corporation ne peut pas être une institution privée, sans lien aucun avec la chose publique. La Société est un vaste organisme, l'association un de ses organes. Il est naturel que dans une société organique les droits qui appartiennent dans leur plénitude au pouvoir supérieur, appartiennent aussi sous sa surveillance aux sociétés inférieures relativement à l'objet particulier et à la fin propre de celle-ci.

(18) L. MILCENT. Association Catholique. 15 avril 1887, p. 341.

Nous touchons ici à une question très importante et l'accord se fit lentement entre les catholiques sociaux. La corporation sera-t-elle *libre* ou *obligatoire* ? Les catholiques sociaux voyaient nettement qu'une association peut se trouver vis-à-vis de l'Etat dans trois situations bien différentes.

Elle peut être libre, privilégiée ou bien légale et obligatoire :

Libre. — L'association est formée librement sur une initiative privée, fonctionnant librement dans l'Etat, ignorée de celui-ci.

Obligatoire. — C'est-à-dire institution publique légale, représentant la profession, la gouvernant et détenant la propriété de métier.

Priviliégée. — Solution intermédiaire. Association librement formée mais reconnue par l'Etat et dotée par lui de quelques privilèges.

Vers quelle voie vont se diriger les catholiques sociaux ?

Ils avaient devant eux des exemples vivants, les corporations venant d'être rétablies en Allemagne et en Autriche suivant des modalités différentes :

En Allemagne, les corporations avaient subi les mêmes attaques qu'en France. En 1810, la Prusse proclama la liberté du travail mais non d'une manière absolue. En 1845, on fit un pas en arrière, on reconnut aux corporations qui s'étaient maintenues, leurs droits et privilèges traditionnels. Cette dernière mesure eut le don de mécontenter tout le monde. Le Code industriel promulgué le 25 mars 1869 supprima

les ordonnances précédentes en enlevant le caractère obligatoire aux anciennes corporations. Vives réclamations. La loi du 18 juillet 1881, revenait sur les mesures prises en 1869. Elle reconnaissait officiellement les corporations et définissait leurs attributions.

Les nouvelles Corporations étaient libres, personne n'était obligé d'y entrer; elles avaient la personnalité civile, pouvaient avoir des caisses de secours, des écoles professionnelles, des tribunaux arbitraux, elles étaient reconnues officiellement par l'Etat ¹⁹.

En Autriche, les corporations supprimées en 1859 n'avaient pas disparu complètement. L'idée corporative avait de nombreux partisans, qui remportèrent une première victoire en faisant voter au Reichtag, à la presque unanimité, le 15 mars 1862, le rétablissement du régime corporatif dans la petite industrie.

Voici les corporations légalement rétablies en Autriche dans les industries de métier. Elles étaient obligatoires pour tous les artisans et comprenaient : maîtres, ouvriers, apprentis. Elles avaient la personnalité civile, possédaient des biens, meubles et immeubles, avaient un patrimoine corporatif formé par les ouvriers et les maîtres.

Les catholiques français se trouvent donc en pré-

(19) Beaucoup de catholiques trouvèrent cela insuffisant. La Conférence de Haid (Bohême) réunit les plus illustres catholiques sociaux, sur l'invitation de l'Assemblée Générale des catholiques réunis à Francfort en 1882.

Ce fut l'idée de la corporation obligatoire qui triompha.

Le D^r HIRZE qui défendait au Reichtag allemand la corporation obligatoire déclara : « Une corporation sans contrainte est un couteau sans lame ». (Cité par MONICAT. Etude du Mouvement Social chrétien au XIX^e s. p. 188).

sence de deux systèmes bien tranchés : corporations libres en Allemagne, obligatoires en Autriche. Ils ne retiennent ni l'un ni l'autre et optent pour la corporation privilégiée. C'est la conception qui sera défendue dans l'Association Catholique par A. de Mun, l'Abbé de Pascal, le Marquis de la Tour du Pin. Pour eux, la corporation doit être créée librement, l'entrée est libre, cependant elle sera reconnue par l'Etat et dotée par lui de certains privilèges.

Ils s'élèvent tout autant contre la corporation libre que contre la corporation obligatoire. « Ni l'une, ni l'autre ne sont viables, si l'on suppose la première laissée sans protection autre que celle du droit commun contre la concurrence libre et sans frein; non plus que si l'on suppose la seconde créée par décret de toutes pièces et ne pouvant fonctionner que par un mécanisme bureaucratique en place d'un organisme spontané » ²⁰.

Pas de liberté complète. Il ne faut d'ailleurs pas se leurrer. La corporation libre aboutirait à l'opposé du but visé; on veut, en effet, que la corporation soit ouverte à tous et pratiquement la corporation libre sera fermée. Le Comte de Ségur-Lamoignon insiste sur l'incompatibilité de ces deux mots : libre et ouverte. « Ces deux mots s'excluent mutuellement. La liberté, dès lors, n'existe plus entière pour les associés. Un groupe d'artisans ou d'industriels fondant entre eux une corporation sera-t-il obligé d'en laisser la porte ouverte à tout autre ?

(20) LA TOUR DU PIN. « Vers un ordre social chrétien », p. 34.

Ne sera-ce pas une atteinte portée à sa liberté ?

Pour que cette liberté soit réelle, une corporation dite libre ne saurait être contrainte de s'associer des confrères que pour une raison ou une autre, elle a intérêt à tenir hors de son sein. L'ouverture de la corporation est donc en contradiction absolue avec sa liberté » ²¹.

Il sera impossible à la corporation libre, de remplir sa mission, ce sera une simple association. Les disciples de Ch. Perin et de Le Play « ne paraissent pas soupçonner la différence profonde qui doit exister entre l'association et la corporation....., ils ne paraissent pas comprendre qu'une corporation est une institution d'Etat, placée en dehors du droit commun, puisqu'elle ne saurait subsister qu'en vertu d'un droit propre, indépendant, une fois qu'elle est constituée, du bon vouloir des associés eux-mêmes. La corporation libre, telle qu'ils la prévoient n'est pas une corporation, mais une simple société » ²².

Critiquer la corporation libre, ne veut point dire adhérer à la corporation obligatoire. Les catholiques sociaux adressent à celle-ci de graves reproches.

Tout d'abord, la corporation obligatoire sera dans la main de l'Etat, elle acquerra vite un caractère administratif et l'Etat pourra s'en servir comme il voudra; elle perdra de ce fait toute indépendance.

Autre grief sérieux, au point de vue religieux; la corporation obligatoire groupant dans le même

(21) Cte DE SÉGUR LAMOIGNON. Association Catholique. Juillet 1885, p. 57.

(22) Association Catholique. Janvier 1884, p. 3.

cadre tous les éléments de la profession, deviendra obligatoirement laïque; la corporation chrétienne, où la cohésion est maintenue par l'unité de foi n'est plus réalisable.

Il faut donc repousser l'obligation, séduisante par la « simplicité et la promptitude de l'exécution » pour employer une expression d'A. de Mun, mais qui présente de si grands inconvénients.

« Nous ne voulons à aucun prix, écrivait L. Harmel à l'Association catholique des patrons du Nord, de la corporation obligatoire, parce que l'ensemble des éléments disparates et souvent opposés au point de vue moral, ne peut produire que des effets désastreux. Lorsqu'on veut construire, il faut avant tout, parler la même langue. Or, les catholiques et les libres penseurs parlent une langue absolument différente..... Comment pourraient-ils s'entendre pour reconstruire un édifice moral où il est nécessaire d'avoir la communauté, l'unité d'effort » ²³.

Pas de corporation libre ni de corporation obligatoire ²⁴, il n'y a plus de place que pour la corporation privilégiée. Que faut-il entendre par le mot « privilégié » :

Laissons la parole au Comte de Ségur-Lamoignon.

« Notre système corporatif est donc libre, en ce sens que personne n'est tenu d'y entrer, mais nous demandons, pour ceux qui voudront collaborer avec

(23) L. HARMEL, cité par NITTI dans « Socialisme chrétien », p. 301.

(24) Nous verrons d'ailleurs disparaître ces termes, corporation libre ou obligatoire, qui peuvent prêter à équivoque. Ici Corporation = Association.

nous, sur ce terrain de réorganisation sociale, des encouragements, des prérogatives et des garanties. Avant tout, ce qu'il nous faut, c'est une institution publique créant l'organisation corporative légale, une loi organique du travail, établissant dans chaque corps de métier une corporation, dans laquelle personne ne sera contraint d'entrer, mais qui sera investie de prérogatives légales, telles que : la représentation officielle du métier, le droit de faire des règlements applicables aux membres de la corporation et exécutoires après approbation, comme ceux des Conseils Municipaux, le droit d'avoir des apprentis, le droit de vote dans les élections, non seulement corporatives et professionnelles, mais encore politiques, le droit de désigner un certain nombre de membres pour les charges municipales, le droit de désigner les prud'hommes; on pourrait même joindre à ces prérogatives de juridiction, certains avantages fiscaux, tels que le dégrèvement de patente et l'affectation à la Caisse Corporative ainsi légalement reconstituée, ainsi qu'il en va, par exemple, en matière d'enseignement pour l'Université et les Corps Académiques, qui seuls sont admis à l'exclusion des Etablissements libres, aux faveurs et aux privilèges officiels »²⁵.

Voilà une profession de foi qui se rapproche beaucoup de l'obligation, mais qui s'en écarte par un caractère essentiel : il peut exister à côté de la corpora-

(25) SEGUR LAMOIGNON. Association Catholique. 15 juillet 1885, p. 59. Le Comte DE SÉGUR LAMOIGNON laisse de côté le caractère confessionnel de la Corporation. Il veut en effet, n'envisager que le côté économique et social. Mais il n'abandonne pas pour cela le desideratum complet de l'œuvre, la Corporation chrétienne.

tion, des individus travaillant et exerçant librement le métier.

C) *Le droit de l'Etat.*

Le dernier caractère essentiel du régime corporatif c'est l'existence du droit de l'Etat, à côté de celui de l'individu et de l'association.

Nous aurons vite traité cette question, étroitement liée à la précédente.

Quelle va être la situation de la corporation dans l'Etat ? celle-ci sera, pour parler comme La Tour du Pin, un petit Etat dans le grand, avec ses règlements, ses institutions particulières. Elle ne peut pas être indépendante de l'Etat, ils sont liés tous les deux par des engagements réciproques. L'Etat surveillera la corporation, la protégera dans tout ce qui ne sera pas contraire à l'intérêt général et à l'ordre public. Cela fait partie du devoir de l'Etat « qui doit chercher à éloigner tout ce qui conduit au malaise public, à la misère morale et matérielle certaines classes sociales, à l'antagonisme entre les fils d'une même patrie, à la prédominance exclusive de certains aux dépens du plus grand nombre, et afin d'atteindre ce but, il peut prendre toutes les mesures qui ne sont pas en contradiction avec des droits supérieurs qu'il faut à tout prix respecter ».

Ceux qui soutiennent que l'autorité publique n'a rien à voir dans la constitution des corporations prétendent par là, que l'établissement et le fonctionnement de ces associations n'ont aucune importance pour la prospérité publique et l'ordre social.

Quel va donc être le rôle du pouvoir civil, de l'Etat ? Ce sera en premier lieu de promouvoir, faciliter l'organisation d'associations professionnelles. L'Etat peut jouer deux rôles, lors de la formation de la Corporation.

Il peut, soit la former lui-même discrétionnairement, soit homologuer sa formation, lui conférer la vie civile, le droit d'acquérir et de s'administrer, en un mot, tout ce qui est nécessaire à sa vie. C'est à cela que doit se borner le rôle de l'Etat, car si la loi est impuissante à créer des êtres nouveaux, elle peut protéger et aider à vivre ceux qui apparaissent. Cette conception du rôle de l'Etat est exprimée officiellement dans l'avis N° 8 publié par le Conseil d'Etudes de 1882 :

« La reconstruction des corporations ne saurait être l'œuvre de décrets à priori, mais dès que cette renaissance, indispensable à la paix dans le monde du travail, après avoir été préparée par l'initiative de patrons chrétiens, se sera manifestée par un commencement d'existence et aura ainsi reparu en fait, ce sera à la loi de la reconnaître en droit, de la fortifier par ses privilèges et de diriger par certaines règles son développement politique, selon un plan généralement conforme à la nature des intérêts privés en même temps qu'aux fins sociales dernières auxquelles ces règles doivent conduire » ²⁶.

Ce que l'on demande à l'Etat, c'est de reconnaître à l'association professionnelle, organisme nécessaire

(26) Régime du travail. Avis N° 8. Association Catholique, 15 déc. 1884, p. 654.

à la vie de la société, toutes les attributions qui en feront un rouage essentiel de l'organisation sociale et l'aideront à se constituer.

Mais, peut-on objecter, que deviendront les droits de l'Etat ? Certes, ils vont se trouver restreints et diminués par la libre initiative des corporations se gouvernant et s'administrant elles-mêmes; il ne reste plus qu'un droit de contrôle à exercer et c'est là le deuxième rôle de l'Etat.

Ce deuxième rôle de l'Etat sera, une fois que ces associations seront vivantes, de les surveiller dans l'intérêt général, de veiller en particulier à ce que les règlements faits dans ces associations ne lèsent aucun droit supérieur et s'harmonisent avec le bien commun. Il surveillera le travail pour empêcher les graves abus qui peuvent se produire même sous le régime corporatif.

Tout cela à côté de l'organisation du travail suppose une législation du travail.

SECTION III.

CONDITIONS ESSENTIELLES A LA VIE DE LA CORPORATION.

Les corporations une fois constituées ont besoin pour vivre et se développer, de voir se réaliser certaines conditions générales, qui sont :

l'existence d'un patrimoine corporatif; la capacité professionnelle des patrons et des ouvriers; la repré-

sensation des deux éléments, patrons et ouvriers dans le gouvernement de la corporation.

A) *Institution d'un patrimoine corporatif*, indivis, inaliénable, participant à la prospérité de l'industrie.

Le droit de propriété est un des droits essentiels de toute association; il est étroitement lié à son existence; « en ce qui concerne le droit de propriété, non seulement mobilière, mais immobilière, il se place au premier rang de ceux dont tout corps moral est pourvu ipso facto et proprio jure, indépendamment de toute loi positive. Il répugne à la raison d'admettre qu'un être a droit d'exister, sans admettre en même temps qu'il a le droit de s'assurer d'une manière stable, les conditions d'existence et les moyens nécessaires pour demeurer vivant.

Du moment que l'on reconnaît que l'association est de droit et qu'elle existe, on ne peut lui refuser ni lui restreindre le droit de propriété » ²⁷.

Il n'est pas nécessaire de beaucoup insister pour voir les nombreux avantages de cette propriété collective. Avec elle, serait résolue la question tellement importante de l'assurance des ouvriers contre l'accident, la vieillesse et la maladie.

Les œuvres seront minimes au début; elles pourront et devront devenir considérables avec le temps; ce patrimoine ne pourra d'abord que secourir modestement les membres co-propriétaires; il pourra ensuite devenir un fonds d'assurances, tant pour les accidents que pour la vieillesse et la maladie. Un patri-

(27) DE ROQUEFEUIL. Association Catholique. 15 mai 1883.

moine prospère arriverait à pouvoir fonder et entretenir des écoles, des hôpitaux, des œuvres de tous genres, intervention dans la crise de chômage, supplément de salaires, caisse de secours de toutes sortes. C'est aussi le moyen de faire accéder l'ouvrier, privé le plus souvent de la propriété individuelle, à une forme de propriété, la propriété collective avec tous ses avantages et cela n'est que justice; « si la propriété doit être considérée comme une des bases de la société, c'est à la condition qu'elle soit accessible en une forme ou en une autre à toutes les classes sociales, et qu'on ne voie plus subsister la classification en propriétaires et prolétaires créée par le régime moderne »²⁸.

De plus, la reconstitution du patrimoine corporatif, géré par les patrons et les ouvriers servirait aussi à resserrer le lien, à les unir en créant un intérêt commun, réel et palpable.

Ce patrimoine pourrait même devenir un moyen d'entraver les crises économiques causées par la concurrence effrénée et ainsi diminuer les cas d'insécurité pour l'ouvrier.

« Patrons et ouvriers en sont co-propriétaires et la communauté de l'intérêt s'accuse ici plus que jamais. J'ajoute que les ouvriers étant les principaux administrateurs et ayant toujours la majorité dans les conseils, les patrons ne peuvent pas même, être soupçonnés d'un abus, rendu d'avance impossible. Mais il s'agit ici du sort de l'ouvrier; ce n'est pas l'entreprise

(28) LA TOUR DU PIN. Association Catholique. 5 août 1883.

du patron qu'il faut sauvegarder, ce sont les travailleurs » ²⁹.

Réussir à créer ce patrimoine à l'intérieur de la corporation serait rénover toute sa face.

« Qu'on veuille bien faire un effort d'imagination pour se représenter une corporation vivante, réunissant dans son sein quelques milliers d'ouvriers, possédant un riche patrimoine, c'est-à-dire des terres, des établissements de différents genres, le tout administré, conduit, surveillé par des ouvriers, les uns actifs, les autres en retraite, et qu'on se demande, si, sans rien changer aux lois qui régissent l'industrie et sans blesser les intérêts de personne, on n'aura pas opéré une véritable transformation dans le monde du travail. Les capitalistes n'auront pas cessé de l'être, les ouvriers ne seront pas devenus industriels, mais les biens du patrimoine retirés à l'échange, immobilisés à leur profit, auront fait d'eux des propriétaires. L'usine pourra disparaître que le patrimoine subsistera encore et la classe ouvrière arriverait ainsi en même temps qu'elle se relèverait moralement, à jouer dans l'Etat un rôle qu'aucune de nos institutions démocratiques ne lui donnera jamais » ³⁰.

Nous avons dit que ce patrimoine était inaliénable et indivisible.

Inaliénable : Cela ne veut pas dire que les meubles ou immeubles le composant ne peuvent pas être changés, cela signifie qu'aucun événement extérieur ne peut enlever à la corporation son droit de pro-

(29) DE BRÉDA. Association Catholique. 15 août 1887.

(30) DE BRÉDA. Association Catholique. 15 avril 1887, p. 365.

priété, qu'il ne peut être transféré en d'autres mains.

Indivisible : Il appartient à la corporation, personne morale; aucun des membres ne peut en demander une part. Ce caractère est nécessaire pour la conservation du patrimoine.

Comment sera formé ce patrimoine corporatif ?

On ne peut définir d'une manière précise le mode de contribution des patrons et ouvriers, mais en principe, ce patrimoine doit résulter de la participation de tous les membres de la corporation.

Le premier apport serait sans doute fourni par les patrons, puis alimenté d'une manière régulière par des versements des patrons et ouvriers.

Ce patrimoine pourrait d'ailleurs participer à la prospérité de l'industrie. Qu'est-ce à dire :

« A sa prospérité, ne veut pas dire précisément aux bénéfices, car alors on se trouve en face de la question si grave de la communication des livres. La participation peut se régler sur les bénéfices dans les usines dont les propriétaires sont une Compagnie d'Assurances, qui, plus ou moins, ont des livres ouverts. Mais partout où le propriétaire est un individu, il a le droit de ne vouloir jamais faire connaître à ses ouvriers son bilan réel. La solution de cette difficulté se trouve dans une participation basée sur le produit brut à la façon de l'impôt : tant par tonnes extraites d'une mine, par quintal de fer, par mètre de tissu, etc. Il est vrai que tout produit brut ne donne pas un bénéfice et que, parfois, il peut rester

en magasin, mais les inconvénients qui en résultent sont inséparables de tout ce qui se règle à la façon de l'impôt indirect. Il en résulte que le taux ainsi déterminé, doit être très bas, et que les patrons doivent faire entrer cette petite contribution dans leur prix de revient. Il n'en restera pas moins vrai qu'en thèse générale, et sauf des cas de crises exceptionnelles, une contribution au patrimoine, établie sur cette base créerait une relation d'intérêt entre la prospérité de l'industrie et celle du patrimoine. Les modes peuvent varier, le but à atteindre est celui-là » ³¹.

Ce patrimoine serait administré par une commission de patrons et ouvriers de la corporation, il pourrait être même souhaitable de voir donner dans ces comités, la majorité aux ouvriers.

B) *Capacité professionnelle des patrons et ouvriers.*

La profession étant une fonction sociale, il faut l'exercer le mieux possible. Tous ceux qui exercent une profession doivent en être capables.

Dans le rapport présenté le 8 juin 1878, au Comité Central de l'Œuvre, « les Associations professionnelles catholiques », on inscrit la résolution suivante :

« 1) la capacité professionnelle, restaurée par un enseignement professionnel sérieux et chrétien, constatée par des examens et des certificats, restituera à l'ouvrier sa dignité en même temps que son patrimoine.

(31) DE BRÉDA. Association Catholique. 15 avril 1887, p. 345.

2) la hiérarchie professionnelle rendra son honneur au métier et diminuera la concurrence injuste faite par l'incapacité, aux ouvriers distingués qui sont aussi privés du salaire qu'ils méritent » ³².

La corporation est tenue en conséquence, de n'admettre dans ses cadres que des ouvriers et patrons d'une capacité professionnelle éprouvée.

Mais, va-t-on dire, cela implique que la corporation a la propriété du métier. Le terme propriété ne convient pas, il vaut mieux dire qu'elle a un privilège qui lui est concédé à condition de faire et de bien faire.

L'ouvrier capable, une fois le premier pas franchi, doit pouvoir s'élever hiérarchiquement à mesure que son habileté professionnelle croît.

« Le manouvrier, en effet, le simple manoeuvre, ne possède pas, à proprement parler, de métier, c'est sa force qui est employée et non son habileté, et cette condition du travail tendra toujours à diminuer avec le progrès de la mécanique qui fournit la force et n'exige plus de l'homme que la direction. Mais dès que cet homme a acquis une habileté propre, que ce soit celle de mener un attelage, de confectionner un habit ou de conduire un métier, il possède véritablement un état, selon l'ancienne expression de langage et cet état doit lui être garanti par un ensemble d'institutions que nous comprenons sous la désignation de régime corporatif.

De plus, il doit pouvoir s'élever dans cet état par

(32) Association Catholique. Août 1878, p. 300.

son habileté et sa bonne conduite aussi loin qu'il peut conduire, c'est-à-dire passer de compagnon maître, l'un et l'autre degré dans l'état constaté par un brevet qui lui reste et lui assure certains avantages, indépendamment de l'emploi qu'il occupera momentanément » ³³.

Comment sera constatée l'habileté de l'ouvrier ? Par un brevet de capacité professionnelle.

Faut-il dire que l'ouvrier par son brevet a acquis le droit de propriété du métier ? Non «l'aptitude qu'on apporte à une profession n'empêche pas l'aptitude d'autrui, elle peut donner lieu au brevet de capacité, mais, le brevet de capacité n'est pas une chose transmissible ou échangeable, il est personnel, inhérent à celui qui l'a obtenu, il n'entre pas dans son patrimoine et ne peut être l'objet ni de vente, ni d'échange » ³⁴.

Cette capacité professionnelle a fait beaucoup dans le passé pour la puissance des Corporations, elle est une garantie pour les consommateurs « leur organisation sauvegardait en règle générale, l'intérêt des consommateurs en même temps que celui des producteurs, en donnant aux premiers toutes les garanties d'un ouvrage loyal et en assurant aux autres un travail constant et rémunérateur » ³⁵.

Les mêmes exigences doivent s'appliquer aux patrons et aux ingénieurs. Si ceci est assez facile pour les ingénieurs ou les chefs d'ateliers pour lesquels il

(33) LA TOUR DU PIN. Association Catholique. Août 1883.

(34) DE MAROLLES. Association Catholique. Juin 1895, p. 578.

(35) DE MAROLLES, idem.

n'y a qu'à exiger un brevet, un certificat d'études professionnelles ou, comme en Autriche, la production d'un chef-d'œuvre, les conditions du travail moderne rendent le contrôle de la capacité très difficile pour les patrons de la grande industrie.

A ce point de vue là, la corporation est plus facile à organiser dans les Arts et Métiers : « ce qui distingue essentiellement les Arts et Métiers de la grande industrie c'est l'importance relativement plus grande du travail proprement dit.... l'idéal d'une organisation dans cet ordre d'idée, serait que tout ouvrier ayant fait ses preuves de capacité pût devenir maître et qu'au contraire aucun ne pût être maître sans savoir le métier » ³⁶.

Pour la grande industrie, « il s'est introduit dans les procédés du travail moderne de si étranges transformations que ce qui paraît tout naturel pour l'ouvrier, semble tout au moins extraordinaire, quand il s'agit des patrons. Passe pour les métiers dit-on; mais dans la grande industrie, quelle nécessité y a-t-il de connaître la profession ? La propriété du capital, l'expérience des affaires, l'habileté commerciale, ne sont-elles pas des titres suffisants ?

Si ces qualités constituent le patron de nos jours, il n'y a vraiment plus lieu de s'étonner que les ouvriers aient transformé son nom en celui d'employeur. Ce n'est plus en réalité qu'un entrepreneur du travail, appliquant ses capitaux à un genre particulier de production, exclusivement préoccupé des

(36) DE BRÉDA. Association Catholique. Avril 1887.

bénéfices à retirer, prêt à les employer à toute autre entreprise, dès que les chances de gain lui paraîtront plus favorables. Dans ces conditions peu lui importe la profession, son honneur, son avenir, sa réputation, c'est un instrument qui n'a de valeur à ses yeux qu'en proportion du profit qu'il lui rapporte personnellement. On se demande donc, à quel titre cet employeur ferait partie du corps professionnel... le meilleur moyen de mettre une barrière au développement du capitalisme, à sa prédominance sur le savoir, la morale, la valeur technique, est donc d'exiger que, pour faire partie de la corporation, le patron digne de ce nom, acquière la capacité professionnelle » ³⁷.

C) Représentation des deux éléments, patrons et ouvriers dans le Gouvernement de la Corporation.

Nous avons vu que toute société organisée supposait l'existence d'une règle et d'une autorité chargée de définir cette règle, de la préciser, de la faire appliquer et de trancher les conflits qui pourront s'élever au sein de la société.

La profession organisée doit donc, elle aussi, dans la mesure du possible, avoir une autorité qui édicte les règlements de la profession, administre son patrimoine, juge les contestations, tout cela librement. Cette autorité devra émaner de la profession toute entière. « Si ces principes sont admis, il faut reconnaître qu'ils ne reçoivent leur juste application qu'autant que tous les éléments de l'association participent

(37) L. MILCENT. *Associat. Catholique*. Février 1887, p. 119.

à son gouvernement, non pas selon le nombre des individus, mais selon l'ordre des fonctions sociales. Leur société aussi ne sera parfaite que si elle réunit tous les éléments qui concourent à son but. Or le but d'une association du travail étant la production, il faut reconnaître que tous les agents nécessaires ou immédiatement intéressés à la production doivent y figurer ce qui diffèrera suivant la nature et les conditions du travail dans l'application du principe » ³⁸.

Voilà nettement exprimé la raison d'être de cette représentation des divers éléments de la profession dans l'organe d'autorité.

Suivant quelles modalités s'établira cette représentation ? Cela reste assez vague, sauf une précision apportée par La Tour du Pin en ce qui concerne le jeu des divers éléments dans ce conseil de la corporation, le rétablissement « du vote par ordre », chacun des éléments ayant un seul suffrage.

Tel est brièvement exposé le schéma de la corporation idéale conçue par les catholiques sociaux. Prévoyant toutes les objections que leur thème va soulever, tant chez les libéraux que chez les conservateurs, chemin faisant ils en mettent en lumière les différents avantages, montrant ainsi que leurs idées ne sont pas du domaine de l'utopie mais ont une grande utilité pratique.

(38) LA TOUR DU PIN. Association Catholique. Août 1883, p. 158.

SECTION IV.

AVANTAGES DE LA CORPORATION ET DU RÉGIME CORPORATIF.

LES CRITIQUES.

Les catholiques sociaux insistent surtout sur les avantages économiques, sociaux et moraux présentés par le régime corporatif.

Dans l'ordre économique.

Le plus grand bienfait du régime corporatif est de constituer un obstacle à l'envahissement du libéralisme, des maux consécutifs à la liberté du travail. Le R. P. de Pascal énumère tous ces bienfaits :

« 1°) en ce qui touche les travailleurs, il leur garantit :

a) la sécurité du lendemain, en favorisant la permanence des engagements,

b) la dignité de la vie, le respect du foyer domestique et de la famille,

c) la juste rétribution d'un travail humainement mesuré à leurs forces,

d) il fait régner la justice, en interdisant, par des règlements, la concurrence déloyale.

e) il assure la paix de l'atelier par l'établissement d'autorités arbitrales et de tribunaux corporatifs,

f) il protège l'ouvrier contre les conséquences des accidents, de la maladie, de la vieillesse, du chômage involontaire, par la constitution d'un patrimoine corporatif et de caisse de secours,

g) il lui facilite l'instruction professionnelle, le crédit, en dehors de toute exploitation usuraire, l'accession à la possession du capital et à la propriété » ³⁹.

« 2°) en ce qui touche les consommateurs, il garantit leurs intérêts par le contrôle des syndics sur les produits fabriqués, tant au point de vue de la façon que des fournitures et des prix » ⁴⁰.

Le régime corporatif aura aussi une répercussion au *point de vue politique*. Il arrêtera la discorde qui règne là comme ailleurs. Il fournit les éléments d'une véritable représentation professionnelle aux différents degrés de l'ordre politique, dans la commune, dans la province, dans l'Etat.

Il offre aussi une base solide à une réorganisation sociale sur le principe de la possession d'état pour tous et la représentation de tous les intérêts. Cette représentation est comme le couronnement de tout le système corporatif présenté par les catholiques sociaux.

Au point de vue social.

Ce qui est à la base de tous les maux sociaux, c'est la haine des classes, c'est le conflit entre ceux qui possèdent le capital et ceux qui travaillent, en un mot entre le capital et le travail.

Le régime corporatif va apaiser cette haine.

« Du jour où la corporation est appelée à jouer un rôle dans l'organisme social, le travail reprend

(39) P. DE PASCAL. Le Pouvoir Social et l'Ordre Economique, p. 47.

(40) *idem*.

ses droits. En effet, la corporation étant le groupement des ateliers en vue de l'intérêt commun, et le premier des intérêts étant l'accord entre les patrons et les ouvriers, le régime corporatif est par sa nature, l'instrument de la paix sociale » ⁴¹.

Après avoir étudié cette conception corporative une question vient naturellement à l'esprit. Comment furent accueillis ces projets de réformes, ces idées nouvelles ?

Nous devons dire qu'ils le furent assez mal. Si ces idées attirèrent des esprits et des cœurs généreux qui en comprirent toute la portée, elles se heurtèrent à la fois à l'hostilité du parti au pouvoir, héritier des principes individualistes de la Révolution, et à la méfiance des conservateurs tout imprégnés de libéralisme.

Les mots corporation, régime corporatif, avaient contre eux tous les souvenirs de l'Ancien Régime; on oubliait les bienfaits des corporations pour ne penser qu'aux abus et aux excès des maîtrises au moment de leur suppression. Ce n'était d'ailleurs pas tant de la chose que l'on avait peur, l'évolution économique ramenant à la formation d'association professionnelle, mais du mot. La suppression des corporations en France, fut une des grandes victoires de la Révolution, pour beaucoup de Français, les rétablir c'était effacer une page d'histoire.

La résistance rencontrée par les premiers catholiques sociaux dans les milieux catholiques fut

(41) DE MAROLLES, Association Catholique 1895, p. 579.

grande; ils furent vite considérés par beaucoup et non des moindres comme des révolutionnaires, des « socialistes chrétiens ». Cette méfiance ne se manifesta d'ailleurs pas immédiatement, c'est ainsi que l'on vit des libéraux comme Charles Périn, Lucien Brun, Hubert Valleroux collaborer à l'Association Catholique, lors de ses débuts. Mais peu à peu les divergences s'accusèrent; en septembre 1878, lors d'un Pèlerinage à Chartres, A. de Mun attaqua le Libéralisme et parla de la restauration du régime corporatif; Ch. Périn répondit et des polémiques ardentes s'engagèrent qui finirent par la constitution en 1890 de deux écoles catholiques bien séparées, l'Ecole de Liège ou des Réformateurs, avec A. de Mun et l'Ecole d'Angers, conservateurs qui veulent concilier la doctrine catholique et le Libéralisme Economique.

Les idées de réorganisation corporative ne se heurtèrent pas qu'à des controverses d'écoles; elles se trouvèrent aussi en présence de la mauvaise volonté des patrons auxquels elles demandaient des sacrifices considérables, et en même temps de l'irritation des classes populaires, aux convoitises desquelles elles apportaient un frein. Les catholiques sociaux s'aperçurent qu'il était difficile de proposer un système précis, aux lignes un peu raides. Il fallait établir un cadre plus souple s'adaptant aux conditions modernes du travail, en tenant compte de l'état social existant, séparation tranchée des classes, rapports de plus en plus rares entre patrons et ouvriers, tenant en grande partie au développement des sociétés anonymes.

Qu'existait-il, en réalité, comme organisation professionnelle ? Des associations d'ouvriers, des associations de patrons appelées syndicats. Les catholiques sociaux comprirent qu'il fallait se servir de cet embryon d'organisation ; leur faire reconnaître une existence légale, c'était porter un coup mortel à la doctrine révolutionnaire ; la reconnaissance officielle du lien professionnel ouvrait la porte à toutes les réformes.

Ils n'hésitèrent pas, travaillèrent au développement des associations ouvrières et quand en 1884 un projet de loi fut déposé pour faire obtenir aux syndicats le droit d'existence légale, les députés catholiques sociaux l'appuyèrent énergiquement.

C'est désormais du syndicat que les catholiques sociaux vont partir pour essayer de réaliser l'organisation professionnelle, expression qui peu à peu va remplacer celle de régime corporatif.

II

LE SYNDICAT ET L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

CHAPITRE I.

La Loi du 24 mars 1884 et le Syndicat mixte.

SECTION I.

LA LOI DU 24 MARS 1884.

La loi du 24 mars 1884 donnant l'existence légale et un statut aux groupements professionnels, qui s'appellent maintenant les syndicats, fut le premier pas fait dans la voie de la reconnaissance par l'Etat du lien professionnel. « C'est aller directement à l'encontre du principe essentiellement individualiste posé par le législateur de la Révolution que d'admettre l'existence entre les hommes exerçant une même profession, d'intérêts professionnels communs à étudier et à défendre. N'est-ce pas, en effet, implicite-

ment reconnaître qu'entre ces hommes, le simple exercice du travail professionnel, établit un lien spécial d'interdépendance, dont ils peuvent seulement dégager la notion plus ou moins exacte, et détermine un groupement distinct, dont seuls l'ordre, le caractère et le rôle dans la cité relèvent de la volonté humaine » ¹.

Cette loi répondait bien à un besoin réel. Au moment où fut déposé le projet on pouvait compter à Paris 138 Chambres syndicales de patrons, comprenant 15.000 adhérents et 155 syndicats ouvriers avec 60.000 membres; en province, 850 syndicats, avec 240.000 membres. Vivant en marge de la loi, ces associations s'occupaient activement de leurs intérêts collectifs, soutenues, encouragées par les partisans de l'organisation professionnelle. Aussi, cette loi nouvelle fut accueillie avec joie et par les socialistes et par les catholiques sociaux. Elle ne correspondait pas entièrement à l'idéal de ceux-ci, mais ils la considèrent « comme une première satisfaction donnée à des aspirations légitimes » ².

Leurs représentants à la Chambre des Députés prirent une part active à la confection de cette loi, premier jalon de la réorganisation de la profession. Voulant la rapprocher le plus possible de l'idéal corporatif, ils proposèrent un amendement accordant des privilèges spéciaux aux syndicats mixtes. Cet amen-

(1) H. LORIN. *Chronique Sociale de France*. 15 avril 1909, p. 141.
« Le dynamisme de l'idée syndicale.

(2) LA COUR GRANDMAISON. *Association Catholique*. 15 août 1885, p. 190.

dement portait, sous forme d'article additionnel : « les syndicats professionnels mixtes, réunissant les patrons et les ouvriers d'un même métier ou de métiers similaires, pourront recevoir des dons et des legs, même immobiliers et acquérir tels immeubles qu'il leur conviendra pour la création de logements d'ouvriers, d'asiles pour l'enfance et la vieillesse et de maisons de secours pour les blessés et les malades » ³. Cet amendement fut présenté et soutenu par A. de Mun, le Comte de Lanjuinais et M. de la Bassetière. Ce fut l'occasion pour A. de Mun de développer devant la Chambre, le premier point de son programme social : réorganisation chrétienne de la société par la réconciliation des classes sociales. Tous trois firent l'éloge de l'ancienne organisation du travail et montrèrent l'impossibilité pour le syndicat séparé d'atténuer les funestes effets de l'économie libérale et de faciliter l'union des classes.

« Il y avait une organisation du travail qu'on a détruite, sans rien mettre à la place. Il en est résulté un état de souffrance prolongée qui se traduit par des luttes violentes entre le capital et le travail. Que nous proposez-vous pour remédier au mal ?

Je vois bien que l'établissement légal de syndicats professionnels pourra, en quelque manière, être un remède contre l'isolement, mais je ne vois pas comment il sera un remède contre la division des patrons et des ouvriers, et c'est pourtant là qu'est le mal.

(3) Association Catholique. 15 juillet 1883. Compte-rendu de la discussion de la loi à la Chambre.

Je vois au contraire, qu'il sera l'organisation définitive de la guerre des uns contre les autres.

Ce qui manque aux syndicats tels que vous les concevez, syndicats de patrons ou syndicats d'ouvriers, mais isolés, séparés les uns des autres, c'est précisément ce qui est le grand besoin, la grande nécessité sociale de notre temps et ce qu'il y avait au fond des vieilles institutions corporatives : le rapprochement des personnes, la conciliation des intérêts, l'apaisement, qui ne peut se rencontrer que dans la reconstitution de la famille professionnelle. Ce qu'il y a dans les syndicats actuels, c'est surtout une pensée de lutte, un moyen de résistance contre le capital... » ⁴.

C'est pour essayer de combler ces lacunes qu'ils déposent un amendement demandant que la loi accorde des privilèges à ceux qui veulent former entre eux la famille professionnelle.

« Pour nous, le salut est là, c'est le moyen de faire cesser non seulement l'isolement dont souffrent les travailleurs, mais de rendre au travail une organisation pacifique et durable, en instituant en permanence l'arbitrage amiable qu'on a tant cherché et si peu réussi à constituer, dans les dernières grèves, avec des délégués nommés en pleine crise et qu'aucun lien, aucun intérêt ne rapprochait la veille.

C'est le moyen de stimuler la capacité et l'amour du métier par un apprentissage sérieux, dont tout le monde sent aujourd'hui le besoin....., c'est enfin, le

(4) Discussion de la loi. A. C. juillet 1883.

moyen qui permettra aux associations par la formation d'une caisse corporative alimentée par des cotisations, pouvant recevoir des dons et des legs, de constituer un patrimoine commun, de créer des institutions de prévoyance contre la maladie, la vieillesse, les accidents et le chômage » ⁵.

L'amendement fut repoussé, toujours on craignait le spectre des anciennes corporations puissantes et religieuses, bien que de Mun ait fortement insisté sur la portée générale de son projet. « Nous avons demandé que la loi fit des avantages spéciaux, déterminés, à tous les syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers qui voudront se fonder, quelle que soit leur origine » ⁶. Malgré cet échec, de Mun et ses amis n'en votèrent pas moins la loi sur les syndicats professionnels, qui bien qu'incomplète, constituait une victoire remportée sur l'esprit révolutionnaire. En 1908, dans un de ses discours A. de Mun expose nettement leur position devant cette loi de 1884, après avoir résumé ses lacunes, il conclut : « La Loi de 1884 devait être à nos yeux le point de départ d'une réorganisation sociale qui substituerait le régime corporatif au régime individualiste » ⁷. Il ne faut pas boudier les syndicats, au contraire, « il faut que, profitant de la loi sur les syndicats, les catholiques tentent de créer des sociétés professionnelles. L'expérience prouve que le syndicat mixte est un des moyens les plus efficaces pour assurer la paix sociale, et l'organisation profes-

(5) idem.

(6) idem, p. 51.

(7) DE MUN. Association Catholique. Mars 1908.

sionnelle s'impose comme une question de vie ou de mort »⁸.

SECTION II.

LE SYNDICAT MIXTE.

Le Syndicat mixte, voilà donc le mot d'ordre des catholiques sociaux au moment du vote de la loi de 1884 et pendant les années qui vont suivre; c'est lui qu'ils vont défendre dans l'Association catholique et le journal « La Corporation », qui, à partir de 1891, est l'organe de l'Œuvre des Cercles. Nous trouvons dans la thèse de M. Boissard, soutenue en 1895, un exposé complet de cette conception syndicale⁹.

Pourquoi cet attachement au syndicat mixte ? Rappelons-nous leur idéal corporatif; c'est le syndicat mixte qui de toutes les associations professionnelles s'en rapproche le plus.

« Le syndicat mixte est une institution professionnelle à tendance corporative ». Cela suffit à nous éclairer.

De par cette définition, le syndicat mixte est une organisation en vue de la paix qui réunit les deux facteurs de la profession, patrons et ouvriers. Cette réunion facilitera la prospérité de la profession.

(8) Lettre à Henri BAZIRE. Cité par NITTI, p. 303.

(9) A. BOISSARD « Le Syndicat mixte, institution professionnelle d'initiative privée à tendance corporative ».

1^{re} idée. — L'union vaut mieux pour la défense des intérêts.

2^{me} idée. — Ces rencontres permettront aux ouvriers et aux patrons de se connaître, et ainsi sera brisé le mur dressé entre eux par l'individualisme.

3^{me} idée. — Une troisième idée vient s'ajouter à ces idées fondamentales. Il ne faut pas oublier en effet, que les patrons ont un rôle particulier à remplir envers leurs ouvriers; le syndicat mixte participe du patronage en ce qu'il respecte « la hiérarchie nécessaire pour la bonne marche et l'entente durable de la communauté ». Il ne faut pas exagérer ce patronage, en faire une tutelle despotique du patron, il convient de le qualifier « de patronage associé » pour bien montrer « la participation volontaire de tous ses adhérents à l'œuvre commune » ¹⁰.

Les bienfaits du syndicat mixte sont donc considérables tant au point de vue moral, qu'au point de vue professionnel.

Au point de vue moral. — « Il réalise le rapprochement effectif des classes et l'apaisement des haines à une époque où la scission entre les diverses catégories de citoyens est si profonde, où les convoitises sont si surexitées, et les susceptibilités si facilement en éveil. Rien ne peut avoir un effet plus calmant et plus pacifiant que ces réunions d'hommes de même profession, mais de fortunes diverses, rapprochés les uns des autres sur le pied de l'égalité des droits et de l'estime réciproque, sans prééminence d'un groupe sur

(10) BOISSARD. Le Syndicat mixte.

l'autre, ni subordination humiliante de certains syndiqués à leurs coassociés, dans un but de communes études et de libres délibérations sur les questions intéressant tous et chacun au plus haut degré » ¹¹.

Au point de vue professionnel. — Les services rendus par le syndicat mixte sont immenses :

- les difficultés au point de vue contrat de travail sont résolues dans le sein du syndicat;
- les règlements d'atelier s'y élaborent;
- le syndicat s'occupera de l'organisation de l'apprentissage, de l'enseignement professionnel;
- il existera un office pour le placement des ouvriers. Le taux des salaires sera fixé.

Il y aurait à énumérer aussi toutes les organisations de prévoyance, mutualités, coopératives, caisse de retraite...,etc.

On peut d'ailleurs faire remarquer ici, que ces services ne sont pas le monopole des syndicats mixtes et ne sont pas des arguments irréfutables pour leur institution. Rien ne s'oppose à ce que des syndicats parallèles rendent exactement les mêmes services professionnels à leurs adhérents : c'est le premier argument, l'argument moral, qui a le plus de force.

(11) BOISSARD, *op. cit.*, p. 64.

SECTION III.

LE SYNDICAT MIXTE,
BASE DE LA RÉORGANISATION CORPORATIVE.

Voici, brièvement énumérés, les avantages du syndicat mixte. Comment va-t-il être la base de la réorganisation corporative de la société ? Comment va-t-il jouer son rôle ? Qui va s'occuper de ses services professionnels ?

Les deux groupes formant le syndicat éliront au suffrage universel, un nombre égal de délégués qui formeront le Conseil syndical.

Quel va être le rôle de ce conseil ? Il aura un rôle très important. Il sera tout d'abord *conseil d'administration* : il administrera le patrimoine corporatif ; nous avons déjà vu la grande importance de ce patrimoine, qui non seulement rend tous les syndiqués propriétaires, mais encore permet d'entretenir tous les services du syndicat, prévoyance, assistance, enseignement.

Puis *conseil de discipline* : il jouera le rôle des Conseils de Prud'hommes, mais avec une autorité et une compétence plus grandes ; le tout obligatoire et ses décisions étant exécutoires par toutes voies de droit.

Enfin *Conseil d'arbitrage et de conciliation*. — Il tranche les difficultés s'élevant entre employeurs et employés, c'est l'un des meilleurs moyens de supprimer les grèves. Il donne une grande influence

aux délégués et aussi aux membres honoraires, étrangers à la profession, tout indiqués pour servir de pacificateurs.

Si les grandes lignes du syndicat mixte sont tracées, de nombreux points restent à préciser.

Ce syndicat va-t-il être libre, va-t-il être obligatoire ? L'opinion dominante paraît être celle de la liberté. Pour que le syndicat mixte, groupement corporatif, n'aboutisse pas à la tyrannie « il faut qu'il ait comme correctif, une liberté absolue, il faut que les dissidents puissent s'unir et se grouper pour résister à la pression de la majorité... » ¹².

Sera-t-il strictement professionnel ou bien confessionnel ? Comme le fait justement remarquer La Cour Grandmaison dans son étude déjà citée sur le Mouvement corporatif en Europe, « il est incontestable que les Economistes catholiques comptent faire appel au sentiment religieux pour resserrer les liens des associations qui se forment sous leur inspiration », mais on ne voit pas en quoi cela peut gêner quelqu'un, chacun étant libre d'entrer dans le syndicat dont les tendances lui conviennent.

Rien n'empêche de faire appel à tous les principes que l'on voudra pour fonder et soutenir les associations.

Telle était la théorie. Dans la pratique, quelques syndicats mixtes s'étaient bien formés, mais ne prospéraient guère. Par contre les syndicats parallèles se

(12) LA COUR GRANDMAISON. Association Catholique. 15 sept. 1885, p. 306.

développaient rapidement. Les catholiques sociaux commençaient à se demander si réellement le syndicat mixte n'était pas un cadre trop étroit, peu en harmonie avec le développement du monde industriel et les nouvelles formes d'entreprises économiques.

C'est à ce moment qu'apparut l'Encyclique *Rerum Novarum* qui vint donner une direction générale et trancher certaines difficultés.

CHAPITRE II.

L'Encyclique Rerum Novarum, 1891.

SECTION I.

PRÉPARATION DE L'ENCYCLIQUE. L'UNION DE FRIBOURG.

Le réveil des préoccupations sociales, auquel nous venons d'assister, n'avait pas été spécial à la France. Il s'était produit au même moment, en Allemagne, en Autriche, en Italie. Les chefs de ces mouvements devaient naturellement chercher à se réunir pour étudier ensemble les plans, les moyens d'action et marcher unis vers le même but. « L'action sociale catholique, dans chaque contrée, conserve son originale autonomie, mais les études que comporte cette action même et qui la développent deviennent internationales » ¹.

Un premier groupe d'études sociales internationales se forme à Rome sous la présidence de Mgr Jacobini et du futur Cardinal Mermillod. En 1884, se fonde l'Union de Fribourg, groupant tous ceux qui dans

(1) LÉON GRÉGOIRE [G. GOYAU]. Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale, p. 27.

leurs pays respectifs, avaient acquis une célébrité au point de vue social.

France.... De Mun, La Tour du Pin, P. de Pascal.

Allemagne. De Lowenstein, P. Lehmkhul.

Autriche... Comte de Blome, P. Weiss.

Suisse..... M. Decurtins.

Belgique.. Helleputte et Duc d'Usel.

Italie..... Toniolo, P. Liberatore.

Espagne.. De Cepeda.

La liaison avec le St-Siège est assurée par Mg. Mermillod. Ce groupement se met à l'œuvre. Le régime du travail, le régime de la propriété, l'organisation professionnelle, sont sérieusement discutés et étudiés. Ces discussions restent d'ailleurs secrètes, seules sont imprimées les conclusions, résumées en quelques formules.

Pour la question qui nous intéresse, celle de l'organisation professionnelle, la thèse de l'Union de Fribourg se résume dans la proposition suivante :

« Le régime corporatif est le mode d'organisation qui a pour base le groupement des hommes, la communauté de leurs intérêts naturels et de leurs fonctions sociales, et pour couronnement nécessaire, la représentation publique et distincte de ces différents organismes. Le rétablissement de la corporation professionnelle est une des applications partielles de ce système » ².

Ceci est très général et trace simplement de grandes lignes.

(2) Cité par L. GRÉGOIRE, idem, p. 29.

Il paraît bien difficile de préciser la part d'influence exercée par les travaux de l'Union de Fribourg sur les idées des catholiques sociaux français. Nous pouvons deviner combien elle fut importante. De Mun, La Tour du Pin, le R. P. de Pascal, Milcent, prirent une part très active à tous les travaux et là bien des points durent s'éclaircir, être mis en lumière. Ce contact avec des esprits différents, des opinions diverses, ne put qu'être favorable. Sans rien préciser, La Tour du Pin le reconnaît dans une lettre adressée à la Direction de l'Association Catholique, en septembre 1903, où il parle d'influence subie :

« Ce serait encore une sottise en paraissant mettre en oubli le rôle de cette union collective de Fribourg, où, sous la Direction sans égale du Comte de Blome et grâce au patronage du Cardinal Mermillod, s'est comme préparée l'Encyclique sur la condition des ouvriers qui a consacré nos efforts et guidé encore ceux des catholiques éminents qui s'y rencontraient avec nous » ³.

C'est en même temps, une affirmation de la part prise par l'Union de Fribourg dans l'élaboration de l'Encyclique.

Le fait est, que ces diverses propositions élaborées par l'Union, étaient transmises par Mgr Mermillod au Vatican et que ce travail était suivi avec attention et sympathie par Léon XIII. Le 15 mars 1891, les catholiques sociaux eurent la joie de voir leurs doctrines

(3) LA TOUR DU PIN. Association Catholique. Sept. 1903,

exposées solennellement par le Pape, dans son Encyclique *Rerum Novarum*.

Le Comte de Blome écrit : « La grande parole du Pape établit une ère nouvelle; ce que nous avons cru juste, ce que nous avons proposé, est désormais défini par l'autorité suprême » ⁴.

SECTION II.

L'ENCYCLIQUE.

L'Encyclique *Rerum Novarum*, du 16 mai 1891, ne vint pas cependant apporter la solution à toutes les questions que se posaient les catholiques sociaux. Elle est une œuvre d'enseignement, elle affirme que l'Eglise a une doctrine sociale; comme le dit le R. P. de Pascal, il faut bien remarquer « que si Léon XIII se prononce de la façon la plus nette sur les principes, il laisse largement ouvert à tous les efforts, à tous les essais, aux méthodes les plus variées, le champ immense des applications » ⁵.

A chacun de tirer de ces principes les solutions particulières qui varient naturellement de pays à pays, même de région à région.

Nous ne nous occuperons ici de l'Encyclique *Rerum Novarum* qu'en ce qui intéresse directement l'organisation professionnelle.

(4) Cité par DUTHOIT. « L'Union de Fribourg », p. 30.

(5) P. DE PASCAL. L'Eglise et la Question Sociale, p. 8.

Après avoir constaté le désordre social et l'impuissance du Socialisme à y porter remède, le Pape cherche le moyen d'améliorer le sort de l'ouvrier. On n'arrivera à ce résultat que par une action combinée de l'Etat, de l'Eglise et de l'initiative privée. Quel sera la part des Associations professionnelles dans cette action ? Il ne faut pas espérer trouver dans l'Encyclique un traité de l'Organisation professionnelle; le Pape signale simplement le rôle qu'elle va avoir à jouer dans cette gigantesque entreprise, réforme du travail et même, peut-on dire, de la société.

C'est elle qui aura le plus à faire.

Parlant de toutes les œuvres d'assistance, de secours mutuels, de rapprochement des classes, le Pape dit : « Mais la première place appartient aux Corporations ouvrières, qui, en soi, embrassent à peu près toutes les œuvres.

« Nos ancêtres éprouvèrent longtemps la bienfaisante influence de ces corporations, car, tandis que les artisans y trouvaient d'inappréciables avantages, les arts, ainsi qu'une foule de monuments le proclament, y puisaient un nouveau lustre et une nouvelle vie.

« Aujourd'hui, les générations étant plus cultivées, les mœurs plus policées, les exigences de la vie quotidienne plus nombreuses, il n'est point douteux qu'il ne faille adapter les corporations à la condition nouvelle » ⁶.

Il faut donc travailler à créer leur organisation, il

(6) Encyclique *Rerum Novarum* , p. 59.

faut qu'elles accroissent leur nombre et leur action.

Voilà quel doit être le travail des chrétiens sociaux.

« ... Il faut louer hautement le zèle d'un grand nombre des nôtres lesquels se rendant parfaitement compte des besoins de l'heure présente, sondent soigneusement le terrain, pour y découvrir une voie honnête qui convienne au relèvement de la classe ouvrière. S'étant constitués les protecteurs de personnes vouées au travail ils s'étudient à accroître leur prospérité, tant domestique qu'individuelle, à régler avec équité les relations réciproques des patrons et des ouvriers, à entretenir et à affermir dans les uns et les autres le souvenir de leur devoir... sous l'inspiration de ces mêmes idées, des hommes de grand mérite, se réunissent fréquemment en congrès pour se communiquer leurs vues, unir leurs forces, arrêter des programmes d'action. D'autres s'occupent de fonder des corporations assorties aux divers métiers et d'y faire entrer les artisans; ils aident ces derniers de leurs conseils et de leur fortune, et pourvoient à ce qu'ils ne manquent jamais d'un travail honnête et fructueux » ⁷.

Ces corporations ont, suivant expression du Saint Père « droit à l'existence » elles sont de plus « opportunes ». Comment vont-elles être organisées ?

« A ces corporations, il faut évidemment pour qu'il y ait unité d'action et accord des volontés, une organisation et une discipline sage et prudente. Si donc, comme il est certain, les citoyens sont libres de s'as-

(7) Encyclique *Rerum Novarum*, p. 63.

socier, ils doivent l'être également de se donner les statuts et règlements qui leur paraissent les plus appropriés au but qu'ils poursuivent. Quels doivent être ces statuts et règlements ?

Nous ne croyons pas qu'on puisse donner des règles certaines et précises pour en déterminer le détail; tout dépend du génie de chaque nation, des essais tentés et de l'expérience acquise, du genre du travail, de l'étendue du commerce, et d'autres circonstances de choses et de temps qu'il faut peser avec maturité. Tout ce qu'on peut dire, en général, c'est qu'on doit prendre pour règle universelle et constante d'organiser et gouverner les corporations, de façon qu'elles fournissent à chacun de leurs membres les moyens propres à lui faire atteindre, par la voie la plus commode et la plus courte, le but qu'il se propose, et qui consiste dans l'accroissement le plus grand possible des biens du corps, de l'esprit, de la fortune » ⁸.

Le Pape aborde la question des syndicats mixtes et parallèles, mais il ne se prononce pas, la liberté de choix demeure entière. Il dit parlant des syndicats :

« Aussi est-ce avec plaisir que nous voyons partout se former des associations de ce genre, soit composées des seuls ouvriers, soit mixtes, réunissant à la fois des ouvriers et des patrons, il est à désirer qu'elles accroissent leur rôle et l'efficacité de leurs actions... » ⁹.

Voilà ce qu'apportait l'Encyclique : des principes et des idées générales. L'influence de ce document

(8) Encyclique *Rerum Novarum*, p. 65.

(9) *idem*, p. 59.

fut très grande chez les catholiques sociaux. Ils y virent la confirmation de leur doctrine, l'approbation donnée à leur œuvre. « Nul ne trouvera mauvais, dit le Père de Pascal, que je constate simplement, modestement, fermement aussi, la concordance des doctrines soutenues par l'Ecole de l'Œuvre du Cercle Catholique avec les principes dominants de la Constitution Rerum Novarum » ¹⁰.

Dans une adresse faite par l'Association Catholique, il est dit. « Si l'Encyclique De Conditione Opificum, renferme pour tous les fidèles enfants de l'Eglise, de précieux enseignements sur la voie qu'ils ont à suivre afin d'arriver à une saine et efficace solution de la question sociale contemporaine, combien ces enseignements si précis, si lumineux, si visiblement inspirés de l'Esprit Saint lui-même ne sont-ils pas tout particulièrement précieux pour les groupes de Sociologues Chrétiens qui, depuis vingt années, et dans ces derniers temps surtout se sont consacrés à l'étude et à la recherche des solutions de problèmes complexes et redoutables de la question ouvrière au point de vue social..

« Aujourd'hui l'Encyclique De Conditione Opificum ne laisse plus planer une seule ombre sur la doctrine apostolique touchant les points les plus controversés du problème social contemporain. Le rôle tracé à l'action du pouvoir public, en ce qui concerne le repos dominical, la juste limitation de l'effort à obtenir de l'homme, le ménagement des forces physiques et des

(10) P. DE PASCAL. Association Catholique. 15 juillet 1891, p. 21.

intérêts moraux de l'enfant, le respect de la nature délicate et de la mission domestique de la femme, l'équitable rémunération du travail, les garanties et la protection dues à l'ouvrier dans les accidents, la maladie et la vieillesse, enfin la formation de ces conseils d'arbitrage et mieux encore de ces corporations professionnelles, organes communs des droits et des intérêts des patrons et des ouvriers auxquels incomberait l'établissement des conditions du travail dans les diverses professions, en un mot, cette heureuse conciliation de la liberté individuelle et de la liberté d'association avec l'intérêt social dans l'organisation chrétienne du travail » ¹¹.

Comme l'observe M. Turmann, l'Encyclique est à l'origine d'un double mouvement d'idées et d'œuvres; d'idées, car on se lance, de plus en plus dans l'étude de la sociologie, recherche d'un système d'organisation; d'œuvres, c'est le moment où se fondent coopératives, caisses rurales; on fait de la propagande.

« Puisant dans l'Encyclique un renouveau de force, les catholiques sociaux se donnent de plus en plus à l'action sociale, tout en continuant leurs études sociologiques avec un souci marqué d'appuyer sur des bases solidement établies un système complet d'organisation » ¹².

(11) Association Catholique. 15 juillet 1891, p. 4. Adresse de l'Ass. Catholique à Sa Sainteté Léon XIII.

(12) EBLÈ. Ecole catholique d'Economie politique et sociale, p. 206.

CHAPITRE III.

L'Orientation populaire du Mouvement. La Démocratie chrétienne.

On aurait pu croire que l'Encyclique *Rerum Novarum* allait apporter l'unité de doctrine chez les catholiques sociaux. Il n'en fut rien.

SECTION I.

LES DÉMOCRATES CHRÉTIENS.

C'est à partir de 1891 que l'on voit se détacher peu à peu du catholicisme social, une branche modernisée, les démocrates chrétiens; ils ne s'en détachent complètement qu'en 1896 au premier congrès ouvrier tenu à Paris, pour devenir un parti séparé, avec ses tendances politiques, économiques et sociales. Cette scission n'est d'ailleurs pas absolue.

Pourquoi ce nom de démocrates chrétiens ? Qu'est-ce que la démocratie chrétienne ? La réponse à cette question justifiera le titre de ce chapitre « Orientation populaire du mouvement ».

La meilleure définition nous paraît être celle donnée par l'Abbé Six dans un article paru dans la Démocratie Chrétienne :

« Nous sommes des démocrates chrétiens, parce que dans le dépôt sacré de notre foi, nous cherchons à mettre spécialement en relief les vérités sociales dont l'application doit amener l'amélioration naturelle et morale des classes populaires, mettre fin à leurs misères imméritées, les délivrer du joug presque servile sous lequel elles gémissent. Notre nom marque notre tendance, notre préoccupation, nos efforts. C'est la raison principale et toute objective de notre appellation particulière. Nous nous appelons Démocrates Chrétiens pour une raison d'opportunité; c'est que notre nom même doit dire aux classes laborieuses ce que nous sommes et ce que nous voulons, notre nom est, croyons-nous, de nature à nous rallier la confiance et à nous rendre les sympathies de ces ouvriers nombreux qui sont allés chercher dans les utopies socialistes le remède à leurs souffrances et le redressement de leurs griefs; notre nom même doit leur faire comprendre que les partis et les groupes qui s'en réclament, acceptent, tout au moins dans les grandes lignes, le programme net et précis des réformes sociales qui sont la raison d'être de la Démocratie Chrétienne dans tous les pays » ¹.

C'est donc simplement un essai pour se rapprocher un peu plus de la classe populaire, pour lui porter

(1) Démocratie chrétienne. Août 1897. « Sens intégral du mot démocrate chrétien, p. 214-15.

directement la doctrine enseignée par l'Association Catholique. Les démocrates chrétiens ne croient pas se séparer d'elle au point de vue doctrinal, certains comme L. Harmel et G. Goyau sont à la fois démocrates chrétiens et catholiques sociaux et ne veulent voir dans leurs divergences que des questions de mot.

Ils protestent d'ailleurs auprès des catholiques sociaux de leur fidélité.

« Les démocrates chrétiens prennent votre doctrine intégralement, ils en acceptent tous les postulats historiques, ils condamnent avec autant d'âpreté que vous la désorganisation sociale qui résulte de la Révolution; ils prêchent enfin votre programme de restauration d'un ordre social chrétien, hier avec votre aveu et demain, s'il le faut malgré vous.

Bref, ce sont vos leçons qu'ils répètent en les adaptant à la propagande populaire et en y mettant leur propre cœur »². Mais ils ont ici une compétence spéciale « ils sont les familiers, ils deviennent parfois les maîtres d'un demain populaire, ils savent les vraies conditions d'une action populaire, ils connaissent les meetings, ils connaissent la rue... ces hommes jugent à propos de prendre un nom, une affiche, démocratie chrétienne, ils le gardent »³.

« Démocrate chrétien, cela veut dire pour les auteurs, quelqu'un qui ne veut pas que les patrons aient tous les droits et que les ouvriers subissent toutes les

(2) Lettre de GOYAU à SÉGUR LAMOIGNON. Association Catholique, sept. 1896.

(3) Lettre de L. GRÉGOIRE à SÉGUR LAMOIGNON. Association Catholique. Sept. 1896.

servitudes, quelqu'un qui demande la *Gleichberechtigung* du patron et des ouvriers, quelqu'un qui ne croit point que le patron parce qu'il a un capital, est autorisé à mépriser « ces gens là » et quelqu'un enfin, qui ne veut pas que dans les règlements de l'industrie le patron s'efforce d'être tout et l'ouvrier rien. Voilà ce qu'est un Démocrate Chrétien » ⁴.

Il ne s'agirait donc que d'une différence de méthode, nous verrons pourtant, en étudiant plus spécialement l'organisation professionnelle que ces divergences sont plus profondes que les Démocrates chrétiens ne veulent le laisser croire. Leurs protestations de fidélité ne vont point cependant jusqu'au désir d'une assimilation, ils entendent bien être distingués des catholiques sociaux qu'ils qualifient de « féodaux ».

SECTION II.

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET LES DÉMOCRATES CHRÉTIENS.

Les démocrates chrétiens sont complètement d'accord avec les catholiques sociaux, sur la nécessité de l'organisation professionnelle. L'abbé Naudet nous expose leur programme, il doit tendre au point de vue économique, à obtenir « ... une législation ouvrière, protectrice des petits métiers et des petits

(4) Idem. Association Catholique. Sept. 1896.

commerces contre tous les monopoles, établissant la durée maxima de la journée ouvrière, défendant le travail de nuit et la violation du dimanche, imposant dans les adjudications publiques le minimum de salaire, le repos dominical, l'assurance obligatoire et supprimant le marchandage, une loi sur les accidents, sur les conseils de conciliation et d'arbitrage, sur la retraite obligatoire pour tous. Elle réclame, en outre, la réglementation de la concurrence, des mesures restrictives concernant les opérations de bourse, la poursuite de l'usure sous toutes ses formes, la participation du travail à la prospérité de l'industrie, la coopération ouvrière de crédit, de consommation et de production, enfin un nouvel établissement de l'impôt sur des bases destinées à le rendre sage et équitablement progressif » ⁵.

Voilà un programme complet. Par quels moyens pratiques va-t-on essayer de le réaliser ? Par « le régime corporatif ou organisation des professions en corps autonomes avec le droit de propriété et de juridiction professionnelle sur leurs membres, de représentation dans l'un des grands corps élus ; Chambres du Travail, d'Agriculture et d'Industrie, pour veiller au développement et la protection de ces forces vives du pays, et au moins, en attendant, la création obligatoire de syndicats parallèles avec chambres syndicales communes, composés de patrons et d'ouvriers, pour l'établissement normal des termes du contrat de travail » ⁶.

(5) Abbé NAUDET. La Démocratie et le Démocrate chrétien, p. 78.

(6) Abbé NAUDET. La Démocratie et le Démocrate chrétien, p. 79.

Ces deux mots, syndicats séparés et syndicats obligatoires résument en grande partie les divergences d'idées entre les démocrates chrétiens et les catholiques sociaux sur l'organisation professionnelle. Divergences qui, d'ailleurs iront s'atténuant.

1) *Syndicat mixte ou syndicat distinct.*

Nous avons déjà vu que l'idéal des catholiques sociaux était le syndicat mixte, instrument d'union des classes. Les démocrates chrétiens ne sont pas partisans de cette forme syndicale, ils ont plusieurs objections à présenter.

Le syndicat mixte participe du patronage. Ce caractère, qui constitue sa principale qualité aux yeux des catholiques sociaux, est un défaut pour les démocrates chrétiens; ceux-ci veulent le salut de l'ouvrier par l'ouvrier; il faut laisser à la classe ouvrière son autonomie, sa complète indépendance. La tutelle des classes dirigeantes a pu être utile dans le passé, elle ne l'est plus de nos jours. Plus de hiérarchie de classe. « Les féodaux voudraient reconstituer la société en l'appuyant sur une forte et sage hiérarchie, sur une classe dirigeante, pénétrée de ses devoirs envers la classe dirigée. Les démocrates chrétiens, eux — nous aurons l'occasion de dire pourquoi — refusent de croire à l'efficacité de cette action hiérarchique, loin d'en faire la pièce maîtresse de l'organisation sociale, dont ils sont les ouvriers. Leurs yeux se portent moins vers le passé, regardent surtout l'avenir, et, n'ayant aucune confiance pour cet

avenir, dans une résurrection même adaptée aux conditions présentes, ils considèrent l'ancien moule social, comme définitivement brisé » ⁷.

« Toutefois, nous croyons que la hiérarchie des classes fut jadis nécessaire et bienfaisante, au moins en principe, car la malice des hommes empêche souvent les meilleures choses de produire leur effet; mais nous croyons aussi que cette hiérarchie ne répond plus aux nécessités du temps présent. Le peuple n'a plus besoin, comme jadis, de défenseurs et de tuteurs, lentement son éducation s'est faite et il a pris sa place au soleil » ⁸.

Poussant à bout cette idée, les démocrates repoussent-ils toute hiérarchie ? Ils s'en défendent bien. « L'homme est un être social naturellement et forcément en relations avec ses semblables, et il y a par suite, entre les hommes, à l'occasion de leurs manifestations extérieures, une solidarité de fait que l'on pourrait appeler une interdépendance naturelle. En conséquence, de la similitude d'action ou de position à l'égard du monde extérieur, cette solidarité de fait, cette interdépendance naturelle prend une telle proportion qu'entre gens exerçant une même profession, l'ordre ne peut régner sans que leurs groupes ne forment une société organisée, hiérarchisée, gouvernée » ⁹.

Donc, plus de hiérarchie des classes dirigeantes, et par là plus de patronage. D'ailleurs, à l'heure ac-

(7) Abbé NAUDET, op. cit., p. 124.

(8) Abbé NAUDET, op. cit., p. 181.

(9) Abbé NAUDET, op. cit. p. 224.

tuelle, les conditions de la vie économique le rendent plus que difficile. Par le fait de l'Economie moderne et de l'existence des grandes entreprises, société anonymes et autres, il s'est établi une profonde séparation, entre patrons et ouvriers, qui s'ignorent mutuellement.

De ce contraste, de cette séparation tranchée, est né un sentiment de classe qui, exploité par certains, est devenu une véritable haine, une lutte entre la classe ouvrière et le capitalisme, incarné par les patrons. Tout cela coïncide d'ailleurs avec « un fait réel et très grave qui domine la situation, c'est l'existence et le développement rapide et irrésistible d'un mouvement démocratique universel » ¹⁰.

L'ouvrier est donc naturellement poussé à secouer l'autorité des classes dirigeantes, à se grouper dans des associations séparées.

Nous arrivons ici à un autre argument en faveur des syndicats séparés.

Si l'on se place uniquement au point de vue de l'intérêt de l'ouvrier, il arrivera souvent, que cet intérêt, non seulement ne sera pas le même que celui du patron, mais encore sera radicalement opposé. Poussé par la concurrence effrénée, celui-ci sera amené à diminuer le coût de la production et se heurtera à l'ouvrier préoccupé justement d'améliorer sa situation.

Certes les intérêts généraux de la profession n'en existent pas moins et sont les mêmes pour tous

(10) Mg DOUTRELOUX, cité par NAUDET, p. 125.

ses membres, mais il n'est pas moins vrai que les intérêts immédiats étant opposés, la réunion dans un même groupement de tous les éléments de la profession pourrait présenter certains inconvénients, aboutir même à des contacts pénibles, à des désaccords et à des discussions.

Les droits des ouvriers ont été trop méconnus jusqu'à ce jour, ils sont maintenant disposés à se défendre eux-mêmes, à s'unir, à se grouper pour mieux résister.

Voilà bien ce que l'on craignait, disent les catholiques sociaux. Les syndicats séparés vont devenir des instruments de guerre, il sera impossible d'essayer de rétablir la paix sociale. Mais l'Abbé Naudet répond au contraire que ces syndicats vont contribuer à la ramener.

« Les Démocrates au contraire, estiment que, pour ramener cette paix dans le monde, il faut d'abord y ramener la justice par le respect de tous les droits. Ils enseignent pour cela que les intéressés doivent pouvoir traiter de leurs affaires en dehors de toute immixtion étrangère, par suite ils préfèrent le syndicat parallèle, où chacun est maître chez soi, discute comme il l'entend, ses intérêts » ¹¹.

Parallèles, ne veut point d'ailleurs dire séparés, cela signifie simplement que les ouvriers s'organiseront librement, sans l'influence des patrons, dans leurs associations. Les patrons de leur côté, feront de même. C'est entre ces deux groupements que vont

(11) A. NAUDET, op. c. p. 125.

s'organiser les relations nécessaires au maintien des intérêts supérieurs de la profession. Là se feront les délibérations, la prise de contact. Il ne faut pas oublier, en effet, que si le patron et l'ouvrier ont des intérêts différents, qui seront étudiés et défendus par leurs syndicats particuliers, ils ont tous un intérêt supérieur, l'intérêt de la profession.

On instituera des Commissions mixtes dont les membres seront nommés en nombre égal par le syndicat patronal et le syndicat ouvrier. C'est dans ces Commissions que se fera l'instruction commune des patrons et des ouvriers, chacun élargira son horizon. L'ouvrier verra de près les nécessités soulevées par la vie de l'entreprise.

2) *Corporation libre ou obligatoire.*

Nous ne recommencerons pas à exposer comment et pourquoi les catholiques sociaux avec A. de Mun préconisaient une demi-mesure, les syndicats privilégiés.

Ici aussi les démocrates se séparent d'eux et font campagne pour la corporation obligatoire. G. Goyau qui fait partie des deux écoles et essaie de maintenir entre elles la liaison, définit fort bien ce qu'était alors l'opinion courante chez les démocrates. « Si elle n'est pas obligatoire, si le métier peut être exercé en dehors de la Corporation, celle-ci demeurera sans doute une très efficace organisation de charité; mais elle perdra presque tous les avantages économiques que devait procurer son rétablissement. Pour que ces avantages

se réalisent à coup sûr, et pour que l'organisation corporative amène le prompt dénouement de la question sociale, il faut que, de gré ou de force, on fasse rentrer dans ses cadres l'industrie toute entière; les statuts du régime corporatif deviendront lettre morte ou seront d'une application ruineuse, si dans chaque métier, contre la corporation restaurée, une concurrence impitoyable peut librement s'exercer. Il n'y a pour la corporation qu'une alternative : être tout ou n'être rien, devenir en droit une maîtresse absolue du marché, ou devenir impuissante en fait » ¹².

On peut facilement imaginer les protestations que soulevait ce raisonnement. C'est un retour en arrière vers tous les errements des anciennes corporations; cette organisation n'est pas du tout en harmonie avec l'état économique actuel. Et surtout, objection la plus forte, cette corporation obligatoire ne sera pas catholique, mais laïque, elle se trouvera forcément placée sous la tutelle étroite de l'Etat, elle apparaît dans la Nation comme un rouage bureaucratique de plus.

3) *Accord entre Catholiques sociaux et Démocrates chrétiens.*

Les démocrates chrétiens et les catholiques sociaux paraissent donc bien loin les uns des autres, il semblait y avoir une complète opposition entre la corporation obligatoire et la corporation privilégiée, entre le syndicat mixte et le syndicat parallèle.

(12) G. GRÉGOIRE (G. GOYAU). Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale, p. 136.

Cette conception de la corporation obligatoire est celle soutenue en Allemagne par l'abbé Hitzze, et avec encore plus de force en Suisse.

Nous allons voir cependant qu'un rapprochement ne tarda pas à se faire, sous l'influence des faits et aussi quand chacun eut un peu précisé le sens des termes employés.

Pour ce qui est du syndicat mixte, les faits vinrent donner raison aux démocrates. On vit se former des syndicats séparés, mais très peu de syndicats mixtes. Ceux qui se constituèrent dans les Industries du Nord de la France sous l'impulsion des membres de l'Association des Patrons Catholiques, durent leur réussite beaucoup plus à la personnalité de ceux qui les fondèrent qu'à l'institution elle-même; d'ailleurs même là, ils ne donnèrent pas les résultats espérés.

Dans l'agriculture seule cette forme syndicale réussit vraiment, en raison du caractère tout particulier de la profession agricole.

Il devient donc très clair qu'il ne faut plus essayer de rapprocher et d'unir les membres de la profession suivant l'ancienne formule, rendue inopérante par le changement social qui a bouleversé la société; l'heure du syndicat mixte à caractère familial est passée.

Les catholiques sociaux n'essayèrent pas de résister, ils s'adaptèrent et se rallièrent à la conception des syndicats parallèles.

« Dans l'état actuel des mœurs et des esprits, l'antagonisme entre patrons et ouvriers permet difficilement, la plupart du temps de les réunir dans une association commune à cause de la répugnance qu'ont les uns et les autres à traiter de leurs intérêts com-

muns. D'où cette tendance naturelle à former actuellement des syndicats séparés, communiquant ensemble par des délégués de l'un ou de l'autre. Cela peut être plus opportun dans la pratique, mais je trouverais très imprudent de prendre sur ce point une décision catégorique, le principe du syndicat mixte subsiste dans toute sa force. Par toutes les manières, il faut chercher à provoquer le rapprochement des patrons et ouvriers. Voilà le but. Si les syndicats mixtes ne sont pas toujours possibles, faisons des syndicats séparés et essayons de les réunir entre eux. Il n'y a pas de problème absolu » ¹³.

L'accord devait aussi se faire presque complètement sur la question du caractère obligatoire de la corporation. C'est ainsi, qu'en 1892, dans un article de l'Association Catholique, Henri Lorin établit la nécessité de l'organisation légale de la profession, « groupement naturel dérivant de la communauté d'occupations ». Il déclare en effet : « l'organisation obligatoire des professions s'impose en droit comme en fait, au point de vue des exigences de la justice », etc. ¹⁴.

Dans quelle mesure l'organisation professionnelle sera-t-elle obligatoire ?

« La profession est une société au sein de laquelle peuvent se former des associations, mais elle n'est pas elle-même une association. Les règlements obligatoires pour tous ceux qui se rattachent à elle, doivent donc viser seulement l'équilibre, la justice et la paix, cela revient à limiter la concurrence, déter-

(13) DE MUN. Discours t. V, p. 350.

(14) H. LORIN. Association Catholique. Juillet 1892.

miner le minimum de salaire, le maximum de durée du travail, jour de repos, sauvegarde de l'hygiène des ateliers, protection morale des femmes et des enfants » ¹⁵.

Ainsi l'unité se fit peu à peu sur le programme social à adopter, et en 1897, lors d'une réunion des Revues d'Economie Sociale où étaient présents les membres les plus éminents des deux écoles, on vota un manifeste que l'on peut considérer comme le programme officiel de l'Ecole Catholique Sociale et qui peut se résumer dans cette phrase bien connue : « Le syndicat libre dans la profession organisée ».

Après avoir posé le principe de la nécessité de l'organisation professionnelle, les rédacteurs du manifeste en indiquent les éléments essentiels.

En premier lieu il faudra constituer les corps professionnels, pour cela tous les membres de la profession devront être inscrits d'office sur une liste spéciale par les soins de l'administration publique. A l'intérieur du corps professionnel se formeront librement des syndicats soit séparés, soit mixtes. A la tête de ce corps professionnel, il y aura un conseil composé des délégués des syndicats. Ce conseil fera les règlements spéciaux auxquels seront soumis tous les membres de la profession ; il sera investi en outre, d'un certain nombre d'attributions judiciaires, financières, et nommera la représentation de la profession au degré supérieur ¹⁶.

(15) Idem. Ass. Cath., juillet 1892.

(16) Voir en appendice le texte de la Déclaration de Revue de 1897.

CHAPITRE IV.

Rôle du Syndicat dans la Profession.

Les syndicats créés par la loi de 1884 ne tardent pas à prendre une place que le législateur n'avait point prévue. Ils tendent à devenir des représentants de la profession. Cette organisation professionnelle qui n'existe pas, ils vont chercher à la remplacer. « Celle-ci (la profession) n'étant pas organisée par les pouvoirs publics, ils prennent les devants et cherchent à mettre un peu d'ordre dans le désordre, prêts d'ailleurs à céder le pas aux corps professionnels, légalement établis. Ils ressemblent à ces premiers féodaux, qui, en l'absence de toute administration, s'instituaient défenseurs de l'ordre public, protecteurs des faibles, organisateurs de la cité » ¹.

Les catholiques sociaux voient dans cet effort la réaction spontanée de la Société professionnelle en mal d'organisation. « Les syndicats apparaissent donc comme les points d'émergence au sein de la cité politique, des sociétés professionnelles naturelles en voie d'organisation. Leur caractère essentiel répond bien à l'étymologie du nom qu'ils portent. Leur formation

(1) Année Sociale Internationale 1911, p. 320.

est l'effet des sentiments plus ou moins conscients qu'ont leurs fondateurs des solidarités professionnelles spontanées, des groupements naturels qu'elles déterminent, enfin de la nécessité pour ces groupements d'être organisés. Chacun des syndicats est un essai de représentation des intérêts de la collectivité professionnelle d'employeurs ou de salariés, à laquelle il se rattache, ainsi que des besoins de celle-ci de sortir de l'anarchie pour arriver à un régime d'ordre et de justice » ².

Ils sont un embryon d'organisation.

« Dans l'état amorphe et confus de ces centres professionnels, en l'absence d'institutions régulières s'étendant à l'ensemble de leurs membres, le dynamisme de la vie qui provoque la fonction spontanée des syndicats, les appelle naturellement à fixer des statuts pour les centres auxquels ils se rattachent et à représenter ceux-ci dans leurs rapports avec les autres, sans investitures directes ni délégations explicites. L'initiative dont ils ont fait preuve, le but d'intérêt général qu'ils se proposent et les tendances organisatrices qu'ils manifestent les qualifient pour ce rôle » ³.

Pour faciliter la tâche des syndicats, il était nécessaire d'apporter de sérieuses modifications à la loi du 5 avril 1884. Les catholiques ne cessent de réclamer, tant dans leur revue, leurs réunions, qu'à la Chambre par la voix de leurs orateurs, une large extension des droits syndicaux.

(2) H. LORIN, *Chronique Sociale*, Avril 1909, p. 146.

(3) H. LORIN, *Chronique Sociale de France*, Avril 1909, p. 146.

SECTION I.

EXTENSION DES DROITS SYNDICAUX.

Nous trouverons dans le programme proposé et voté aux Réunions des Revues Catholiques Sociales de 1896-1897-1898, un résumé de ces revendications. Outre l'extension du droit syndical aux membres des professions libérales et même aux fonctionnaires, ils demandent aux Pouvoirs Publics de reconnaître aux syndicats professionnels de tous ordres :

1°) un droit de propriété mobilière et immobilière, aussi étendu que l'exigent leurs besoins;

2°) un droit de juridiction professionnelle sur leurs membres;

3°) un droit de représentation auprès des pouvoirs publics.

A) Extension du droit de propriété.

La loi de 1884 accorde aux syndicats professionnels un droit de propriété très limité. Or, cela est insuffisant pour permettre aux syndicats de s'acquitter d'une partie importante de la tâche qui leur incombe; il ne faut pas oublier, en effet, que le syndicat est surtout « un agent de création d'institutions et de services professionnels » ⁴, c'est à lui de créer, faire fonctionner les écoles professionnelles, les mutuelles, la caisse de secours pour chômage, les hôpitaux.

(4) E. GOUNOT, *Semaine Sociale de Strasbourg*, p. 131.

Il serait nécessaire de reconnaître le droit de propriété aux Unions de Syndicats qui seraient encore mieux placées que les syndicats pour diriger tous ces services.

En 1895 le Comte de Mun déposait à la Chambre une proposition de loi tendant à obtenir l'élargissement du droit de propriété, mais il n'aboutit pas. Le même sort était réservé à une proposition déposée en 1902 par l'Abbé Lemire. Il faudra attendre jusqu'en 1920 pour voir se réaliser le vœu des Catholiques Sociaux.

B) Droit de juridiction sur leurs membres.

On ne peut en effet imaginer une société organisée ne possédant pas la faculté de régler les rapports de ses différents organes d'exercer sur chacun d'eux un droit de surveillance et s'il est nécessaire un droit de répression.

C) Droit de représentation auprès des Pouvoirs Publics.

Se basant sur la loi même de la constitution des syndicats : *Article 3* : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques », les catholiques sociaux demandent pour eux le droit de faire entendre leur voix auprès des pouvoirs publics. De Mun réclamait un droit de représentation en ces termes : « Est-ce que les ouvriers ont la faculté d'avoir une représentation professionnelle, légale, officielle, reconnue par tous ? Non. Le Commerce, l'Industrie ont ce droit là,

le Travail ne l'a pas. Voilà des droits certains, indéniables, qui appartiennent aux travailleurs. Ils ne les ont pas, ils ont des droits politiques, ils n'ont pas de droits économiques et c'est le fond de la question sociale. La plupart de ces droits et d'autres encore, le capital les a : les mœurs, les institutions, les lois, les lui donnent, ou bien il les tire de sa propre puissance. Le travail ne les a pas : voilà l'injustice à laquelle il faut mettre un terme, si on veut la paix sociale, car la paix ne se fonde pas sur l'injustice. » ⁵.

Dans la déclaration de la Réunion des Revues de 1896, nous trouvons un article énonçant :

....« 4°) Les syndicats pourront être consultés sur les différends intéressant la profession, ils devront être consultés avant l'adoption de toute disposition législative ou réglementaire se rattachant à leur spécialité. »

En l'absence de toute organisation légale de la profession, l'Etat est obligé de prendre des mesures pour essayer de faire respecter la justice dans les rapports entre patrons et ouvriers. Les syndicats sont bien placés pour connaître les besoins, les nécessités de l'heure présente. Ils pourront collaborer à la confection de ces mesures, auront pour eux la compétence et pourront rendre de grands services.

Comme le dit M. Duthoit « les corps professionnels seront plus compétents et plus qualifiés que des corps administratifs ou politiques, pour réglementer le travail. Ils statueront en connaissance de cause; ils se-

(5) DE MUN. Discours, tome V, p. 236.

ront capables de préparer par des vœux bien motivés, par des avant-projets, dont les éléments seront groupés sous l'influence immédiate des faits, l'œuvre plus générale du législateur » ⁶.

Cette consultation obligatoire serait-elle décisive ? Non, car cette solution présenterait trop de dangers. Il pourrait être difficile aux syndicats de se dégager des intérêts trop particuliers de la profession pour s'élever à des vues plus générales, ils pourraient être facilement aveuglés par un avantage immédiat.

Il y aurait un autre danger, provenant des influences politiques qui se manifestent trop souvent à l'intérieur des syndicats.

Comment les syndicats seraient-ils représentés ? Nous examinerons plus loin en détail les systèmes qui ont été proposés.

D) *Pouvoir réglementaire du syndicat.*

Les catholiques sociaux élargissent leurs revendications pour les syndicats qui présentent un caractère corporatif.

Ils demandent pour eux le pouvoir de préparer les règlements de la profession et d'organiser la conciliation et l'arbitrage. C'est la commission mixte qui sera chargée de cela. Cette commission, nous l'avons déjà vue organe d'étude, elle devient organe de conciliation, d'arbitrage, de réglementation.

Ces pouvoirs réglementaires se traduisent par l'élaboration de conventions collectives du travail. Voilà en quoi consiste ce droit reconnu au syndicat.

(6) DUTHOIT. Association Catholique. Sept. 1905, p. 193.

Mais, est-ce pour cela qu'a été créé le syndicat ? Primitivement le syndicat est constitué pour unir tous ceux qui ont le même intérêt professionnel, pour les défendre.

Lui reconnaître ce droit de réglementation, c'est admettre que « le syndicat désormais ne se bornera plus à s'occuper des cas particuliers que présente la vie industrielle; il prendra des mesures pour organiser cette vie dans son ensemble. En particulier, il ne se contentera pas de résoudre les conflits que soulève l'application du contrat individuel du travail; il se proposera de plus d'interpréter d'une façon générale le contrat de travail, et même, ce qui constitue encore un pas en avant, il débattrà par avance les conditions générales du travail; il passera un contrat collectif du travail. C'est seulement alors qu'il posera de la sorte les conditions générales du travail, que l'on pourra dire qu'il possède un pouvoir réglementaire » ⁷.

Nous voyons quel va être l'objet de cette réglementation, fixer d'une manière uniforme les conditions générales du travail, salaire, durée de la journée de travail, congés, préavis, etc..., et cela par des contrats collectifs du travail, passés entre les représentants des syndicats et les patrons ou les représentants des syndicats patronaux.

« Le contrat collectif est l'instrument qui peut donner aux syndicats le moyen d'exercer effectivement leur activité sur le terrain professionnel et de se

(7) M. EBLÉ. Les Ecoles Catholiques d'Economie Politique et Sociale en France, p. 273.

mettre en état de remplir la fonction d'organisation à laquelle visent leurs aspirations et vers laquelle les oriente le développement des faits » ⁸.

Ce sera un des éléments d'action les plus efficaces, et même l'on peut dire que la conclusion de ce contrat collectif est l'essentiel de la fonction syndicale, qui est l'élément de sécurité apporté par cette pratique dans les relations du capital et du travail ⁹.

Ces conditions du travail, une fois établies, le syndicat veillera à ce qu'elles soient appliquées et respectées, il servira de conciliateur pour les différends.

Ce droit de passer un contrat collectif entraîne forcément le droit d'ester en justice pour défendre son application.

« Pour garantir l'exécution du contrat collectif, la loi doit admettre le syndicat ouvrier à représenter en justice les intérêts communs lésés par la violation de ce contrat, il aurait le droit de poursuivre soit les membres liés par la convention qu'il a faite en leur nom, soit l'autre partie du contrat, c'est-à-dire le patron. La réforme législative donnerait au Syndicat le droit à des dommages-intérêts, lorsque les intérêts communs aux travailleurs ont été lésés par la rupture du contrat » ¹⁰.

La réciprocité sera d'ailleurs exacte, les syndicats patronaux jouiront eux aussi du droit d'ester en jus-

(8) LORIN. *Chronique Sociale*. Janvier 1910, p. 14.

(9) Comme on l'a fait remarquer joliment « Mariage d'amour ou mariage de raison, il faut bien que le travail et le capital finissent par s'entendre, car en industrie on ne peut pas rester célibataire ».

(10) P. ANTOINE, *Semaine Sociale de Dijon*.

tice. Ce droit, pour ne pas être illusoire, suppose l'existence d'un patrimoine syndical qui permettra de payer les dommages-intérêts. On voit combien cette question de responsabilité est étroitement liée à la question de propriété syndicale que nous avons examinée plus haut.

Non seulement le syndicat fixera les conditions du travail, et les fera appliquer, mais encore il s'intéressera à l'application de la législation sociale.

Avant le vote, il aura renseigné le législateur sur les desiderata professionnels. Après le vote, il va l'interpréter et faire les règlements appropriés. La loi en effet doit se borner aux principes généraux et laisser aux organes professionnels le soin de tirer les conclusions nécessaires à l'application à chaque profession particulière.

« Le jour où les patrons sauront que pendant un laps de temps donné, ils peuvent être certains d'avoir la main-d'œuvre à un taux déterminé, le jour où les patrons pourront, sur le patrimoine des syndicats, obtenir des dommages-intérêts pour convention non exécutée, le jour où les ouvriers verront leurs conditions de travail établies sur des bases solides, discutées et adoptées d'un commun accord, ce sera la paix presque définitivement établie dans le monde du travail par l'action bienfaisante du syndicat assez fort pour imposer des conditions justes, et pour en surveiller l'application de la part des patrons comme des ouvriers » ¹¹.

(11) *Action Populaire*. Octobre 1910, p. 590.

A qui va s'appliquer le contrat collectif passé par le syndicat ? Le syndicat légifère-t-il pour tous les membres de la profession ou simplement pour les syndiqués ? La loi de 1884 ne considère pas le syndicat comme représentant la profession. Mais en fait qu'en est-il ? Quelle est la conception des catholiques sociaux ?

Tous les Catholiques sociaux n'ont pas compris de la même façon le rôle des syndicats, les uns, comme les Démocrates chrétiens voulant en faire la pièce maîtresse de leur système, d'autres, et c'est l'opinion qui l'a finalement emporté leur réservant une place moindre ¹².

Certains catholiques sociaux admettent que, du moment que le syndicat est le seul organe qui représente la profession, ce qui est admis après accord entre syndicat ouvrier et patronal est obligatoire pour toute la profession. Mais que devient la volonté de ceux qui ne sont pas syndiqués ? La réponse faite à cette objection est simple : ils sont dans leur tort, ils n'ont qu'à se syndiquer. Cette solution par trop radicale était celle proposée par le Marquis de la Tour du Pin Chambly, qui, adversaire de la corporation obligatoire, arrive à rendre indirectement le syndicat obligatoire.

« Il l'énonce sous forme de syllogisme :

I. La représentation professionnelle doit émaner des corps d'état organisés.

(12) Voir III^e partie, chap. 2, étude de ces divergences.

II. L'organisation des corps d'état doit émaner des syndicats.

III. En attendant que cette organisation existe, la représentation revient aux unions syndicales » ¹³.

Certains catholiques sociaux vont plus loin :

« Il faudra convenir que l'organisation ou le syndicat chargé de défendre et de sauvegarder les droits et les intérêts du travail, d'encadrer, de discipliner, et de mener à la conquête pacifique des justes revendications, l'immense armée des travailleurs et de collaborer par conséquent, à l'œuvre de progrès et de paix sociale, devra bien posséder, pour remplir cette mission éminemment sociale et d'intérêt public, non pas seulement une puissance limitée à ceux qui auront bien voulu la reconnaître, mais une véritable souveraineté.

Et alors, nous devons appliquer à cette souveraineté dans le monde du travail les principes de droit public qui régissent la souveraineté territoriale ou politique et qui peuvent, si l'on veut, se résumer d'un mot : la majorité imposant sa loi à l'ensemble des citoyens, qu'ils aient collaboré à sa confection ou qu'ils y soient restés étrangers.

Et ainsi, les travailleurs non syndiqués devront accepter les décisions syndicales, comme doivent obéir aux lois, ceux-là même qui les ont combattues ou qui ont vécu de propos délibérés au dehors de la vie politique » ¹⁴.

C'est cette théorie de pouvoir réglementaire du

(13) Association Catholique, t. II, p. 198.

(14) ROLLIN. Association Catholique. 15 avril 1904.

syndicat qui fut adoptée au Congrès de l'A. C. J. F.¹⁵, tenu en 1913 à Chalon-sur-Saône, vœu adopté : « que la loi de 1884 soit modifiée en ce sens : le syndicat a qualité pour conclure des conventions déterminant les conditions normales du travail et en cas de violation à l'égard de toute personne exerçant la profession pour poursuivre l'exécution et obtenir des dommages et intérêts ».

Tous les catholiques sociaux ne l'adoptèrent pas. Le nombre des ouvriers non syndiqués étant considérable, ils ne purent admettre que la minorité imposât sa voix à la majorité.

Il y aurait d'ailleurs dans la pratique de graves inconvénients à donner le pouvoir aux syndicats. Dans l'état actuel des choses ils sont trop imparfaits pour les doter d'une telle arme. Ce ne sont que de simples « pouvoirs de fait » à caractère souvent politique et le pouvoir réglementaire ne peut être donné dans toute sa plénitude qu'à un organe vraiment professionnel.

De nombreuses difficultés surgiraient aussi en raison de la multiplicité des syndicats à l'intérieur d'une même profession. Comment réaliser l'union entre eux ?

Dans de telles conditions, peut-on dire que les règlements syndicaux constituent la loi du métier ? Non, cette loi ne pouvant émaner que d'un organe représentant toute la profession.

Nous trouvons dans la Déclaration des Revues de

(15) A. C. J. F. : Association catholique de la Jeunesse Française.

1896 une disposition qui souligne bien le caractère spécial de ce règlement. On prévoit en effet un moyen de le convertir en loi du métier, par la voie du referendum de la profession entière.

« Les catholiques sociaux demandent aux Pouvoirs publics de reconnaître aux syndicats ou délégations de syndicats qui réuniraient sans les confondre les éléments divers de la profession, le droit de préparer et de soumettre à l'approbation directe de tous les membres de la profession par voie de referendum, ainsi qu'à l'homologation des pouvoirs publics, les règlements professionnels » ¹⁶.

Comment arriver à une solution ?

Ils proposent un système qui consisterait à ne pas donner directement aux syndicats le droit de réglementation; on leur donnerait simplement une part importante dans l'élection d'organes qui l'exerceraient.

Pour ceux qui désirent l'organisation générale de la profession et qui considèrent le syndicat comme le premier pas fait dans cette voie, cette solution est préférable à la première. Mais elle ne peut être encore qu'un projet, elle n'est pas immédiate comme l'autre qui cherche surtout à remédier à l'absence d'organisation générale, à l'aide du seul élément qui existe, le syndicat.

(16) Réunion des Revues du 15 nov. 1896, cité par TURMANN. Développ. du Cath. Social. p. 245.

SECTION II.

LE SYNDICAT,

INSTRUMENT D'ORGANISATION PROFESSIONNELLE.

Quel va donc être le rôle du syndicat, instrument de l'organisation professionnelle ?

Il est la base de cette organisation.

Au Congrès de Chalon-sur-Saône dont nous avons déjà parlé, on émit le vœu suivant : « Le Congrès reconnaît et affirme la nécessité de l'organisation du travail.

Il déclare que cette organisation doit avoir pour base le syndicat : « syndicat ouvrier et syndicat patronal ».

Il déclare que la réalisation des réformes ouvrières est entièrement liée au développement du mouvement syndical » ¹⁷.

Comment va-t-on s'élever du syndicat vers l'organisation générale. A quoi serviront-ils ? Comment la préparent-ils ?

Le rôle des syndicats va être multiple.

En premier lieu, ils servent d'organe d'information et de documentation.

Ils serviront à distinguer les professions les unes des autres, à former des cadres à peu près fixes qui permettront de les situer d'une manière réelle et non d'après des données factices.

(17) La question syndicale au Congrès de Chalon-sur-Saône, Paris, 1903.

« Les circonstances dans lesquelles ils se forment, se développent et se recrutent, fournissent des éléments essentiels de documentation sans lesquels une classification manquerait de base positive et serait œuvre vaine » ¹⁸.

Les syndicats sont aussi des organes d'information, de renseignements pour tout ce qui intéresse les besoins des travailleurs. « C'est là que viennent aboutir tous les mécontentements, toutes les revendications. C'est autour des syndicats que viennent se grouper tous les services professionnels, assurances, caisses de chômage, caisse de secours, etc...; les revendications des syndicats, relatives aux conditions du travail font de l'ensemble de ces institutions une sorte d'office du travail, office spontané, créé par les intéressés eux-mêmes » ¹⁹.

Un autre rôle du syndicat qui est très important est son rôle éducateur. C'est au syndicat que doit se faire l'éducation professionnelle des ouvriers. C'est là qu'ils pourront étudier quels sont les intérêts supérieurs de la profession, c'est là qu'ils prendront encore plus nettement conscience de la solidarité qui unit étroitement tous ses membres, et de la nécessité d'une organisation légale. Toute une élite ouvrière et patronale aussi devrait se former dans le syndicat qui est « l'école où se préparent de véritables meneurs (au bon et grand sens du mot) des meneurs véritablement et authentiquement familiers aux intérêts du métier. L'instruction qu'ils

(18) H. LORIN. Association Catholique, 15 novembre 1903.

(19) H. LORIN. Loc. cit.

acquerront dans le syndicat les qualifera dans la suite et les prédestinera tout naturellement pour exercer avec autorité les diverses fonctions dans l'organisation générale du travail à laquelle nous aspirons.

Enfin (et ceci résume tout ce que nous avons déjà dit), le mouvement syndical, en se concentrant dans la poursuite de ce qui est son but essentiel, peut acquérir un développement suffisant pour préparer les noyaux autour desquels n'auraient plus qu'à s'ordonner les éléments non encadrés de la profession. En outre, à mesure qu'il se développe, à mesure que se multiplient ces organes spontanés que sont les syndicats, il n'est plus permis aux esprits réalistes de tenir l'organisation générale du monde du travail comme une improvisation reposant sur de hâtifs fondements; peu à peu, elle se dessine, pourvue d'assises solides que sont les divers syndicats; elle apparaît comme le couronnement d'une réalité, la réalité syndicale.....

Les syndicats sont des auxiliaires, des collaborateurs, des précurseurs pour le but auquel ils visent et qui consiste à édifier, sur les décombres d'une société atomisée, une société organisée » ²⁰.

Cette dernière phrase résume et conclut à la fois tout ce que nous venons de dire sur le rôle du syndicat dans la préparation de l'organisation professionnelle.

Nous avons bien dit : dans la préparation de l'or-

(20) H. LORIN, *op. cit.*

ganisation professionnelle, car, en effet, si le syndicat est « un facteur de mise en marche » de l'organisation obligatoire, celle-ci n'en reste pas moins à organiser toute entière. Le développement du syndicat, but de l'activité des catholiques sociaux dans le domaine pratique n'en est pas l'objet suprême. Il est simplement un moyen d'arriver au but final qui est l'organisation légale de la profession et qui reste entièrement à accomplir.

TROISIEME PARTIE

L'ORGANISATION LÉGALE DE LA PROFESSION

Les catholiques sociaux ne s'illusionnent pas sur la difficulté de la tâche qu'ils veulent accomplir. Donner à la profession une structure juridique qui lui permette de vivre; « harmoniser le droit avec les exigences des faits », faire que la profession, société de fait soit reconnue comme société de droit, cela ne sera pas l'œuvre d'un jour. « C'est lentement et par étapes que se créera l'organisation professionnelle. A mesure que seront mieux perçus les liens d'interdépendance qui naissent de l'exercice d'une même corporation, à mesure aussi qu'apparaîtra plus nettement au-dessus des intérêts divergents la supériorité de l'intérêt commun, une tendance de plus en plus grande poussera les membres d'une même corporation à se rapprocher et à s'organiser ? C'est du sein même des professions que doit naître l'organisation professionnelle. Vouloir en provoquer l'avènement avant l'heure, en brûler les étapes, c'est aller à l'encontre des lois de l'histoire et en méconnaître les leçons, c'est construire en façade et sans fondations solides un édifice sans lendemain » ¹.

Cependant, tout en faisant une large place aux circonstances, tout en se gardant d'imposer à l'en-

(1) J. LEROLLE. Politique. 15 août 1927.

semble des professions un même cadre rigide, établi, abstraction faite de toutes considérations particulières, telles que la région, les exigences de telle profession, etc., il est nécessaire d'indiquer nettement dans quel sens doivent être dirigés les efforts d'organisation, privés et publics, quels sont les principes qui les conditionnent, en un mot, il faut tracer les grandes lignes d'un plan d'ensemble, d'un « ordre professionnel ».

Cet ordre professionnel, les catholiques sociaux l'ont déjà complètement défini lors de la Réunion des Revues de 1897 et la Déclaration publiée à ce moment là peut encore servir de manifeste à l'Ecole, les principes sont les mêmes; constitution d'un cadre officiel de la profession, institution dans ce cadre d'un organe chargé d'établir la loi professionnelle. Depuis 30 ans, sous l'influence des faits économiques, du développement des syndicats, on a précisé peu à peu tous les points de cette organisation. Sans doute des divergences se sont produites mais elles ne touchent qu'à certains détails de réalisation, l'union reste faite sur les principes généraux. Seules les formules d'application essayent de se mettre « en harmonie avec les modifications incessantes de la matière vivante » ².

Peu à peu s'est élaboré une doctrine de l'organisation professionnelle, complète, cohérente, adaptée aux faits contemporains, parfaitement en harmonie avec la vie économique moderne. C'est ce dernier état de la pensée catholique sociale que nous voudrions exposer dans cette dernière partie.

(2) M. BOISSARD. Semaine Sociale de Strasbourg, 1922.

CHAPITRE PREMIER.

Constitution d'un cadre de la profession.

SECTION I.

CORPS PROFESSIONNELS.

A l'heure actuelle comme le fait remarquer M. Vialatoux « La Profession apparaît le plus comme une horde barbare sans statut, ni contrat, sans état civil, abandonnée au libre jeu de ses forces en anarchie, sans loi ni droit » ¹. Tout le monde parle de la profession, entité morale, mais personne ne peut dire exactement qui en fait partie, qui n'en fait plus partie, quelles sont exactement les limites de telle profession; dans l'état actuel des choses cela est impossible.

Le législateur lui-même, lorsqu'il légifère sur la profession ne sait pas ce qu'elle comprend. Dans la loi de 1884, de 1920, il ne la définit en aucune manière; il ne lui reconnaît pas une existence légale.

Cette absence de bornes, de limites, rend à l'heure actuelle, à peu près impossible tout essai d'organi-

(1) M. VIALATOUX. Chronique Sociale de France. Octobre 1921.

sation. Comment organiser une masse amorphe, sans contours précis ? Cette opération de « bornage social » apparaît comme le préliminaire essentiel. Comment, autrement, rassembler et faire appel à tous les membres de la société professionnelle ? Comment organiser une représentation véridique de toute la profession, un referendum ? Par quels moyens faire appliquer les règlements professionnels si l'on ne sait d'abord à qui ils doivent s'appliquer ?

Le Législateur doit donc organiser rapidement ce cadre nécessaire; il définira les professions, les classera, en délimitera les circonscriptions territoriales. Ensuite, il faudra à l'intérieur de chacune d'elles dénombrer tous les membres, par l'inscription sur des listes.

On trouve déjà dans la Déclaration des Revues de 1897, énoncé ce système : Art. 1^{er}. « Tous les membres de chaque profession dans une circonscription à déterminer, devraient être inscrits d'office sur une liste spéciale par les soins de l'Administration Publique, ainsi que cela a lieu pour l'inscription maritime, les Conseils de Prud'hommes et les Chambres de Commerce » ².

Les membres ainsi inscrits constituent le Corps Professionnel.

En 1906, MM. de Gailhard-Bancel et de Castelneau concrétisent cette revendication dans une proposition de loi, préconisant l'établissement de listes profes-

(2) Association Catholique. 15 juillet 1897.

sionnelles, qui, englobant tous ceux qui vivent de leur travail, les classeront par corps professionnel, donnant ainsi à la profession une existence légale. Etablissement dans chaque commune d'une liste tripartite (agriculture, commerce, industrie) où seront inscrits tous les professionnels (patrons, employés, ouvriers, fermiers, métayers); pour être inscrit, il faut être âgé de 18 ans, habiter la commune depuis 6 mois et exercer la profession depuis 6 mois. C'est le corps professionnel cantonal ou départemental ou d'arrondissement. (Ceci sera à fixer par la loi). Ce projet n'aboutit pas, et l'on n'y est pas encore arrivé malgré d'autres tentatives récentes. C'est ainsi qu'en 1929, le 19 janvier, M. de Gailhard-Bancel et quelques-uns de ses collègues déposèrent à la Chambre un plan d'organisation professionnelle sous forme de préambule à une proposition de loi sur les assurances sociales; il demandait instamment une classification générale des professions, l'établissement des listes professionnelles et la création d'organes d'autorité. Malheureusement la proposition de loi, ni son projet d'organisation n'eurent de succès.

On voit tout le danger que présente cette inorganisation. Certes, à l'heure actuelle, sous l'action des syndicats, se sont organisés des services collectifs, d'utilité commune, qui cherchent à améliorer la vie professionnelle, mais cela ne suffit pas, il existe dans la société professionnelle des services qui ne peuvent fonctionner que s'ils s'étendent à tous les membres de la profession, sous le contrôle d'une autorité com-

mune. Par exemple, le service d'Assurances Sociales qui, de par sa nature même, la différence des risques variant avec la profession envisagée, devrait être institué dans le cadre professionnel.

Comment établir sur une base un peu plus précise que celle existant actuellement, ces services, dont les charges et les bénéfices doivent se répartir entre tous les professionnels ?

Les établir par l'intermédiaire d'un syndicat n'est guère possible, car c'est en diminuer singulièrement l'étendue. Les faire établir d'autre part, par l'Etat, c'est en faire des services administratifs et non des services professionnels; nous serons toujours exposés à voir se former des institutions à base d'étatisme et de fonctionnarisme.

Cette tâche ne paraît point d'ailleurs présenter de difficultés particulières. En effet, un système analogue à celui qui est proposé existe déjà pour l'élection des Conseils de Prud'hommes; des listes électorales sont dressées par profession et il semble qu'elles pourraient servir de base à l'érection de listes plus complètes, pour toutes les professions. On pourrait de même, se servir de renseignements que peuvent fournir certaines de nos Administrations, notamment celle des Finances.

Quoiqu'il en soit, et de quelque manière que le législateur s'y prenne, il doit au plus tôt transformer ces sociétés de fait que sont les professions, en sociétés de droit et « faire enfin de ce groupement, au lieu d'une collectivité amorphe, à contours indéter-

minés et flous, une société légalement définie »³.

Il semble à première vue que ce projet d'établissement de listes professionnelles ne doive soulever aucune objection; on ne crée rien, on constate simplement un état de fait sans y rien ajouter. Cependant, certains ont craint que cette inscription ne porte atteinte à la liberté des individus. En réponse à cette objection, M. Martin St Léon, fait remarquer que « leur inscription d'office sur les registres de la Corporation ne serait pas plus une atteinte à leur liberté, que l'inscription de leurs noms sur les listes électorales des Tribunaux de Commerce ou des Conseils de Prud'hommes n'est actuellement une atteinte à la liberté de milliers de commerçants, de chefs d'industries et d'artisans, qui tout en étant justiciables de ces juridictions, s'abstiennent systématiquement de faire usage de leurs droits électoraux »⁴.

Si cette inscription est une atteinte à la liberté individuelle, on ne voit pas comment le fait de donner un état civil à chaque individu lorsqu'il vient au monde ne constituerait pas un acte du même genre, et pourquoi l'on ne proteste pas de la même manière.

(3) E. GOUNOT. Semaines Sociales de Strasbourg, p. 142.

(4) MARTIN ST-LÉON. Association Catholique. 15 oct. 1904.
« Organisation profes. de l'Avenir ».

SECTION II.

CORPS PROFESSIONNELS
ET ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES.

A l'intérieur de ces Corps professionnels ainsi constitués comprenant tous les éléments de la profession, patrons et salariés, sans aucune étiquette politique ou religieuse, se formeront librement les associations professionnelles, soit des syndicats séparés de patrons et ouvriers, soit des syndicats mixtes. Quels vont être les rapports des syndicats et des corps professionnels ? Les syndicats conserveront leurs prérogatives et attributions : « les syndicats conserveront toutes les attributions actuelles, défense des intérêts professionnels avec tous les moyens d'action que la loi leur concède, création de toutes institutions économiques ou de prévoyance, bureaux de placement, coopératives de consommation, de production, Sociétés de secours mutuels. Mais au-dessus d'eux, les dominant sans les assujettir ni les absorber, leur offrant son concours dans certains cas déterminés par la loi, sera le Corps d'Etat, le Corps Professionnel » ⁵.

C'est la formule bien connue des catholiques sociaux « L'Association libre dans la profession organisée ».

(5) MARTIN ST-LÉON. Histoire des corporations de métier, p. 656, éd. 1897.

Supposons cette première réforme accomplie et que la profession soit pourvue d'un cadre officiel, d'un état civil, la tâche d'organisation est loin d'être achevée, il nous faut passer au second stade, qui est de beaucoup le plus délicat. Nous avons vu, en effet, qu'une société organisée était essentiellement un groupement pourvu d'un statut et d'une autorité « c'est un groupement où une loi commune émanée de pouvoirs établis, assure l'ordre et la justice et oriente vers le bien de tous, les activités individuelles » ⁶.

Nous allons voir que l'établissement de cette loi et de cette autorité soulève de graves problèmes.

(6) E. GOUNOT. Semaine Sociale de Strasbourg, p. 130.

CHAPITRE II.

Loi et autorité dans la profession.

SECTION I.

NÉCESSITÉ D'UNE AUTORITÉ.

L'interdépendance étroite, le lien de solidarité qui existent entre tous les membres d'une même profession font qu'à l'heure actuelle toutes les questions importantes, conditions du travail, fixation des salaires, allocations familiales, pourront de moins en moins être résolues par des conventions particulières.

Cette dépendance par rapport au bien commun de la société professionnelle implique nécessairement la soumission à certaines règles, l'observation d'un statut, une coordination d'efforts, en un mot l'existence d'une autorité qui coordonne, oriente, discipline.

Personne ne songe sérieusement à nier la nécessité d'une telle autorité dans la famille, dans la commune, dans l'Etat, partout où il y a un bien commun à gérer.

La profession « société naturelle » est soumise à cette nécessité. On ne peut raisonnablement croire

que l'ordre, la justice y régneront du seul fait du libre jeu des libertés individuelles. Il faut à la profession « une organisation subordonnant tous ses membres à des règles impératives en vue de la justice et du bien commun, définissant leurs situations respectives, fixant leurs relations mutuelles et coordonnant leurs démarches vis-à-vis des milieux extérieurs pour promouvoir le développement du travail professionnel tant à l'avantage du public que d'eux-mêmes » ¹.

Les milieux professionnels ont si bien compris la nécessité d'une telle autorité que pour remédier à son absence, le syndicat s'est institué peu à peu, poussé par les circonstances en « Gouvernement provisoire » de la profession. Nous avons déjà vu que les syndicats avaient non seulement organisé les services d'utilité générale, tels que services mutuels, caisses de chômage, d'assurances, services de placement, instruction professionnelle, mais qu'ils avaient aussi fait tous leurs efforts pour instituer une loi du métier, soit à l'intérieur du syndicat par l'adoption et l'observance des coutumes du métier, soit en établissant des contrats collectifs de travail intersyndicaux, prévus par la loi du 15 mars 1919.

SECTION II.

ATTRIBUTIONS DE L'AUTORITÉ PROFESSIONNELLE.

Quelles vont être exactement les attributions de

(1) H. LORIN, *Chronique Sociale de France*, Décembre 1909.

cette autorité professionnelle ? Elle aura à formuler la loi professionnelle, gouverner la profession, veiller à la discipline, assurer l'application de la loi, régler les conflits qui pourront s'élever.

Avant d'étudier plus en détail ces diverses attributions, il convient d'en fixer exactement les limites pour éviter les abus qui se produisent à l'heure actuelle, certains syndicats ne craignant pas d'insérer dans les conventions collectives des clauses contraires soit à l'intérêt général du pays, soit à des intérêts particuliers respectables.

Pour parer à ce danger, certains catholiques sociaux, MM. de Gailhard-Bancel et Gounot croient qu'il sera nécessaire de faire faire aux organes de l'autorité professionnelle un apprentissage. La loi élargira peu à peu leur cercle d'action. « Ils ne pourraient avoir au début pour unique mission que les détails d'application dans les divers groupes professionnels de certaines lois sociales nouvelles, par exemple de la loi projetée sur les Assurances Sociales. Suivant les résultats de cette première expérience, leur compétence pourrait être progressivement étendue » ².

Mais cela n'ôtera pas à ces autorités, conçues par les catholiques sociaux sous la forme de Conseils, leur vrai caractère. « En tout cas, ces Conseils ne sauraient être réduits, même à l'origine, à un rôle purement consultatif. Nous n'avons déjà que trop de corps consultatifs où se dilue la responsabilité des

(2) GOUNOT. Semaine Sociale de Strasbourg.

agents de l'Etat. Il faudrait reconnaître hardiment aux Corps professionnels le pouvoir réglementaire, le droit d'édicter, dans les limites de compétence strictement définies par la loi et sous le contrôle des autorités supérieures, des décisions s'imposant à tous les professionnels.

Il faudrait leur reconnaître aussi un pouvoir juridictionnel pour la solution des conflits d'ordre professionnel et même, croyons-nous, certains pouvoirs financiers, sans lesquels ils risqueraient trop souvent d'être pratiquement impuissants à satisfaire les requêtes de l'intérêt général de la profession. L'idée même d'un patrimoine collectif n'a rien qui doive nous effrayer »³.

Reprenons les attributions des autorités professionnelles.

A) *Attributions réglementaires.*

L'art. 6 de la Déclaration des Revues est ainsi rédigé « Les Conseils des Corps professionnels feront les règlements d'application des lois générales relatives à l'organisation du travail et fixeront les coutumes de la profession ».

Ils formeront cette loi professionnelle dont nous avons déjà parlé et résoudront aussi les problèmes concernant la fixation du taux des salaires, des heures de travail, du repos hebdomadaire.

En un mot, ils feront d'une manière légale ce que font à l'heure actuelle les syndicats à l'aide de conventions collectives de travail.

(3) GOUNOT. Semaine Sociale de Lyon, p. 324.

« Qu'est-ce, en effet, qu'une convention collective de travail, sinon l'institution d'une loi professionnelle par un accord entre des groupements représentant les deux collectivités intéressées, patrons et salariés ? Parfois, ces conventions se bornent à résoudre pour un temps un problème de tarifs. Souvent, aussi, elles déterminent en outre les conditions mêmes du travail, la durée de la journée, le repos du samedi après-midi, le régime de l'apprentissage, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, et visent à établir ainsi toute « une charte organique du métier ». Puis cette charte élaborée, elles s'efforcent de la garantir contre les dangers des désaccords ultérieurs en créant des organes permanents, dits « commissions mixtes » chargés de l'interpréter, de la reviser, si besoin et de régler amiablement les conflits ? N'est-ce pas là vraiment de l'organisation professionnelle ? N'est-ce pas l'apparition dans la profession d'un principe d'ordre et de paix ? Et ces commissions mixtes, qui, une fois qu'elles ont édicté la loi de la profession, en contrôlent l'application, l'adaptent aux circonstances nouvelles et exercent en cas de différend un rôle de conciliation et d'arbitrage, ne constituent-elles pas l'une des formes types de cette autorité, issue de la profession elle-même à laquelle aspire le monde professionnel ? » ⁴.

La convention collective se rapproche en effet de la loi professionnelle, telle qu'on la désire, mais s'en écarte par un point essentiel, par l'étendue du champ

(4) E. GOUNOT. *Semaine Sociale de Lyon*, p. 318.

d'action; d'après les termes mêmes de la loi, la convention collective n'a d'effet que pour ceux qui y ont adhéré et non pour tous les professionnels, indistinctement. Ceci montre que le législateur n'a pas compris le rôle que pourrait jouer la convention collective; il y a simplement vu la réunion de plusieurs conventions individuelles et non une véritable loi professionnelle, à portée générale, à laquelle tous seraient soumis, employeurs comme employés, sans qu'on ait besoin d'avoir leur adhésion.

Bien que l'on ait essayé d'étendre la loi de 1919, en proposant de donner une portée réglementaire à la convention collective du travail, en faisant intervenir l'autorité du préfet pour étendre, sous certaines conditions, les conventions intersyndicales à tous les employeurs et salariés d'une même profession, dans une région donnée, la convention collective n'est pas à l'heure actuelle la loi du métier, établie par des représentants de toute la profession et par le fait même, s'imposant à tous⁵.

Nous avons d'ailleurs déjà vu pourquoi le syndicat ne pouvait constituer l'organe d'autorité qui doit s'établir à l'intérieur du corps professionnel, l'organe dirigeant et contrôlant les grands services corporatifs, représentant la profession, travaillant à l'établisse-

(5) La loi du 29 décembre 1923 est une application de cette idée en ce qui concerne le repos hebdomadaire; elle dispose en effet « lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel, le préfet du département pourra par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la journée de repos ».

ment de la loi professionnelle, veillant à son application. Nous avons même délimité exactement quel devait être son rôle dans le grand travail de l'organisation professionnelle.

Quelle sera l'étendue de ce pouvoir réglementaire ? Sera-t-il absolu ? On a prévu une double homologation.

« Les règlements des Conseils des Corps Professionnels devraient être sanctionnés par voie de referendum, quand un certain nombre de membres de la profession le demanderaient; ils devraient toujours être homologués par les pouvoirs publics ».

Cette dernière mesure est une « précaution indispensable car les corps professionnels investis d'un pouvoir sans contrôle eussent pu être tentés de se constituer peu à peu en Associations fermées, d'établir à l'entrée du métier des barrières pour écarter les nouveaux venus, de réglementer étroitement les procédés de fabrication et le choix des matières premières, bref de renouveler les abus justement reprochés aux anciennes corporations »⁶.

Ce principe est indiscutable pour ceux qui croient que la société professionnelle ne doit pas être « un Etat dans l'Etat », mais au contraire subordonner ses intérêts à l'intérêt général de la cité; toutefois, on ne s'est point encore attaché à rechercher quel serait le moyen pratique de réaliser ce contrôle, cette surveillance de l'Etat.

(6) MARTIN ST-LÉON. Association Catholique. Novembre 1904, p. 376.

Nous avons dit que les catholiques sociaux prévoyaient une seconde homologation, celle du Corps professionnel tout entier, par le referendum. Dans leur projet de loi déposé en 1906, M. de Gailhard-Bancel et M. de Castelneau proposaient d'exiger l'assentiment des 3/4 des votants pour que le règlement soit obligatoire. Cette disposition ne paraît d'ailleurs pas indispensable, si le Conseil professionnel est élu par toute la profession, avec représentation des minorités.

Quand on envisage ce règlement professionnel quelques questions viennent normalement à l'esprit, qui n'ont pas été étudiées et auxquelles actuellement les catholiques sociaux n'apportent pas de réponses précises.

« Les décisions des autorités professionnelles, homologuées ou non par les pouvoirs de la cité, seront-elles sans appel ? Quelle seront les voies de recours ouvertes aux individus ou aux collectivités qui s'estimeraient lésés ? Quelles seront, d'autre part, les sanctions de ces décisions dans le cas où certains membres de la profession ne s'y soumettraient pas ? Seront-elles d'ordre pécuniaire, d'ordre pénal, d'ordre disciplinaire ? Qui les prononcera ? » ⁷.

J. Brèthe de la Gressaye, toutefois, apporte une réponse à ces questions.

Pour lui, les règlements de travail « n'entreront en vigueur qu'à l'expiration d'un certain délai, pendant lequel tous les intéressés (individus inscrits sur les

(7) GOUNOT. Semaine Sociale de Strasbourg, p. 145.

listes professionnelles, syndicats de la corporation, et même les consommateurs, et le Ministère public) auront le droit d'exercer un recours suspensif de l'exécution devant une juridiction spéciale. Le recours sera ouvert non seulement pour violation de la loi, ou pour atteinte injuste à des droits individuels (détournement de pouvoir), mais encore dans le cas où le règlement léserait gravement des intérêts en jeu » ⁸.

Quelle juridiction sera compétente ? Il envisage la création de tribunaux spéciaux, composés de magistrats, de professionnels et de représentants des consommateurs.

M. Arendt nous dit bien que les Conseils paritaires pourront nommer des inspecteurs chargés de contrôler l'exécution des conventions collectives, l'observation des lois et règlements, mais il ne nous dit pas de quelle sanction on pourra user pour punir les dérogations.

B) *Gestion des institutions corporatives.*

Nous avons vu que, dans la profession organisée, les syndicats continuent à s'occuper des services professionnels qu'ils assurent déjà, mais qu'il en est d'autres qui ne peuvent être pleinement réalisés ni par eux, ni par l'Etat. Ce sont les services qui doivent s'étendre uniformément sur toute la profession et ne peuvent, en conséquence, être dirigés que par une autorité unique et supérieure. Un exemple typique

(8) J. BRETHER DE LA GRESSAYE. Le Syndicalisme, l'Organisation professionnelle et l'Etat, p. 326.

de ce genre de service est l'enseignement technique et surtout les assurances sociales, organisés sur une base professionnelle.

C'est ainsi que les Conseils professionnels ouvriront des bureaux de renseignements, des offices d'orientation professionnelle, des écoles d'apprentis ou d'aspirants contre-maîtres, des musées industriels, des comptoirs d'achat et de vente, des sanatoria pour les travailleurs atteints de maladies professionnelles. Ils pourraient même envisager la création de caisses professionnelles de retraite, d'assurance, d'allocations familiales ⁹.

C) Attributions juridictionnelles. Intervention en cas de conflit.

Lorsqu'il s'élève, à l'intérieur de la profession, des conflits d'ordre professionnel, le Conseil sera tout indiqué pour servir d'organe de conciliation. M. Arendt prévoit son intervention avant celle du Comité d'arbitrage ou du Tribunal professionnel. Si les essais de conciliation échouent, cet auteur fait intervenir un Comité d'arbitrage, s'il s'agit « d'un contrat collectif

(9) Est-ce que ce sera les mêmes conseils qui seront chargés à la fois de réglementer et de gérer les institutions corporatives ? M. ARENDT prévoit des conseils différents qui ne seraient pas élus de la même façon. Les conseils chargés de la gestion des institutions corporatives seraient composés aussi de délégués de patrons et d'ouvriers mais en proportion variable suivant les institutions. Dans certains Conseils, les délégués des employés et des ouvriers auront seulement voix consultative.

On peut concevoir par contre l'existence d'un conseil unique, divisé en sections qui se spécialiseraient.

La division du travail commencerait d'ailleurs à se faire naturellement entre le Conseil National et les Conseils Régionaux, puis à l'intérieur même des conseils régionaux.

ARENDT. Organisation des Syndicats chrétiens, p. 245.

à conclure ou à réviser », ou un tribunal professionnel, s'il s'agit « d'un contrat déjà conclu à interpréter ou à exécuter ».

Il ne semble pas que les catholiques sociaux aient apporté plus de précision en ce qui concerne les juridictions professionnelles et disciplinaires, leur organisation, leur compétence. Ces questions là paraissent être encore à étudier.

SECTION III.

COMPOSITION ET NORMALISATION DES ORGANES D'AUTORITÉ.

Les catholiques sociaux conçoivent l'organe d'autorité sous la forme d'un conseil mixte et comprenant des représentants des divers éléments de la profession. Ce principe est indiscutable et ne peut soulever aucune objection. Quel sera le mode de nomination de ces Conseils ?

Ici nous nous trouvons en présence de plusieurs modes de nomination, suivant l'importance plus ou moins grande donnée à la représentation syndicale par les catholiques sociaux.

Le premier système proposé par la Réunion des Revues prévoit un Conseil composé uniquement des délégués de syndicats :

« Art. 5. — A la tête des Corps professionnels il y aura un Conseil composé des délégués des syndicats

de manière à assurer une égale représentation aux deux éléments de la Profession ».

Les isolés ne seront pas représentés dans ces Conseils; toutefois, on ne leur imposera les règlements ainsi édictés que dans la mesure où ils auront été sanctionnés par voie de referendum.

« *Art. 7.* — Les règlements des Conseils des Corps professionnels devraient être sanctionnés par voie de referendum, quand un certain nombre de membres de la profession le demanderaient; ils devraient toujours être homologués par les pouvoirs publics ».

Il semble donc que les isolés aient toute garantie. S'ils n'ont aucun rôle actif, du moins pourront-ils exprimer une opinion par la voie de referendum. En fait, cela implique la suprématie des syndicats, formés de convaincus, de professionnels s'intéressant activement à la marche de la profession, les autres se laisseront béatement mener.

C'est aussi sur le syndicat que s'appuie J. Lerolle, dans son projet d'organisation professionnelle exposé à la Semaine Sociale de Caen en 1920.

Dans chaque département ou région, il y aura un Conseil professionnel composé en parts égales pour chaque profession de représentants des syndicats patronaux et ouvriers.

« C'est sur le fondement des organisations syndicales, patronales et ouvrières, considérées comme les organes permanents, dans la profession, des intérêts

patronaux et ouvriers que doit être construit l'édifice de l'organisation professionnelle » ¹⁰.

Cependant, si la profession n'est pas encore en voie d'organisation suffisante pour permettre aux syndicats de jouer ce rôle, il faudra leur accorder une place importante et privilégiée.

Un système complètement opposé est celui proposé par M. Martin St-Léon. Pour lui, les Conseils professionnels doivent comprendre des délégués nommés par tous les membres de la profession sans aucune distinction, il importe que ces conseils soient les élus de tous et non d'un petit noyau, qui en fait, représentera une minorité; donner le droit de vote uniquement aux syndiqués, constitue une atteinte portée à la liberté de chacun, un moyen détourné de rendre le syndicat obligatoire. « Il se peut que certains travailleurs, tout en faisant partie des Corps professionnels, ne soient affiliés à aucun syndicat. Voteront-ils pour les élections au Conseil de la Profession ? Oui, si notre avis est écouté. La Corporation est obligatoire, non le syndicat. Ces non syndiqués forment un groupe d'électeurs hors cadre » ¹¹.

Non seulement tous voteront, mais ils voteront au

(10) J. LEROLLE. Semaine Sociale de Caen, 1920, p. 187.

C'est également ce mode de nomination qui est présenté par J. ARENDT, dans son ouvrage sur les syndicats ouvriers chrétiens. « Les délégués au Conseil Professionnel paritaire seront désignés par les divers syndicats nationaux de la profession, de façon à ce que chacun soit représenté proportionnellement à son importance. Le Conseil comprendra en outre, un fonctionnaire spécialiste représentant le Gouvernement. »

(11) MARTIN-ST-LÉON. Association Catholique. Novembre 1904, p. 376.

suffrage universel, aucune prépondérance ne sera donnée aux syndicats.

Comment se feront pratiquement ces élections ? M. Martin St-Léon a prévu tout un système. « Personnellement nous serions disposés à admettre, en principe, le système actuellement en vigueur pour les élections au Conseil Supérieur du Travail. Une voix par 25 syndiqués ouvriers et 10 syndiqués patronaux. Quant aux non-syndiqués, ils voteraient par tête, mais 10 suffrages de patrons ou 25 suffrages d'ouvriers, réunis sous le même nom ne compteraient que pour une voix » ¹².

Il serait juste, d'autre part, de prévoir une représentation des minorités « de combiner ce système fondamental avec celui de la représentation proportionnelle, de telle sorte, par exemple que dans un syndicat ouvrier de 1.000 membres, 501 suffrages accordés à un candidat n'emportassent pas au profit de ce candidat, attribution des 40 voix de l'Association alors que 499 se sont rassemblés sur un autre nom » ¹³.

Tout ceci d'ailleurs est une question d'organisation qui reste à discuter, à fixer et qui n'a qu'une importance secondaire.

M. E. Gounot partage l'opinion de M. Martin St-Léon. « Faire nommer les représentants de la profession par le syndicat me paraît aussi foncièrement contraire aux principes fondamentaux de notre organisation juridique, que de faire désigner les sénateurs

(12) MARTIN ST-LÉON. Association Catholique. Novembre 1904.

(13) idem.

et les députés par les Comités des partis politiques, au lieu de les faire élire par tous les Français jouissant du droit de suffrage » ¹⁴.

Le fait qu'à l'heure actuelle, les Commissions mixtes qui pratiquement tiennent lieu d'autorité dans la profession inorganisée, émanent des seuls syndicats, ne constitue pas une raison suffisante pour qu'on suive la même pratique à l'intérieur de la profession organisée. Pour avoir une « représentation authentique » de la profession, il faut que tous les professionnels votent. On n'a d'ailleurs qu'à prendre exemple sur ce qui se passe à l'heure actuelle dans les corps organisés existants, l'ordre des avocats par exemple. Tous les avocats inscrits au barreau, votent pour l'élection du Conseil de l'Ordre et du Bâtonnier, sans qu'il soit tenu compte de l'existence d'association ou de syndicat. C'est un système analogue qu'il faudra instituer dans toute la profession, élection au suffrage universel, avec représentation proportionnelle permettant aux minorités d'avoir des délégués au sein des conseils professionnels.

Si cela est le principe, on peut prévoir qu'en fait, les syndicats joueront un rôle très important dans les élections, on peut même dire qu'ils les feront; les expériences récentes faites lors des élections aux Conseils des Prud'hommes permettent de le prévoir.

Entre ces deux solutions extrêmes, faire nommer les membres des conseils professionnels par les syndicats, ou par tous les professionnels inscrits sur les

(14) E. GOUNOT. Semaine Sociale de Strasbourg, p. 143.

listes de la profession, il existe un moyen terme qui concilie les deux idées : élection des représentants par toute la profession, mais en accordant une certaine prépondérance aux syndicats.

C'est ainsi que M. Duthoit propose de donner aux syndicats deux tiers des suffrages; ils nommeront les $\frac{2}{3}$ des délégués, ce qui constitue un sérieux avantage. D'autre part, l'autre tiers des délégués, nommé au suffrage universel assurera la représentation de tous les membres de la profession.

M. Brèthe de la Gressaye suggère une combinaison des deux systèmes : « les syndicats ayant le droit de désigner un certain nombre de membres du Conseil corporatif, en plus de ceux élus par les individus » ¹⁵.

Toujours dans cet ordre d'idée, un autre mode d'élection est celui envisagé par MM. de Gailhard-Bancel et de Castelneau dans la proposition de loi déposée en 1906, dont nous avons déjà parlé.

Les corps professionnels seront régis par des conseils professionnels composés par moitié de patrons et de salariés. Rien de nouveau jusqu'ici. Seul le mode de désignation des représentants varie. En effet, ils seront élus par deux collèges, l'un comprenant tous les professionnels, l'autre les syndicats librement formés dans les corps professionnels. Il arrivera un moment où les syndicats pourront avoir la majorité dans les conseils; ce sera quand ils grouperont en fait, tant chez les ouvriers que chez les patrons le quart des membres de la profession.

(15) J. BRETHE DE LA GRESSAYE. Le Syndicalisme, l'Organisation professionnelle et l'Etat, p. 324.

Maintenant que nous connaissons la composition de ces conseils, leur mode d'élection, une question se pose : Sur quelle partie de la profession s'étendra l'autorité de ces conseils ? Combien y aura-t-il de conseils professionnels dans une même profession ? Cette question peut être résolue de plusieurs manières; il pourra y avoir par exemple, un conseil régional ou départemental, puis au-dessus un conseil national, paritaire, élu par les conseils régionaux. J. Brèthe de la Gressaye nous propose tout un plan. « Il y aura pour chaque profession (ou groupe de professions similaires) un triple étage de conseils corporatifs : conseils locaux, conseils régionaux, conseil national. L'étendue de la juridiction du conseil local variera (commune, arrondissement, département), suivant l'importance numérique du corps professionnel; pour certaines professions dont les membres sont peu nombreux et très disséminés, l'organe du 1^{er} degré pourra être régional. Ces conseils seront hiérarchisés » ¹⁶. C'est à la loi qui les créera de déterminer exactement les limites territoriales de l'autorité de ces derniers.

Il faut écarter maintenant une objection que l'on fait quelquefois, portant sur le caractère mixte de ces conseils. L'esprit de lutte des classes, dit-on aux catholiques sociaux, s'y introduira et aucun travail utile ne pourra s'y faire, tout se passera en oppositions réciproques. Certes, l'on n'a pas la prétention de créer en un jour l'esprit de collabo-

(16) J. BRETHER DE LA GRESSAYE, op. c., p. 321.

ration et d'entente chez les ouvriers et chez les patrons. Beaucoup d'entre eux ne sont pas capables à l'heure actuelle de s'élever jusqu'à l'idée d'intérêt supérieur de la profession. Il y a là toute une éducation à faire; ce sera l'œuvre du syndicat qui leur apprendra que le conseil de la profession doit représenter « des fonctions professionnelles hiérarchisées et non des classes sociales opposées venant s'y affronter » ¹⁷.

Quels vont être maintenant les rapports de ces autorités professionnelles et de l'Etat ?

L'Etat va-t-il les laisser librement rédiger et mettre au point la loi professionnelle, régler les conflits ?

(17) E. GOUNOT. *Semaine Sociale de Lyon*, p. 327.

CHAPITRE III.

La Profession et l'Etat.

La représentation professionnelle.

La loi professionnelle ne peut émaner que de la profession. L'Etat ne doit pas intervenir dans sa confection sous peine de dénaturer complètement son caractère; nous nous trouverions alors non plus en présence d'organisation professionnelle, mais de réglementation du travail. Cette réglementation est nécessaire dans l'état actuel des choses, puisqu'il n'existe pas légalement au sein de la profession d'autorité capable de légiférer pour *toute* la profession, mais ce n'est qu'une solution d'attente.

Quel va être le rôle de l'Etat ? Il homologuera la loi, il pourra même avoir un droit de contrôle. Bien qu'il représente normalement le bien commun de la société, il n'est pas l'organe d'autrefois idéal. « Il lui appartient certes de définir et d'imposer aux professions certaines exigences fondamentales du bien public. Mais l'élaboration d'un véritable statut des fonctions professionnelles ne peut être fait avec une claivoyance suffisante, avec souplesse et précision tout à la fois, que par les professionnels eux-mêmes, qui seuls sont à même de concilier et d'harmoniser et les

exigences du bien général, et celles de l'intérêt bien compris du groupe professionnel, et les nécessaires initiatives individuelles » ¹.

L'Etat ne doit pas se borner à laisser la profession se donner librement une loi; il doit la consulter, l'appeler en quelque sorte à participer à son pouvoir. Nous arrivons ainsi à la question de la représentation professionnelle.

Y a-t-il lieu de créer une représentation nationale de la profession et dans l'affirmative, sous quelle forme ? La réponse à la première question est facile. La représentation des droits et des intérêts de la profession a été de tout temps inscrite dans le programme social catholique. Comme le dit Martin St-Léon « le Catholicisme social ne saurait sans se renier lui-même, abdiquer son programme d'organisation professionnelle, d'organisation des droits et des intérêts, organisation dont le couronnement nécessaire est une représentation nationale » ². Cette représentation est nécessaire. La profession qui est un des éléments constitutifs de l'Etat a le droit d'être entendue et d'être consultée sur les questions d'ordre public qui la concernent; cette question de la représentation professionnelle rentre dans la question plus vaste de la représentation des intérêts économiques; organiser la profession c'est organiser la production, le travail, il reste à côté d'autres forces telles que la consommation, les organisations de mutualité, de crédit. Toutes ces forces vont se grouper nationale-

(1) GOUNOT. Semaine Sociale de Lyon, p. 313.

(2) MARTIN ST-LÉON. Semaine Sociale de Strasbourg, p. 323.

ment pour souder leur action et se faire entendre de la puissance publique. Sous quelle forme va s'exercer cette représentation ?

Les catholiques sociaux avaient le choix entre plusieurs systèmes.

Ou se contenter d'une simple représentation économique, en créant un Conseil National économique, soit purement consultatif, soit associé à la préparation des lois, possédant un certain pouvoir réglementaire. Ou bien, aller jusqu'à une représentation politique, avec une Assemblée professionnelle, ayant l'initiative des lois et voix délibérative. Ou enfin, solution intermédiaire, admettre dans les Assemblées politiques les représentants des grands intérêts professionnels et économiques.

On ne trouve pas chez les catholiques sociaux de partisans d'une représentation purement économique. Même ceux, comme MM. Martin St-Léon et Boissard, qui préconisent un Conseil National Economique à voix purement consultative, font une certaine place à la représentation professionnelle dans les corps politiques.

SECTION I.

PARTISANS D'UN CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE CONSULTATIF.

On a eu maintes fois l'occasion de reprocher aux membres de nos Assemblées politiques de ne pas

connaître suffisamment les questions traitées, en un mot de manquer de compétence. C'est pourquoi il serait souhaitable de voir des gens compétents, connaissant bien ce dont ils parlent, venir travailler à l'élaboration des lois. Les partisans du Conseil National Economique ne voient cependant pas là une raison suffisante pour instituer un Sénat composé d'élus de diverses professions. Cet argument d'une plus grande compétence possible ne les convainc pas.

« Compétents, les délégués de l'Industrie, du Commerce, de l'Agriculture ? Il s'agit de s'entendre. Au point de vue purement technique, assurément, mais chacun seulement dans sa sphère. Quelle compétence auraient les délégués des métallurgistes dans les débats intéressant l'agriculture ou ceux des viticulteurs dans les discussions ayant trait aux métiers du bâtiment ? Est-ce bien sûr du reste, qu'un industriel, un commerçant, très versé dans sa spécialité soit apte à discerner les mesures législatives les plus propres à servir les intérêts de sa propre profession ? ». « Faire un livre, disait La Bruyère, c'est un métier comme de faire des chaussures ». On peut en dire autant en ce qui concerne la préparation des lois : c'est un métier qu'un industriel n'a pas appris, qu'il ne connaît pas, et si l'on répond, comme M. Charles Benoist, que la Chambre professionnelle sera doublée d'un Conseil d'Etat chargé de préparer les projets de lois et de leur donner une forme parfaite, qui empêche dès à présent de conférer ou plutôt de restituer ce même pouvoir au Conseil d'Etat, à l'égard des Cham-

bres actuelles auxquelles cette collaboration serait loin d'être inutile »³.

Cependant, même en admettant la plus grande compétence des membres de la Chambre Professionnelle, MM. Martin St Léon et Boissard se demandent si l'on ne va pas arriver à un double conflit.

Tout d'abord, conflit à l'intérieur même de la Chambre professionnelle, entre les représentants des intérêts divers qui pourront souvent être opposés; cette opposition existe déjà très forte dans nos assemblées politiques ordinaires, que sera-ce quand les individus seront personnellement intéressés à voir triompher leur cause, quand on verra se dresser dans une même assemblée, consommateurs contre producteurs, industriels protectionnistes, contre industriels libre-échangistes, etc., et encore, ceci ne peut nous donner qu'un faible aperçu de toutes les difficultés qui pourraient se produire.

En second lieu, conflit possible et même probable entre les deux Chambres, l'une issue du suffrage universel chargée de dégager l'intérêt général, l'autre, issue d'un corps électoral fractionné en professions ayant les mêmes pouvoirs que la première, mais chargée de défendre des intérêts particuliers. Ne serait-ce pas « une Chambre des intérêts, opposée à une Chambre de l'intérêt général ».

En écartant même cette supposition, il serait très difficile de délimiter les attributions de ces deux Chambres.

(3) MARTIN ST-LÉON. S. Soc. de Strasbourg, p. 326.

Pour toutes ces raisons là, ces auteurs sont partisans d'un Conseil Economique National, « émanant de tous les corps officiels ou libres, représentatif des grands intérêts territoriaux ou corporatifs, avec une compétence consultative très étendue mais pas de pouvoir législatif » ⁴.

Ce Conseil National Economique n'aurait pas en principe de pouvoir réglementaire; celui-ci appartiendrait de préférence à des conseils régionaux et professionnels, qui seraient de par leur nature même, spécialistes et par là, plus aptes à régler.

Il ne faut pas croire, cependant, que les partisans du Conseil National Economique, s'opposent complètement à la représentation des intérêts économiques et professionnels au Parlement. Ils demandent l'introduction soit dans les deux Chambres (Martin St Léon), soit au Sénat (Boissard) des représentants directs des corps constitués, des organisations professionnelles, des coopératives, des ligues de consommateurs, des grands services et intérêts nationaux, culte, enseignement, magistrature, etc. Un certain nombre de places, 1/3 ou 1/4, leur serait réservé.

Cette conception d'une représentation presque uniquement économique a été dépassée par un grand nombre de catholiques sociaux qui estiment que l'on doit aller jusqu'à une représentation politique, conçue généralement sous la forme d'un Sénat professionnel.

(4) BOISSARD. S. S. de Strasbourg, p. 272.

SECTION II.

PARTISANS D'UNE REPRÉSENTATION POLITIQUE.

Il convient de faire une place à part au Marquis de la Tour du Pin Chambly qui bâtit tout un système particulier de représentation des intérêts.

A) *La représentation professionnelle chez la Tour du Pin.*

Il la définit ainsi « la représentation des droits et des intérêts communs correspondant à l'exercice d'une profession » ⁵.

On ne peut nier que chaque profession ne possède un droit et un intérêt commun.

Un droit : « A chaque mode d'activité professionnelle correspond un droit propre de la profession, droit tantôt écrit, tantôt simplement coutumier, tantôt dans le premier cas, ressortissant aux tribunaux ordinaires, aux juges de droit commun, tantôt à des juridictions spéciales comme le Conseil de l'Ordre des avocats, le Conseil de Prud'hommes, etc... sans parler des officialités diocésains et des conseils de guerre qui sont bien aussi des tribunaux professionnels, jugeant d'après un droit propre, le droit de la profession » ⁶.

De même il existe un intérêt commun de la profession, qui n'apparaît peut-être pas à première vue,

(5) M. DE LA TOUR DU PIN. Vers un ordre social chrétien.

(6) idem, p. 390.

l'esprit étant frappé par l'apparence contraire, divergences d'intérêts entre ses membres; il n'en existe pas moins, tous ayant intérêt à la prospérité de la profession, tant au point de vue matériel, qu'au point de vue moral.

Ces droits et ces intérêts doivent avoir une « expression publique » c'est-à-dire qu'un des corps politiques de l'Etat doit être doté de cette attribution : représenter la profession. Mais pour cela il faut réorganiser les institutions politiques sur une base professionnelle.

« Considérant que les principes de 1789, en mettant l'individualisme à la base de l'Etat moderne, et dans l'esprit de toutes les institutions, les ont rendues incapables, malgré tous les essais, d'atteindre à la stabilité, de garantir la liberté et de maintenir la paix sociale, nous reconnaissons que c'est au principe corporatif qu'il faut recourir pour recouvrer ces biens en l'appliquant diversement aux nouvelles conditions économiques de la Société et en la prenant pour base d'un système politique sincèrement représentatif » ⁷.

Comment organiser pratiquement ce « système politique sincèrement représentatif ? » Ne serait-il pas suffisant de donner un caractère professionnel au Sénat en modifiant son mode de nomination ?

La Tour du Pin n'admet pas cette éventualité. Il ne lui paraît pas possible de juxtaposer à la Chambre des députés élue au suffrage universel, un Sénat professionnel. « On a même songé à ouvrir l'accès du

(7) M. DE LA TOUR DU PIN. Ass. Catholique. 15 déc. 1896.

Parlement à la représentation issue de ces collèges professionnels ! Le Sénat, par exemple, perdrait sa qualification de Grand Conseil des Communes, pour devenir le Grand Conseil des Professions. L'idée était facile à trouver, elle commence à se produire, elle s'incarnera quelque part dans un projet de loi. Si ce projet vient à passer, c'en sera fini de la représentation professionnelle, bientôt et pour longtemps »⁸.

Comment établirait-on pratiquement les collèges électoraux chargés de l'élection. Au suffrage universel ? On se heurte à des problèmes insolubles.

« Quel critérium aura-t-on si on ne peut faire représenter toutes les professions, pour grouper dans un même collège électoral les membres des professions diverses qui peuvent nous paraître connexes par leur objet, mais n'en sont que plus facilement rivales ?

Et pour fixer dans un scrutin de liste, et à la Chambre même, le nombre des représentants de chaque groupe professionnel alors que les moins nombreux sont souvent ceux qui rendent le plus de services à la Société et ne peuvent être exercés que par une élite »⁹.

En un mot il paraît impossible à la Tour du Pin d'organiser une représentation publique des intérêts professionnels avec le régime politique tel qu'il existe à l'heure actuelle. Pour arriver à un résultat il faudrait modifier l'organisation même du Parlement. C'est là qu'aboutit la Tour du Pin, et il propose

(8) LA TOUR DU PIN. Vers un ordre social chrétien, p. 393.

(9) LA TOUR DU PIN, op. cit., p. 394.

la création de deux chambres; l'une la Chambre des Députés, élue au suffrage universel consentirait l'impôt et en surveillerait l'emploi, l'autre élue par les corps constitués et les associations professionnelles, discuterait et voterait les affaires d'intérêt général, et les affaires d'ordre politique et économique.

Différence profonde d'attributions qu'il justifie par la différence de caractère de ces deux assemblées « Départ logique d'attributions entre une Chambre des Députés élue par la masse des contribuables et représentant ainsi l'opinion publique du moment, et une chambre des Etats, élue par les corps sociaux et représentant les droits et intérêts permanents » ¹⁰.

B) *Partisan d'un Sénat professionnel.*

M. Duthoit est un ardent partisan de l'établissement d'un Sénat professionnel. On peut dire que pour lui ce n'est qu'une demi-mesure puisqu'il nous propose tout un plan de réorganisation politique à base professionnelle ¹¹.

A l'heure actuelle, en effet, la constitution de nos assemblées politiques, basée sur l'idée de représentation nationale, sanctionne la souveraineté du nombre mais laisse de côté la représentation des forces économiques et sociales de la Nation.

Ce qui pouvait encore se comprendre sous le régime individualiste du travail, ne se soutient plus de nos jours, avec les transformations qui se sont produites, tant dans la vie économique que dans le

(10) *idem*, p. 262.

(11) Ce plan est exposé dans sa brochure « Comment aménager la cité française. BLOND et GAY, 1926 ».

monde du travail, avec le développement des institutions professionnelles et de la législation du travail.

Pour essayer de changer cela, ne faudrait-il pas qu'il y ait un échange continuuel de relations entre la « Cité Professionnelle et la Cité Politique ».

Mais va-t-on dire, c'est augmenter encore les risques d'instabilité du pouvoir politique. « Nous ne le pensons pas, répond M. Duthoit, nous croyons au contraire, qu'unir indissolublement la puissance publique au travail, ce serait donner au Gouvernement une stabilité et une force plus grandes que celle qu'il possède, ce serait prendre un excellent moyen de confier le pouvoir à des mains capables de le soutenir dignement. Mais il faut pour cela prendre une précaution nécessaire qui consiste à organiser préalablement la profession; car dans le monde du travail, ce ne sont plus les individus, mais la profession organisée qui détient les forces de stabilité, de tradition et de véritable progrès » ¹².

Quelles sont d'après M. Duthoit les réformes à introduire pour obtenir ce résultat. Elles consisteront à faire intervenir les professions à la fois dans la nomination du chef d'Etat et du Sénat.

Nomination du Chef d'Etat.

Il ne doit être élu, ni par le Parlement, ni par la masse mais par un « collège national dans la haute et pleine acception du mot, dans lequel se retiennent comme dans une synthèse vivante toutes les aspira-

(12) M. DUTHOIT. Esquisse d'organisation politique. Association Catholique. 15 août 1904.

tions morales, tous les intérêts, toutes les initiatives, toutes les forces qui existent dans le pays. Tel serait un collège électoral que les différentes professions auraient contribué à former, chacune à raison de son importance réelle. Tous les ans, dans les diverses régions de la France, les corps représentatifs de professions : Conseil de l'Industrie et du Travail, Conseil de l'Agriculture et du Commerce, Conseil des professions libérales, désigneraient ceux de leurs membres qui seraient appelés par la confiance de leurs pays à remplir la délicate fonction d'élire le chef de l'Etat.

La désignation de ces électeurs éventuels aurait lieu dans chaque conseil, tous les ans, en vue d'une élection toujours possible, puisque la mort inopinée ou la démission du Président en fonction peut abréger la durée de son mandat » ¹³.

Quels seraient les avantages d'un tel mode de nomination ? « Ainsi nommé par un Corps électoral qui représenterait bien ce qu'il y a de plus laborieux, de plus agissant, de plus intelligent en France, où il y aurait des ouvriers et des patrons, des employés et des commerçants, des hommes de loi et des magistrats, où les grands corps de l'Etat, les administrations publiques et même les administrations départementales et communales pourraient déléguer des membres; élu par un collège qui n'aurait rien d'étroit ni d'exclusif, et qui réunirait toutes les compétences, le Président de la République s'élèverait bien au-dessus des partis politiques avec leurs intrigues et

(13) M. DUTHOIT, op. cit.

leurs petitesesses. Il serait un homme dans la pleine acception du mot. Elu par les professions, appelé par cette désignation même à soutenir leur cause, il devrait défendre tout ce qui assure l'indépendance et la sécurité du travail, tout ce qui garantit par surcroît la liberté et la sûreté de la nation elle-même » ¹⁴.

Il n'est guère possible de donner une part plus grande aux professions dans l'élection du chef de l'Etat.

Sénat Professionnel.

A côté de ce Président de la République, il y aura une Chambre politique, élue au suffrage universel. Mais tandis qu'à l'heure actuelle, le Sénat se différencie très peu de la Chambre, on lui donnera une physionomie particulière, car il doit être « la synthèse de vie collective du Pays ». Autant il est désirable qu'une Chambre des Députés, élue au scrutin de liste proportionnel, représente surtout les opinions du pays, autant il est nécessaire qu'une Chambre haute, issue des corps professionnels, égale en puissance à la première, représente les intérêts et reproduise les formes si diverses de l'activité nationale.

Comment sera élu ce Sénat. Plusieurs systèmes seraient possibles. On pourrait d'abord le faire élire par des citoyens répartis dans une même région suivant leur profession en un certain nombre de groupes qui éliraient leurs représentants. Ce n'est pas le système adopté par M. Duthoit, il choisit comme unités électorales « des groupes antérieurement or-

(14) M. DUTHOIT, op. c.

ganisés, et susceptibles d'exercer d'autres fonctions, des groupes ayant une existence permanente, qui correspondraient non seulement à une utilité politique, mais à une autorité professionnelle et sociale, de telle sorte qu'après avoir tiré d'eux-mêmes leurs représentants à la Chambre Haute, ces Groupes continueraient à remplir dans l'ordre professionnel leur mission consultative » ¹⁵.

C'est ainsi que le Sénat sera élu par tous les corps organisés de la nation : Conseil de l'Industrie et du Travail, Conseil de l'Agriculture, du Commerce, Conseil des Professions libérales. Pratiquement, comment se feront ces élections ? Y aura-t-il autant de représentants qu'il y a de professions dans chaque région ? Dans chaque région les Conseils similaires répondant à une même spécialité professionnelle se réuniraient pour former un même collège et nommeraient suivant leur importance un ou plusieurs membres du Sénat. Les administrations publiques, groupées aussi par spécialité et les grands corps de l'Etat nommeraient de leur côté leurs représentants dans la Haute Assemblée.

En résumé, c'est le même système d'élection qui fonctionnera pour le Chef de l'Etat et pour le Sénat. Ce sont les mêmes collèges professionnels qui procéderont à l'élection des sénateurs et des électeurs du Président, la seule différence est que ces derniers seront bien plus nombreux.

Cette Chambre haute, ce Sénat Professionnel, quelles

(15) M. DUTHOIT. Le suffrage de demain, p. 134.

vont être ses attributions ? Elle aura les droits qu'elle possède à l'heure actuelle, c'est-à-dire des droits égaux à ceux de la Chambre des Députés, elle ne se cantonnera pas dans le domaine des lois économiques et sociales comme certains le désireraient, elle s'occupera de toutes les questions d'ordre général, qui agissent plus ou moins directement sur la vie professionnelle. En ce qui concerne plus spécialement les lois se rapportant directement au travail, à la profession, il serait juste que le Sénat eut le droit de priorité dont jouit actuellement la Chambre pour l'examen et le vote des lois de finances.

Cette conception d'un Sénat professionnel ainsi constitué soulève des objections variées. On objecte en premier lieu que les sénateurs comme les députés doivent représenter la nation entière, leur faire représenter la profession c'est aller contre les principes de la Constitution.

M. Duthoit fait remarquer, qu'en fait, les députés sont les élus de la circonscription territoriale, délimitée par la loi. C'est la loi qui crée l'unité électorale; elle pourrait les grouper aussi bien par profession que par résidence.

On objecte en second lieu que le mode de recrutement des sénateurs rendra encore plus aigu le conflit qui existe déjà entre l'intérêt général et les intérêts particuliers, ceux-ci étant représentés d'une manière encore plus directe.

Cet argument aurait peut-être beaucoup de valeur si on devait faire succéder à une Assemblée d'hommes

désintéressés, une autre assemblée composée d'hommes âpres au gain et soucieux uniquement de leur propre intérêt. Mais combien y a-t-il en réalité d'hommes désintéressés ? « l'homme dégagé apparemment de tout intérêt particulier, ce sera peut-être ce politicien de profession qui n'offre à ces électeurs d'autre titre que celui de candidat à la députation, dissimulé sous l'étiquette purement verbale d'avocat ou de médecin. N'a-t-on pas vu cent fois ces prétendus champions de l'intérêt général se faire, au contraire, les serviteurs dociles des plus mesquins intérêts et sacrifier le bien commun, non plus au bien particulier d'une grande industrie, d'une branche notable de la production nationale, mais à des exigences d'une politique bien plus mesquine et plus misérable, aux injonctions d'une loge, aux rappels à l'ordre d'un comité, aux soucis d'une réélection » ¹⁶.

La représentation professionnelle aurait pour effet de débarrasser le Parlement de quelques-uns de ces politiciens pour y faire entrer des capacités. De plus, vu la solidarité étroite qui unit toutes les branches de l'activité nationale, il semble qu'il n'y ait rien à craindre pour le bien général; d'ailleurs « L'ardeur et la compétence mises au service des intérêts professionnels n'affaibliraient, chez les députés issus des groupes corporatifs, ni le patriotisme, ni l'esprit de justice, ni l'aptitude à s'élever aux vues générales » ¹⁷.

La cause même des professions qu'ils représenteraient ne leur commanderait-elle pas de s'appliquer

(16) DUTHOIT. Le suffrage de demain, p. 134.

(17) DUTHOIT, op. cit., p. 137.

avec la plus consciencieuse vigilance à toutes les grandes opérations qui, touchant à la sécurité, à la grandeur et quelquefois à l'existence même de la patrie, n'intéressent pas moins sa prospérité matérielle que sa vie morale.

Une dernière objection, relative à la pression qu'exerceraient la profession, les syndicats, supprimant ainsi la liberté de vote, ne mérite guère qu'on s'y arrête. Outre que la liberté de vote est souvent illusoire, il n'y aurait qu'à rendre le vote secret pour permettre aux faibles d'oser manifester leurs opinions.

Voici quelles sont les grandes lignes du système de représentation professionnelle proposé par M. Duthoit. Il est un de ceux qui vont le plus loin dans cette voie, jusqu'à une complète représentation politique sur une base professionnelle.

Nous venons de voir, tracée à grands traits, la silhouette générale du programme de reconstruction corporative des catholiques sociaux. A-t-il quelques chances d'être bientôt réalisé ? Comment ce programme se concilie-t-il avec les dernières manifestations de la vie moderne, tant dans le domaine des faits que des idées ? Nous allons voir rapidement comment les catholiques sociaux opèrent cette conciliation.

CHAPITRE IV.

Dernières manifestations de l'idée d'organisation professionnelle.

SECTION I.

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE EN FACE DE LA RATIONALISATION.

L'économie moderne se transforme de plus en plus avec le développement de la rationalisation. Celle-ci peut-elle se concilier avec l'organisation professionnelle telle qu'elle est conçue par la Doctrine traditionnelle ?

Pour un observateur superficiel, ces deux faits, organisation professionnelle et rationalisation, paraissent en parfaite opposition. L'organisation professionnelle c'est l'union sur un plan horizontal de tous les membres de la profession, sans tenir compte des barrières formées par les entreprises particulières, c'est l'expression des solidarités professionnelles, qui, ainsi que le dit le P. Guitton, « ont en effet, des attractions horizontales qui se glissent par

d'innombrables sans-fil à travers les cloisons jalouses des Etablissements séparés » ¹.

Qu'est-ce que la rationalisation ? C'est un mouvement qui tend à intensifier la production par la multiplication des produits, en essayant de supprimer le gaspillage de temps et de matière.

Elle peut être aussi définie, « effort méthodique qui substitue partout en vue d'une production plus abondante et moins coûteuse, au libre jeu des intérêts individuels, un ordre réfléchi, voulu, qui procède par mouvements de grande amplitude » ². Elle se caractérise essentiellement par un mouvement de resserrement, de concentration : concentration de temps, des mouvements, des opérations, des types, des établissements » ³.

L'entreprise rationalisée va prendre un caractère nettement accusé. Il va s'y établir entre tous les membres un lien très fort, à tous les degrés de la hiérarchie, chacun devenant de plus en plus solidaire de son voisin; peu à peu se créera ce que M. Duthoit appelle l'esprit d'entreprise. « Loin de nous la pensée de diminuer ce qu'il y aura d'intéressant, de fécond, de pacifiant dans un épanouissement progressif et normal de cet « esprit d'entreprise » qui unit tous les membres actifs d'une firme industrielle, les fait profiter de son développement, les rend soucieux de ses intérêts, alors que quelque chose de personnel, de familier, une âme comme faite de souvenirs,

(1) P. GUITTON. Pour collaborer p. 50.

(2) DUTHOIT. Semaine sociale de Besançon, p. 49.

(3) ZAMANSKI, id. p. 275.

de croyances, de service rendus, adoucit et ennoblit les relations » ⁴. Cependant, l'esprit d'entreprise ne suffit pourtant pas à garantir la paix sociale, car en fait, il la ramène au cas particulier du bien-être d'un petit groupe.

Vouloir se borner à une organisation d'entreprises c'est écarter de prime abord la question générale de l'organisation de la paix dans le monde du travail, sans compter les inconvénients de cette conception au point de vue de l'exacerbation de la concurrence tant entre les entreprises différentes, qu'entre les ouvriers séparés par cette rivalité.

L'organisation professionnelle va essayer d'empêcher cela. Non seulement, elle n'est pas en opposition avec la rationalisation, mais celle-ci la rend encore plus nécessaire; si on découpe le monde du travail en tranches verticales, séparées les unes des autres, on renforcera les barrières de la concurrence. Comme fait remarquer M. Duthoit, « elles n'en seraient que plus hautes, plus solides, entre des forces productrices plus essentielles et rendues plus puissantes parce qu'on y aurait intégré les ouvriers eux-mêmes. Ce serait un mouvement à rebours de la rationalisation. Il faut maintenir ces formations horizontales qui groupent d'une part, les producteurs de chaque profession et de l'autre les ouvriers » ⁵.

Non seulement, il faut conserver l'organisation professionnelle, mais encore il faut la renforcer; la politique des contacts entre patrons et ouvriers s'im-

(4) DUTHOIT, op. c. p. 61.

(5) idem.

posant de plus en plus sous l'effet de la rationalisation. On peut même dire que « la rationalisation portera un esprit de collaboration que l'organisation professionnelle doit assurer ». En effet, la rationalisation a besoin pour se réaliser, de la compréhension et de la sympathie ouvrière; pour obtenir un résultat intéressant, il faut la collaboration de la main-d'œuvre. « Plus une entreprise s'élargit et plus aussi le centre, en sentant s'allonger ses rayons d'influence, éprouve le besoin d'avoir partout des collaborateurs consciencieux, qui seraient, tout ensemble et habiles à comprendre la pensée de la direction et capables d'initiative pour en réaliser les détails. Adhésions franches et ententes cordiales, confiance mutuelle et esprit de collaboration, c'est la loi du succès » ⁶.

A côté de cette collaboration particulière, si l'on peut dire, une certaine collaboration générale de la profession est aussi nécessaire. En effet, les producteurs sont groupés de plus en plus en grandes sociétés, en syndicats de producteurs, ils ont besoin d'avoir en face d'eux de grandes organisations ouvrières avec lesquelles ils puissent se concerter. Ensemble ils essaient de travailler à la prospérité commune.

De toutes ces considérations nous pouvons conclure que la rationalisation, loin d'empêcher l'organisation professionnelle, l'aidera dans une certaine mesure, et pourra même la provoquer.

Réciproquement, quelle va être l'influence de l'organisation professionnelle sur la rationalisation ? La

(6) P. GUITTON. « Pour collaborer », p. 121.

réponse à cette question est brève : « la mission de l'organisation professionnelle est de donner au régime qui vient une âme » ⁷, il n'y a qu'elle qui puisse le faire, « la voici placée entre ces producteurs et leurs collaborateurs, les ouvriers, venus des deux points opposés de la vie sociale, d'une éducation différente, d'intérêts jusqu'ici en conflit, et que les conditions nouvelles de la production rapprochent sans les confondre. Les uns, placés par leurs fonctions en face des problèmes les plus matériels réclament : technique, technique. Les autres, face aux problèmes de l'existence, durement secoués par la vie, ayant souffert, sentant surtout le côté humain du problème, répondent : morale, morale. Qui donc entre les deux recueillera les cris légitimes de chacun, les conciliera, les harmonisera, en une formule de vie ? Qui donc le peut, sinon des organismes professionnels que les uns aiment comme leur propre chair pour y avoir mis le meilleur de leur sang, dont les autres commencent, nous l'avons vu tout à l'heure, à pressentir la vertu ? Ce n'est pas d'ailleurs que les uns et les autres recevront un choc qui les fasse sortir d'eux-mêmes : les producteurs, les sollicitations de la morale; les ouvriers, l'appel de la technique. Nous revenons à la double révolution mentale réclamée par Taylor, éclairé sans doute par son ouvrier Shartle. Qu'il n'y ait pas d'ailleurs d'équivoque : la même morale comme la même technique s'impose à tous; c'est l'effort vers l'un ou l'autre qui est spécial à chacun et l'or-

(7) ZAMANSKI. Semaine Sociale de Besançon, p. 316.

ganisation professionnelle y doit aider également » *.

Voici, pour les Catholiques sociaux, la situation de l'organisation professionnelle en face de la rationalisation. Non seulement elles ne s'opposent pas mais elles vont de pair, l'une modérant l'autre et la maintenant dans de justes limites.

Il convient de faire une place spéciale à M. Brèthe de la Gressaye. Pour lui l'organisation professionnelle ne se fera qu'en tenant compte de ce qu'on appelle l'organisation verticale, qui réunit les professions s'étageant les unes au-dessus des autres; dans tous les cas si cette organisation existe, « il semblerait préférable, dit-il, de classer l'entreprise toute entière dans une seule corporation, d'après son genre de production, de sorte que les ouvriers, employés et techniciens soient placés, en dépit de la diversité des rôles ou des spécialités professionnelles, dans la même corporation que les patrons, sans cause d'erreur ni de dispersion. Mais alors l'organisation corporative amènera à changer la loi sur les syndicats : il faudra imposer aux patrons et ouvriers désireux de se syndiquer, l'adhésion à un syndicat de la catégorie dans laquelle l'entreprise aura été classée au point de vue corporatif. Les intéressés garderaient d'ailleurs la facilité de se syndiquer suivant leur similitude de tâche (employés de commerce, comptables, sténos-dactylos, par ex.). Mais leur genre de travail ne serait pas officiellement représenté dans l'organisation corporative, pas plus d'ailleurs qu'il

(8) J. ZAMANSKI. Semaine Sociale de Besançon, p. 316.

n'y aurait de représentation officielle des classes d'ouvriers, d'employés, de techniciens, de patrons » ⁹.

Du fait de la rationalisation, l'importance de l'organisation professionnelle, se trouve donc grandir de plus en plus, et la tâche des organisations professionnelles existantes, syndicats et commission mixtes, devient aussi de plus en plus délicate, dans leurs rapports avec les entreprises privées, et en particulier avec les conseils d'usines; ils ne doivent pas essayer d'intervenir abusivement dans la vie des entreprises; ils doivent se contenter de soutenir les conseils d'usine, qui de leur côté resteront dans le cadre des conditions de travail fixées par de larges accords professionnels.

En résumé, nous voyons que les lignes directrices du système d'organisation professionnelle des catholiques sociaux, ne sont pas en contradiction, bien au contraire, avec le régime actuel de la production. Il faut donc travailler de toutes ses forces à sa réalisation, en n'oubliant pas que « les grandes transformations sociales ne se font pas à priori, tout d'une pièce, systématiquement. On peut, il faut avoir son plan, celui-ci se réalise, non selon sa logique, mais suivant la vie qui est saccadée, fantaisiste et fragmentaire. L'organisation se fait à petits coups, en saisissant les occasions. Elle envahit la profession, comme la marée montante le rivage, en poussant ça et là ses pointes » ¹⁰.

(9) J. BRETHE DE LA GRESSAYE, *op. cit.* p. 321.

(10) ZAMANSKI. Besançon, p. 329.

SECTION II.

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET L'INSTITUTION.

Les premiers catholiques sociaux se préoccupèrent peu d'appuyer leur programme d'organisation professionnelle sur un système juridique. Hommes d'action avant tout, ils se contentèrent de dégager les lignes générales de cette organisation pour en poursuivre la réalisation. Mais peu à peu, en même temps que grossit dans leurs rangs le nombre des hommes d'études et en particulier des juristes, on voit les catholiques sociaux essayer de donner à leur système une structure juridique, en adoptant la théorie de l'institution qu'ils substituent à celle du contrat.

Ils montrent que les mouvements d'organisation professionnelle s'intègrent dans un mouvement beaucoup plus large, qui va s'opposant à l'individualisme régnant en maître dans la Société depuis la Révolution. A l'heure actuelle l'organisation des professions constituerait une des faces les plus vivantes de ce mouvement.

En premier lieu qu'entend-on par institution ? Nous ne reproduirons pas ici la théorie de l'institution, nous essaierons simplement d'en dégager les éléments essentiels et de voir comment l'organisation professionnelle est une institution de droit public ¹¹.

(11) Pour l'exposé de la théorie de l'Institution se référer à HAURIU, Principes de Droit public.
Cahier de la Nouvelle journée n° 4 : HAURIU, La théorie de

Hauriou donne de l'institution la définition suivante :

« Une institution est une idée d'œuvre ou d'entreprise, qui se réalise et dure juridiquement dans un milieu social; pour la réalisation de cette idée, un pouvoir s'organise qui lui procure des organes; d'autre part entre les membres du groupe social intéressé à la réalisation de l'idée, il se produit des manifestations de communion dirigées par les organes du pouvoir et réglées par des procédures » ¹².

Il distingue ensuite deux sortes d'institutions; les unes qu'il appelle « institutions choses » ne nous intéressent pas ici (la règle de droit établie socialement est une institution de ce type). Les autres forment la catégorie des « institutions personnes » ou des corps constitués (Etat, associations, syndicats, etc.) ¹³.

Ce sont celles que M. Cuche appelle des institutions organiques, « dont l'armature n'est plus une combinaison de règles jouant automatiquement, mais un groupement d'individus dont les activités sont coordonnées à la poursuite d'un but commun, coordonnées cela veut dire qu'il peut y avoir, outre ces activités, division du travail, mais qu'il y a toujours communion des volontés » ¹⁴.

M. Renard dégage nettement les caractères de l'ins-

l'institution et de la fondation; P. CUCHE. La législation du travail et les transformations du Droit.

RENARD. La théorie de l'Institution.

(12) HAURIU. Cahier de la Nouvelle journée, p. 10.

(13) id.

(14) P. CUCHE. Semaine Sociale de Lyon, p. 353.

tution, « qui dit autorité, différenciation, organisation, s'il vise les choses du droit, dit par le fait, institution. L'institution s'impose par la force des choses; elle fait partie de ces notions de droit naturel qui rentrent par la fenêtre lorsqu'on les chasse par la porte » ¹⁵.

Obligation, permanence, forme organisée, voilà les traits saillants de l'institution. Et tout d'abord l'obligation « par ces traits les plus saillants, n'est-il pas vrai que ces situations nous apparaissent comme une emprise sur l'autonomie de notre volonté ? Souvent elles prennent naissance sans notre consentement. Mais même lorsque notre consentement a été nécessaire pour les faire naître, elles subsistent sans son appui et parfois malgré lui » ¹⁶. Voilà l'opposition entre la situation institutionnelle et la situation contractuelle.

Un autre caractère de l'institution est la permanence, « l'institution est une chose qui dure, à la différence de la situation contractuelle, qui répond, en général, à des besoins momentanés » ¹⁷.

Cette permanence s'explique par un autre caractère des situations institutionnelles. « C'est que ces situations ne prennent consistance que lorsqu'il s'agit de satisfaire un intérêt collectif plus ou moins étendu, soit l'intérêt général, soit, tout au moins, un intérêt de classe, de corporation, de groupement. Ces intérêts là ne se modifient pas avec la même rapidité

(15) RENARD. La théorie de l'institution, p. 280.

(16) CUCHE, op. cit., p. 350.

(17) CUCHE. Semaine Sociale de Lyon, p. 351.

que les intérêts particuliers. Les atteintes, dont ils sont menacés aujourd'hui, se renouvelleront sans doute demain, si bien que leur défense doit être organisée, non pas maintenant seulement, mais pour l'avenir. Il faut que l'institution soit toujours là pour y pourvoir » ¹⁸.

La profession organisée présente tous les caractères de l'institution permanente. C'est cette forme là qu'elle revêtait sous l'Ancien Régime et que la Révolution lui a fait perdre en supprimant les Corporations, « en faisant passer la réglementation du travail du régime de l'institution (droit public) à celui du contrat (droit privé) » ¹⁹, en essayant par la suppression du droit d'association, d'éviter le retour de la réglementation du travail à forme institutionnelle.

Comment peut-on dire qu'il existe un vaste mouvement institutionnel qui « s'oppose à l'individualisme dans la mesure même où il restreint la liberté contractuelle » ²⁰.

Après la Révolution, l'Etat ayant supprimé les institutions, s'est trouvé dans l'impossibilité de satisfaire les intérêts généraux. Le régime « du tête à tête de l'individu et de l'Etat » ²¹, ne donnant pas les résultats espérés, l'Etat s'est vu obligé de rétablir lui-même certaines institutions; c'est ainsi que Napoléon rétablit l'Université, l'Ordre des Avocats.

De même les intérêts particuliers ne sont pas sa-

(18) CUCHE, id. p. 351.

(19) CUCHE, Cahier de la Nouvelle Journée, n° 4, p. 167.

(20) CUCHE. Semaine Sociale de Lyon, p. 354.

(21) CUCHE. id. p. 354.

tisfaits. Le régime de la liberté contractuelle qui les régit se trouve vite insuffisant.

« C'est une vérité évidente que la liberté contractuelle ne peut aboutir à la justice contractuelle que s'il y a égalité de puissance économique entre les parties contractantes, sans quoi, le plus fort fait la loi au plus faible » ²².

A l'heure actuelle, l'Economie Moderne, la concentration industrielle développent encore plus les inégalités économiques. C'est le règne des trusts, des cartels. Comment échapper à l'emprise de ces puissantes sociétés ? Peut-on parler encore de liberté contractuelle quand on traite avec elles ? Est-ce que les Compagnies de Chemins de fer, les Banques, les Assurances ne sont pas de véritables institutions ?

On assiste peu à peu à une restriction croissante et générale de la liberté individuelle, à une décentralisation de l'autorité.

Cette notion de l'institution vient de remporter une victoire lors de la dernière Semaine Sociale de Mulhouse où elle s'est affirmée avec éclat.

« Le mot auquel les travaux persévérants de G. Renard sont en train d'assurer une fortune nouvelle, s'est retrouvé sur les lèvres et dans la pensée de la plupart des professeurs, durant la « Semaine de Mulhouse ». Aux difficultés inextricables du problème posé par le conflit de la morale et des affaires, il apporte en effet un élément de solution et peut-être le seul capable de prompts résultats.

(22) CUCHE, p. 360.

« ...A Mulhouse, on s'est plu à rappeler, pour il-
« lustrer le mal et montrer en même temps le re-
« mède efficace dans l'institution, l'histoire du sa-
« laire familial. Son utilité, sa nécessité même étaient
« reconnues. Mais comment la mettre en pratique ?
« Une table fabriquée par un père de famille se vend
« au même prix que sortie des mains d'un ouvrier
« célibataire. Imposer au fabricant des avantages
« pour le premier, c'était l'encourager à ne choisir
« que des travailleurs sans enfants. Le remède était
« pire que le mal. L'institution des caisses de com-
« pensation, imaginée et réalisée par Romanet, a
« donné la solution sociale d'un problème insoluble
« pour les individus.

« Déjà le besoin a créé l'organe. L'institution se
« répand sous toutes les formes... » ²³.

Et parmi ces institutions, l'organisation profession-
nelle qui nous intéresse plus particulièrement occupe
une place privilégiée.

« Parmi les institutions « bonnes servantes » de
morale dans le monde des affaires, il faut mettre à
part, à raison de sa capitale importance, l'institution
corporative, l'organisation professionnelle, dont les
bienfaits sont attestés par des applications on ne
peut plus actuelles. Elle doit être à la base de l'Eco-
nomie moderne » ²⁴.

(23) Chronique Sociale. Septembre 1931. « Le mot d'ordre de
Mulhouse ».

(24) Documentation Catholique, 12 septembre 1931, N° 578, p. 323.

CONCLUSION

Nous avons essayé au cours de cette étude de dégager les lignes générales de l'évolution de l'idée d'organisation professionnelle chez les Catholiques Sociaux. Nous l'avons vu renaître avec les fondateurs de l'Œuvre des cercles et les rédacteurs de l'Association Catholique. S'inspirant fortement des institutions de l'Ancien Régime, ils construisent tout un système de réorganisation corporative de la société, programme d'action et d'organisation, drapeau autour duquel se rallient les bonnes volontés.

Puis sous l'influence des faits et des démocrates chrétiens, cette conception corporative s'assouplit, s'élargit, s'adapte à la vie économique moderne, tout en conservant les principes essentiels, pour arriver à la conception actuelle de l'organisation professionnelle : corps d'états où se forment librement les associations professionnelles, soumis à une autorité professionnelle, régis par la loi professionnelle, ayant une juridiction propre et une représentation près des pouvoirs publics.

Voilà le schéma de cette organisation qui doit ramener la paix entre les classes, résoudre en partie la question sociale. Cette doctrine de l'organisation professionnelle se trouve toujours solidement appuyée sur la doctrine sociale de l'Eglise et S. S. Pie XI, renouvelant le geste de Léon XIII en 1891, vient d'apporter aux catholiques sociaux, par son encyclique

« Quadragesimo Anno » (15 mai 1931) une éclatante approbation.

Recherchant les moyens de restaurer l'ordre social, il déclare :

« L'objectif que doivent avant tout se proposer l'Etat et l'élite des citoyens, ce à quoi ils doivent appliquer tout d'abord leur effort, c'est de mettre un terme au conflit qui divise les classes et de provoquer et encourager une cordiale collaboration des professions. La politique sociale mettra donc tous ses soins à reconstituer les corps professionnels. Jusqu'à présent, en effet, la société reste plongée dans un état violent, partant instable et chancelant, puisqu'elle se fonde sur des classes que des appétits contradictoires mettent en conflit et qui, de ce chef, inclinent trop facilement à la haine et à la guerre. En effet, bien que le travail, ainsi que l'exposait nettement notre Prédecesseur dans son Encyclique, ne soit pas une simple marchandise, qu'il faille reconnaître en lui la dignité humaine de l'ouvrier et qu'on ne puisse pas l'échanger comme une denrée quelconque, de nos jours, sur le marché du travail, l'offre et la demande opposent les parties en deux classes, comme en deux camps; le débat qui s'ouvre transforme le marché en un champ clos où les deux armées se livrent un combat acharné. A ce grave désordre qui mène la société à la ruine, tout le monde le comprend, il est urgent de porter un prompt remède. Mais on ne saurait arriver à une guérison parfaite que si, à ces classes opposées, on substitue des organes

bien constitués, des « ordres » ou des « professions » qui groupent les hommes non pas d'après la position qu'ils occupent sur le marché du travail, mais d'après les différentes branches de l'activité sociale auxquelles ils se rattachent » ¹.

Une question vient naturellement à l'esprit lorsqu'on considère le programme de reconstruction corporative, présenté par les Catholiques Sociaux. Ce programme, est-il en accord avec les faits ? A-t-il quelques chances d'être bientôt réalisé ? L'idée d'organisation professionnelle est-elle en progrès ?

On est obligé de constater qu'à l'heure actuelle, l'organisation de la profession en est toujours au stade syndical ; il n'existe pas entre patrons et ouvriers d'organes permanents qui puissent étudier les intérêts professionnels, régler les conditions du travail, trancher les conflits qui s'élèvent.

La pratique des conventions collectives des commissions mixtes est loin d'être répandue. Le mouvement syndical lui-même n'est pas prospère. Comment expliquer cet échec apparent ? Quelle conclusion tirer de cette constatation ?

Nous avons vu que l'organisation professionnelle repose sur l'idée de collaboration des classes pour la recherche du bien commun de la profession.

On parle beaucoup d'intérêt général, de collaboration, mais, en réalité, ces idées ne sont pas répandues. Beaucoup, tant chez les patrons que chez les ouvriers, sont incapables de s'élever au-dessus de leur intérêt

(1) Encyclique. Quadragésimo Anno. Documentation Catholique. 6 juin 1931.

particulier et immédiat, jusqu'à la notion d'intérêt général. De même, l'idée de collaboration des classes, se heurte aux erreurs et aux préjugés du libéralisme et du socialisme, hostiles à l'idée d'organisation; on parle de collaboration mais on ne rencontre le plus souvent que haine et incompréhension.

Il est facile de voir que là est la cause profonde de cet échec apparent; en effet, l'organisation professionnelle se développe rapidement dans les professions qui ne réunissent que les membres d'une même classe. tels que médecins, ingénieurs, architectes, professeurs. Par le fait même du recrutement ces associations présentent un caractère particulier, elles sont uniquement constituées pour assurer la loyauté du métier. La question de collaboration des classes ne se pose pas ici et cela explique en grande partie le caractère du mouvement.

Faut-il donc renoncer à organiser d'une façon permanente le contact, la collaboration entre patrons et ouvriers, entre le capital et le travail ?

Cela n'est pas possible car cette collaboration est indispensable pour arriver à une solution de la question sociale. Comme le dit S. S. Pie XI, elle doit rester l'objectif de toute action. Mais alors faut-il attribuer l'échec apparent de l'idée d'organisation, au système même, proposé par les catholiques sociaux ? Les critiques n'ont pas manqué, venant à la fois de ceux qui estiment que les catholiques sociaux vont trop loin dans la voie de l'organisation professionnelle et de ceux qui leurs reprochent leur timidité.

Les adversaires de la doctrine catholique n'ont pas su voir que le grand défaut, si l'on peut appeler cela un défaut, de cette doctrine, était d'être en avance sur son temps.

De plus en plus les faits viennent lui donner raison; tout porte vers l'organisation professionnelle, dans tous les milieux on sent le besoin de s'unir si l'on veut vivre. Mais il y a toute une éducation à faire chez les ouvriers et chez les patrons. C'est à cela que s'emploient les Catholiques Sociaux et la Confédération française des Travailleurs Chrétiens, réalisation vivante de la doctrine catholique de l'organisation professionnelle, qui fondée en 1919, n'a cessé depuis lors de s'accroître et de prospérer.

A l'heure actuelle la théorie de l'organisation professionnelle forme dans la doctrine sociale catholique un tout harmonieux et les différences dans les détails d'application n'en font que mieux ressortir l'unité des principes directeurs. Si les réalisations pratiques ne sont pas aussi satisfaisantes qu'on pourrait le souhaiter, il faut avoir confiance dans l'avenir, car cette doctrine porte en elle tous les espoirs d'une féconde et nécessaire réorganisation du monde du travail.

Vu : Le Président de la Thèse,
A. VIZIOZ.

Vu : Le Doyen,
J. FERRON.

Vu et permis d'imprimer :
Bordeaux, le 23 octobre 1931,
Le Recteur de l'Académie,
F. DUMAS.

ANNEXE

Déclaration de la Réunion des Revues d'Economie Sociale chrétienne. (Association Catholique. 15 juillet 1897).

L'organisation des corps professionnels étant reconnue indispensable, il y a lieu d'indiquer quels sont les éléments essentiels de cette organisation et les moyens qui pourraient en préparer la formation :

1°) Tous les membres de chaque profession dans une circonscription à déterminer devraient être inscrits d'office sur une liste spéciale par les soins de l'administration publique, ainsi que cela a lieu pour l'inscription maritime, les Conseils de Prud'hommes et les Chambres de Commerce;

2°) Les membres de chaque profession ainsi inscrits sur cette liste constitueraient le corps professionnel;

3°) Chaque corps professionnel aurait des règlements spéciaux auxquels seraient soumis tous les membres de la profession;

4°) Dans chaque corps professionnel se formeraient librement des syndicats divers, soit de patrons, soit d'ouvriers, soit mixtes, conformément à la loi de 1884;

5°) A la tête de chaque corps professionnel, il y aurait un Conseil composé des délégués des Syndicats, de manière à assurer une égale représentation aux divers éléments de la profession;

6°) Les Conseils des Corps professionnels feraient des règlements d'application des lois générales relatives à l'organisation du travail et fixeraient les coutumes de la profession;

7°) Les règlements des Conseils des Corps professionnels devraient être sanctionnés par voie de referendum, quand un certain nombre de membres de la profession le demanderaient; ils devraient toujours être homologués par les pouvoirs publics;

8°) Les Conseils des corps professionnels seraient investis d'un certain nombre d'attributions judiciaires et du droit de prélever certaines contributions sur les membres de la profession dans les limites fixées par la loi, ainsi que cela a lieu pour les Chambres de Commerce;

9°) Les Conseils nommeraient la représentation de la profession au degré supérieur.

BIBLIOGRAPHIE

- R. P. ANTOINE. — Cours d'Economie Sociale, 6^e édition mis à jour par R. P. du Passage. Paris, Alcan, 1921.
- P. ARENDT. — Nature, organisation et programme des syndicats ouvriers Chrétiens, 1 vol., Spès, 1926.
- ARNOU (A.). — Participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Paris. Mersch, 1920. (Thèse Droit, Paris, 1920).
- BOISSARD (A.). — Le Syndicat mixte, institution professionnelle d'initiative privée à tendance corporative. 1 vol., Rousseau, 1898.
- COULET (R. P.). — L'Eglise et le Problème social. 1 vol. Spès, 1924.
- CHENON (Henri). — Rôle social de l'Eglise. 1 vol. Bloud et Gay, 1924.
- J. BRÊTHE DE LA GRESSAYE. — Le syndicat, l'organisation professionnelle et l'Etat. 1 vol. Sirey, 1931.
- Abbé CALIPPE. — Attitude sociale des catholiques Français au XIX^e siècle. 1 vol. Bloud et Cie, 1912.
- CORNILLEAU (Robert). — De Waldeck Rousseau à Poincaré. Chronique d'une génération (1898-1924). Paris. Spès, 1926.
- DURAND. — Essai sur l'organisation professionnelle. 1 vol. Reims, 1907.
- CLERCQ (de). — Les Doctrines sociales catholiques en France depuis la Révolution à nos jours. 2 vol. Bloud et Cie, 1901.
- DEHON (Chanoine). — Manuel social. 1 vol. Bonne Presse, Paris, 1895.
- DUTHOIT (Eugène). — Vers l'organisation Professionnelle. 1 vol. Reims, 1910. Action populaire.
- DUTHOIT. — Comment aménager la Cité Française. Bloud et Gay, 1926.
- DUTHOIT. — Le suffrage de demain. 1 vol. Paris, 1901.
- DUTHOIT. — Le passé et l'avenir du referendum en France.

- La Chapelle Montlignon. Extrait de la Quinzaine, 16 mai 1900.
- DESLANDRES. — De la sanction par l'autorité publique des accords entre chefs d'entreprises commerciales et industrielles. 1 vol. Paris, 1912.
- M. EBLÉ. — Les Ecoles Catholiques d'Economie Politique et Sociale en France. 1 vol. Girard et Brière, 1905.
- FONTANILLES. — Œuvre Sociale d'A. de Mun. 1 vol. Spès, 1926.
- FONSEGRIVES. — Catholicisme et Démocratie. 1 vol. Lecoffre, 1898.
- FAGNIEZ. — Corporations et Syndicats. 1 vol. Lecoffre, 1905.
- H. GAYRAUD. — Les démocrates chrétiens (doctrine et programme). Paris. Lecoffre, 1899.
- GOYAU (sous le pseudonyme de GRÉGOIRE (L.)). — Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale. 1 vol. Perrin et Cie, 1895.
- GOYAU. — Autour du Catholicisme Social (5 vol.). Perrin, 1912 à 1924.
- GIRARD (de). — Ketteler et la question ouvrière. Berne, 1896.
- GUERRY (Emile). — Syndicats libres féminins de l'Isère. Leur action professionnelle. Leur doctrine. Grenoble. Imprimerie St. Bruno, 1921.
- GARRIGUET. — Question Sociale et Ecoles Sociales. Bloud. 1922.
- Régime du travail, 1909, 2 vol. (Traité de Sociologie d'après la Théologie Catholique).
- GIDE (Ch.) et RIST (Ch.). — Histoire des Doctrines Economiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours. 1 vol. Paris. Sirey, 1922 (4^e éd.).
- GERMAIN (Mgr.). — La Paix Sociale par l'organisation du travail. 1 brochure. Edition Populaire, 1915.
- G. GUITTON. — Léon Harmel. 2 vol. Spès, 1928.
- G. GUITTON. — Pour collaborer. Spès, 1930.
- GOUNOT (Emmanuel). — Les réformes professionnelles par le referendum patronal. Rousseau 1913.
- HARMEI (Léon). — Manuel d'une Corporation Chrétienne. 2^e édit. Tours, Mame, 1879.
- HAURIOU (Maurice). — Principes de droit public. 1916. Paris. Léon Tenin.
- Cahier de la Nouvelle Journée, N° 4, Bloud et Gay, 1925.

- R. JAY. — L'organisation du travail par les Syndicats professionnels. Paris. Larose, 1894.
- JEAN (O.) [pseudonyme de OURSEL (com^t JEAN)]. — Le Syndicalisme. Son origine, son organisation, son but, son rôle social. Spès, 1922 (5^e édition).
- JOLY (Henri). — Socialisme Chrétien. Paris. Hachette, 1892.
- LAPEYRE (Paul). — Le Catholicisme Social (3 vol.). Paris. Lethielleux (1894-1900).
- LA TOUR-DU-PIN LA CHARCE (Marquis de). — Vers un ordre social chrétien. Jalons de Route. Paris, 1905. N^o édition, 1921. Paris. Nouvelle Librairie Nationale.
- LIONET. — Un Evêque Social Ketteler. Paris, 1905.
- MARTIN ST-LÉON. — Histoire des Corporations de métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791. Paris, 1909 (3^e éd.). Alcan, 1922.
- Le Syndicalisme ouvrier et le Syndicalisme Agricole. Paris. Payot, 1920.
- Idées Sociales et faits sociaux. L'organisation professionnelle, 1903.
- Les Sociétés de la Nation. Spès 1930.
- R. P. LECANUET. — L'Eglise de France sous la 3^e République, II tome. Le pontificat de Léon XIII. Paris. De Gigord, 1907-1910.
- MUN (Albert de). — Ma Vocation Sociale. Lethielleux, 1908.
- Discours, 5 vol. Paris, 1888 à 1895.
- MAINAGE (R. P.). — Mouvement de la Jeunesse Catholique Française au XIX^e siècle. Paris, Desclée, 1918.
- MONICAT (P.). — Etude du Mouvement Social Chrétien au XIX^e siècle. Paris, 1898.
- NAUDET (Abbé). — La Démocratie et les Démocrates Chrétiens. Briguët. Paris, 1900.
- NITTI (Francesco S.). — Le Socialisme Chrétien. Paris. Guillaumin, 1894.
- PASCAL (de). — Le Pouvoir Social et l'Ordre Economique. Lyon, 1889.
- PIROU (Gaétan). — Doctrines Economiques en France. Colin 1925.
- RENARD. — La théorie de l'Institution. Paris. Sirey, 1930.
- TURMANN (Max). — Développement du Catholicisme Social depuis l'Encyclique Rerum Novarum. Paris. Alcan, 2^e éd. 1909.

- Problèmes Sociaux du travail industriel. Paris. Lecoffre, 1921.
- Activités Sociales. Lecoffre, 1906.
- Le Syndicalisme Chrétien en France. Paris. Valois, 1929.
- VILLENEUVE-BARGEMONT (A. de). — Economie Politique Chrétienne. 3 vol. Paris. Paulin, 1834.
- VALDOUR. — La Doctrine Corporative, 1924.
- VALOIS. — Economie Nouvelle. Paris, 1919.
- L'Etat Syndicaliste et la Représentation Corporative. Paris, 1927.
- MATHON (Eugène). — Les Etats-Généraux. La Corporation, 1924.
- Cahiers de la Nouvelle Journée, n° 4. La Cité Moderne et les transformations du Droit. Bloud et Gay, 1925.

Collection des Semaines Sociales :

- ORLÉANS, 1905.
- DIJON, 1906.
- AMIENS, 1907. Le Catholicisme, religion sociale.
- MARSEILLE, 1908. Législation du Travail.
- BORDEAUX, 1909. Application des Lois Sociales.
- ROUEN, 1910. Le Contrat de salariat.
- SAINT-ETIENNE, 1911. Le Travail.
- METZ, 1919. Le Catholicisme social.
- CAEN, 1920. La production.
- TOULOUSE, 1921.
- STRASBOURG, 1922. L'Etat et la Vie Economique.
- REIMS, 1924. Le problème de la terre dans l'Economie Nationale.
- LYON, 1925. Le problème de l'autorité.
- BESANÇON, 1929. Les nouvelles conditions de la vie industrielle.
- Compte rendu de la Semaine Sociale de Mulhouse, 1931. La Moral Chrétienne et les affaires, paru dans la Chronique Sociale de France.
- Encyclique Rerum Novarum. (Lettres apostoliques de S. S. Léon XIII, t. 3. Paris. Bonne Presse).
- Encyclique Rerum Novarum.
- Encyclique Quadragesimo Anno. (Documentation catholique, 6 juin 1931).

Lettre de la Sacrée Congrégation du Concile à S. Em. le Cardinal LIÉNART, Evêque de Lille, au sujet d'un conflit entre ouvriers et patrons de la Région, 1930.

Code Social de Malines, Spès, 1927.

Union de Fribourg. Recueil de Décisions de l'Union. Paris, 1893.

Commentaire de l'Encyclique Rerum Novarum.

Années Sociales Internationales, 1911, 1912, 1913, 1914. (Action Populaire).

Dossier de l'Action Populaire.

Guide Social, 1913-1914.

Compte rendu des Congrès Démocratiques de Reims.

Régime du Travail. (Publication de l'Association Catholique).

Correspondance de la C. F. T. C. (Confédération française des Travailleurs Chrétiens).

Revue :

L'Association Catholique, 1876 à 1905, collection complète.

Articles de MM. DE MUN, LA TOUR-DU-PIN, le P. de PASCAL, la COUR-GRANDMAISON, SÉGUR-LAMOIGNON, MILCENT, A. de MAROLLES, HARMEL, LAPEYRE, NOGUES, SAVATIER, LORIN, DE BRÉDA DE ROQUEFEUIL, Urbain GUÉRIN, Victor de CLERCQ, MARTIN ST-LÉON, J. LOESEWITZ, DUTHOIT.

La Démocratie Chrétienne, 1894-1895.

Articles de l'Abbé SIX, Abbé LEMIRE, Abbé NAUDET. . .

Quinzaine, 1894-1905.

Quelques articles de MM. FONSEGRIVES, GOYAU, TURMANN, Abbé NAUDET.

Mouvement Social.

La Corporation.

Chronique Sociale.

Articles de MM. LORIN, COIRARD, TURMANN, MARTIN ST-LÉON, VIALATOUX, etc.

Annales de la Jeunesse Catholique.

Le Correspondant.

Politique. — Article de DANET, RENARD, etc.

Revue des Deux Mondes. — Articles de MM. DE TARLIER, DE PAYERIMOFF.

Revue Politique et Parlementaire. — Article de M. R. JAY.

Revue d'Economie Politique. — Article de MM. R. JAY et DE GIRARD.

Revue de l'Action Populaire.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Renaissance de l'idée corporative. La Corporation.

CHAPITRE I. <i>Les précurseurs</i>	11
Section 1. L'avenir	13
Section 2. Buchez	15
Section 3. Villeneuve Bargemont	16
CHAPITRE II. <i>Les premiers catholiques sociaux. L'œuvre des cercles</i>	18
Section 1. La corporation	24
A. Ce qu'elle n'est pas	24
B. Ce qu'est au juste la corporation	26
C. But de la corporation	28
Section 2. Le régime corporatif	29
A. Le droit de l'individu	30
B. Le droit de l'association	31
C. Le droit de l'Etat	38
Section 3. Conditions essentielles à la vie de la corporation	40
A. Patrimoine corporatif	41
B. Capacité professionnelle des patrons et des ouvriers	45
C. Représentation des patrons et des ouvriers dans le gouvernement de la profession ...	49
Section 4. Avantages de la corporation et du régime corporatif. Critiques	51

DEUXIEME PARTIE

Le Syndicat et l'Organisation professionnelle.

CHAPITRE I. <i>La loi du 24 mars 1884 et le syndicat mixte</i>	56
--	----

<i>Section 1. La loi du 24 mars 1884</i>	56
<i>Section 2. Le syndicat mixte</i>	61
<i>Section 3. Le syndicat mixte, base de la réorganisation corporative</i>	64
CHAPITRE II. L'Encyclique Rerum Novarum	67
<i>Section 1. Préparation de l'Encyclique. L'Union de Fribourg</i>	67
<i>Section 2. L'Encyclique</i>	70
CHAPITRE III. L'Orientation populaire du mouvement.	
<i>La démocratie chrétienne</i>	76
<i>Section 1. Les démocrates chrétiens</i>	76
<i>Section 2. L'organisation professionnelle et les démocrates chrétiens</i>	79
CHAPITRE IV. Rôle du Syndicat dans la Profession	90
<i>Section 1. Extension des droits syndicaux</i>	92
A. Droit de propriété	92
B. Droit de juridiction	93
C. Droit de représentation	93
D. Pouvoir réglementaire	95
<i>Section 2. Le Syndicat, instrument d'organisation professionnelle</i>	103

TROISIEME PARTIE

L'Organisation légale de la profession.

CHAPITRE I. Cadre de la profession	109
<i>Section 1. Les corps professionnels</i>	109
<i>Section 2. Corps professionnel et associations professionnelles</i>	114
CHAPITRE II. Autorité et loi dans la profession	116
<i>Section 1. Nécessité d'une autorité</i>	116
<i>Section 2. Attributions de l'autorité</i>	117
A. Attributions réglementaires	119
B. Gestion des institutions corporatives	124
C. Attributions juridictionnelles	125
<i>Section 3. Composition et nomination des organes d'autorité. Les conseils professionnels</i>	126

CHAPITRE III. <i>La Profession et l'Etat. La représentation professionnelle</i>	134
<i>Section 1. Partisans d'un conseil national économique consultatif</i>	136
<i>Section 2. Partisans d'une représentation politique</i>	140
A. Système de la Tour du Pin	140
B. Partisans d'un Sénat professionnel	143
CHAPITRE IV. <i>Dernières manifestations de l'idée d'organisation professionnelle</i>	151
<i>Section 1. L'organisation professionnelle en face de la rationalisation</i>	151
<i>Section 2. L'organisation professionnelle et la théorie de l'institution</i>	158
CONCLUSION	164
ANNEXE	169
BIBLIOGRAPHIE	171

